Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN
Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Dimanche 1er juin 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6458 - 22e année

INONDATIONS MEURTRIÈRES AU NIGERIA

Le président Tebboune présente ses condoléances

P 24

L'ANIRA CONDAMNE LE DÉRAPAGE D'ENNAHAR TV, D'ECHOROUK NEWS ET D'AL HAYAT TV

« Cessez la promotion du charlatanisme »

P 24

POUR FAIRE CESSER LES ATTAQUES MAROCAINES À L'AIDE DE DRONES

La RASD et la Mauritanie se concertent

Le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu, vendredi, le président du Conseil national sahraoui, Hama Salama, qui lui a remis une lettre du président de la République sahraouie, secrétaire général du Front Polisario, M. Brahim Ghali, a indiqué l'Agence mauritanienne d'information (AMI).

LIRE EN PAGE 2

APRÈS L'ÉCHEC DU CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE

Des têtes tombent

Le ministre de la Poste et des Télécommunications a pris des décisions sur le champ. À la suite d'un dysfonctionnement technique survenu, hier, sur la plateforme numérique dédiée au concours de recrutement d'Algérie Poste, les sanctions sont immédiatement tombées. En conséquence, le concours est reporté pour l'après-Bac.

LIRE EN PAGE 3

Ph : DR

PRÈS DE 800 000 CANDIDATS CONCERNÉS

BEM : c'est parti pour les examens

P 3

BELARIBI AUX DIRECTEURS DE LOGEMENTS DANS 11 WILAYAS :

« Honorez vos engagements »

P 24

CRISE EN LIBYE

Le Mécanisme tripartite relancé

P 2

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Un 1500 mètres réservé aux chevaux classiques

P 21

L'ÉDITO

Paris joue et perd

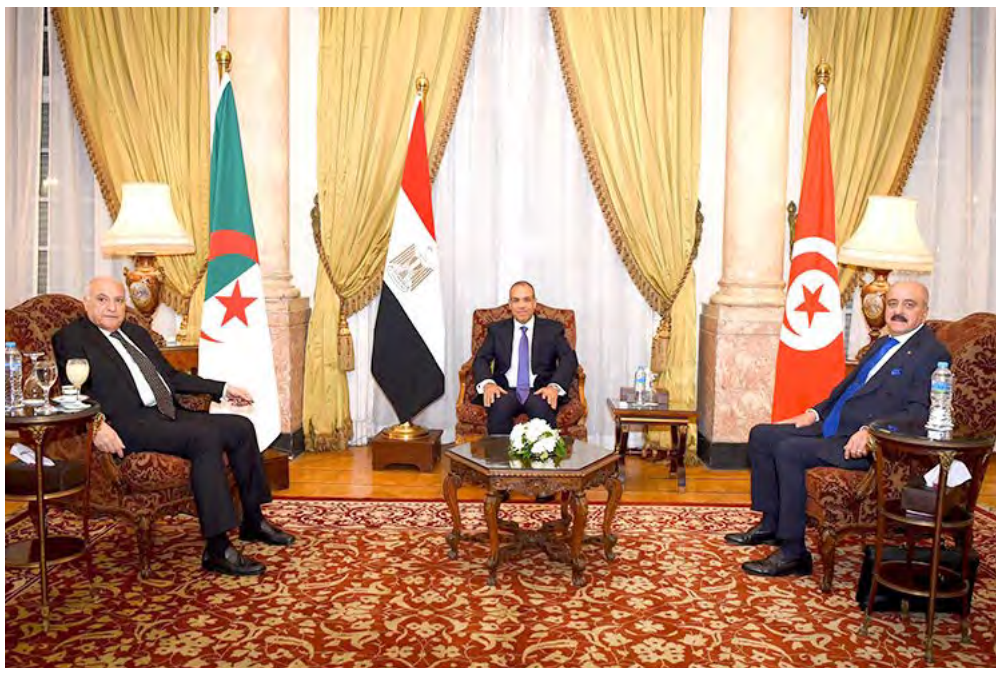
Qu'est-ce que Paris nous cache-t-elle derrière la fuite organisée dans laquelle l'Express a eu, mercredi dernier, la supposée primeur d'annoncer de probables sanctions contre des responsables algériens propriétaires de biens en France ? Pour comprendre ce énième jeu malsain auquel s'est livré « les officines françaises » - désignées comme telles par l'Agence nationale de presse- il faut rappeler la réunion, tenue le 21 mai dernier, à l'Elysée, sous la présidence d'Emmanuel Macron. Au menu, la situation avec l'Algérie. Autour du chef de l'Elysée, il y a eu le Premier ministre et les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice. Hormis de rapporter le format restreint de cette réunion, le contenu n'a pas été ébruité. Paris a ainsi joué le mystère et le secret tout autour. Les médias français ont joué le jeu. Ils ont sacrifié l'essentiel pour l'accessoire. En insistant, par exemple, sur la formule (entre guillemets) reprise par tous les titres : « Parmi les personnes présentes » il y a eu les personnalités citées en haut. Ce qui est cité laisse supposer qu'il y en a eu d'autres personnalités dont on a tu le nom ou le titre. Mais comme la « fameuse » et la « mystérieuse » réunion de l'Elysée n'a pas eu l'effet escompté auprès d'Alger- restée imperturbable - Paris passe au plan B. Pour dissimuler ce coup de bluff, on a avancé, une semaine après, qu'il y aurait des sanctions à prendre en cas de nouvelle escalade avec Alger. Ce qui est un classique depuis le début de la crise entre les deux pays. Sinon, pourquoi attendre une semaine pour agiter la menace de gel de biens qui appartiendraient à des algériens en France ? Ceci dit, la sortie de Paris n'est pas anodine. On pourrait croire qu'elle a changé de stratégie dans la gestion de cette crise. Jusque-là, on a tout essayé contre l'Algérie, en vain. À commencer par la « riposte graduée » et la surenchère de Bruno Retailleau. Et si toute la débauche d'énergie du chef de file des va-t-en-guerre contre l'Algérie n'a servi que sa petite personne pour atteindre la présidence des Républicains ? Nous concernant, en tout cas, les choses sont claires : l'agitprop du ministre de l'Intérieur contre l'Algérie était un coup d'épée dans l'eau. Faisant le bilan général : ni la campagne hostile orchestrée autour de Boualem Sensal, ni les menaces d'expulsion des OQTF et ni encore moins les supposées affaires d'espionnage, citant sournoisement l'Algérie en France, n'ont réussi à faire plier notre pays. Car, au moment où Retailleau et consorts s'égosillent et servent leurs intérêts étroits, Alger a franchi le cap de la riposte pour passer à l'acte. Le cas de la quinzaine d'agents de l'ambassade de France expulsées du territoire national est éloquent. In fine, Paris sait qu'elle n'a récolté comme résultats de son escalade « verbale » contre Alger que le vent qu'elle a brassé. Contrairement à la France, l'Algérie agit plus et parle moins. Et lorsqu'elle parle, elle le fait souvent, en l'assumant publiquement, par canal officiel et voie diplomatique.

Farid Guellil

CRISE EN LIBYE

Le Mécanisme tripartite relancé

À l'issue de la réunion ministérielle du Mécanisme tripartite des pays voisins concernant la crise en Libye tenue hier au Caire, avec la participation du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, en compagnie du ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, Badr Abdel-Atty, et du ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, un communiqué conjoint a été adopté.



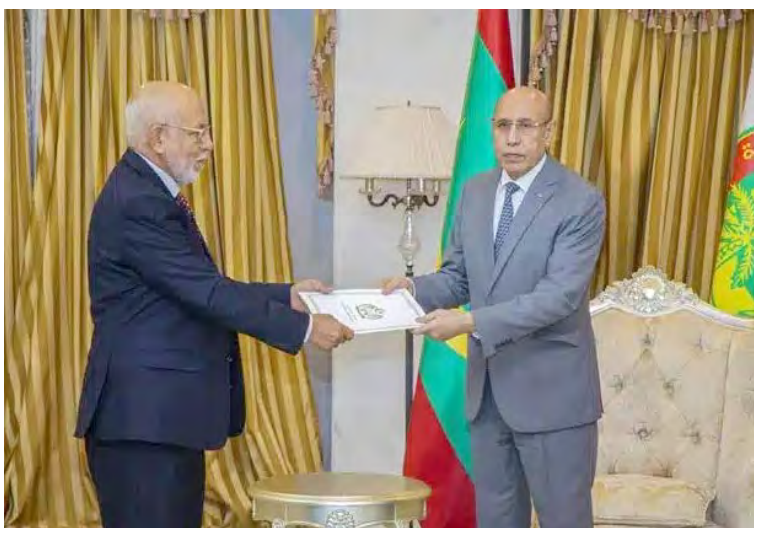
Il souligne, selon un communiqué du ministère, "l'importance de faire prévaloir les intérêts du peuple libyen frère et de préserver ses capacités et ses biens, et de parvenir à un consensus entre toutes les parties libyennes, sous l'égide des Nations unies et avec l'appui des pays voisins, en vue de mettre fin à la division, d'unifier les institutions politiques et militaires et d'organiser des élections législatives et présidentielle". Les ministres algérien, égyptien et tunisien des Affaires étrangères ont également réaffirmé que "le processus politique dans ce pays doit rester purement libyen", réitérant "leur rejet de toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires libyennes" et appelant au "retrait de toutes les forces étrangères et des mercenaires du pays". La réunion visait à relancer le mécanisme consultatif tripartite, qui ne s'est pas réuni depuis 2019. Les ministres sont convenus de poursuivre la coordination et la concertation entre les trois pays, ainsi qu'avec l'Organisation des Nations unies, la prochaine réunion devant se tenir "prochainement" à Alger, indique le communiqué. Lors de cette réunion, les trois ministres ont eu "des consultations fructueuses et des discussions approfondies sur les développements de la situation en Libye et les moyens de faire avancer le processus politique dans ce pays frère, notamment à travers le soutien aux efforts menés sous l'égide des Nations unies", notant que "les trois pays voisins sont les plus impactés par la crise en Libye, les plus conscients de sa complexité et les plus soucieux de parvenir à un règlement rapide et définitif de cette crise". Des sources médiatiques rapportent que les ministres ont souligné la nécessité de tenir des réunions régulières du Mécanisme tripartite de voisinage, la prochaine réunion ministérielle devant se tenir en Algérie, puis en Tunisie, avant la fin de l'année. Pour l'Algérie, il s'agit de contribuer à mettre un terme à la division entre frères libyens et de parvenir à un règlement définitif de la crise libyenne, dans le respect de la souveraineté de l'Etat frère de Libye, de la préservation de l'unité de son peuple et de son intégrité territoriale, et en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région. Tout récemment, à la suite de la reprise des affrontements armés à Tripoli ayant causé des pertes humaines, l' Algérie par la voix de son représentant permanent adjoint auprès des Nations unies, Toufik Laïd Koudri, a réitéré, lors d'une réunion du Conseil de sécurité, son appel à l'ensemble des Libyens à privilégier le dialogue en tant que "seule issue pour surmonter les différends", en faisant preuve de sens de responsabilité et en plaçant l'intérêt suprême du peuple libyen au-dessus de toute considération. Affirmant que la Libye, aujourd'hui plus que jamais, a besoin de "rassembler tous ses enfants, loin de la division et de la discorde", Toufik Laid Koudri a souligné la nécessité de "relancer le processus politique sous l'égide des Nations unies, en vue de parvenir à la solution tant attendue". Il a insisté sur la nécessité d'accompagner la Libye dans sa sortie de la spirale de violence, à travers "le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces étrangères, combattants étrangers et mercenaires, et en permettant aux Libyens de décider de leur sort et de gérer leurs affaires eux-mêmes, loin des tiraillements régionaux et des luttes d'influence et d'intérêts".

M. R.

POUR FAIRE CESSER LES ATTAQUES TERRORISTES MAROCAINES PERPÉTRÉES À L'AIDE DE DRONES

La RASD et la Mauritanie se concertent

Le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu, vendredi, le président du Conseil national sahraoui, Hama Salama, qui lui a remis une lettre du président de la République sahraouie, secrétaire général du Front Polisario, M. Brahim Ghali, a indiqué l'Agence mauritanienne d'information (AMI). Au terme de l'audience, M. Hama Salama a indiqué avoir remis au Président mauritanien, une lettre manuscrite de son homologue sahraoui, Brahim Ghali, a précisé l'AMI. Le président du Conseil national sahraoui a affirmé "avoir examiné avec le président mauritanien les questions d'intérêt commun et les moyens à même de renforcer les liens solides unissant les deux peuples frères et de consolider la coopération, la concertation et la coordination entre la République islamique de Mauritanie et la République sahraouie.



Il a fait savoir que le président Mohamed Ould Cheïkh El Ghazouani l'a chargé de "transmettre un message amical et de fraternité au président Brahim Ghali", soulignant que cette audience a été l'occasion de féliciter le peuple mauritanien et son Président pour la victoire du candidat mauritanien, Sidi Ould Tah, à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD). Cette rencontre intervient alors que des voix s'élèvent en Mauritanie pour appeler à une réaction forte des autorités du pays contre les attaques aux drones contre des civils mauritaniens dans le nord du pays dans la zone limitrophe aux territoires sahraouis. D'ailleurs la délégation sahraouie, de haut rang comptait dans ses rangs des responsables des services de sécurité, ce qui laisse supposer que des mécanismes seront mis en place pour faire cesser les attaques terroristes des forces armées royales contre la souveraineté de la Mauritanie. L'agence de presse mauritanienne a indiqué que l'audience s'est déroulée, côté mauritanien, en présence du ministre chargé du Cabinet du président de la République, Nani Ould Chrougha, du ministre conseiller à la présidence, Mohamed Ould Abdallah Ould Othmane, et du directeur général de la sûreté extérieure et de la documentation, le général de division, Saido Samba Dia alors que la délégation sahraouie comptait, le commandant de la 3e région militaire, El Oued Dafaa, le directeur national de la sécurité, de la documentation et de la protection des institutions, Hamma Malou, le chef du département des opérations au ministère de la Défense nationale, Taleb Ammi Deh, ainsi que le ministre conseiller à la présidence, Essalek Bibi. C'est dire toute l'importance de cette rencontre qui laisse présager qu'aussi bien du coté mauritanien que Sahraoui, on compte mettre un terme aux agressions marocaines qui ont ciblé depuis les événements d'El Guerguerat au mois de novembre 2020 qui ont vu les forces d'occupation marocaine attaquer un poste frontière dans la zone rampon entre le Sahara occidental et la Mauritanie ce qui a entrainé la rupture du cessez le feu par le Front Polisario qui a repris les combats pour faire aboutir son droit à l'autodétermination reconnu par la communauté internationale et libérer l'ensemble de son pays.

Slimane B.

COOPÉRATION ALGÉRO-NIGÉRIANE

Une délégation de l'INEPS à Oran

Une délégation de l'Institut national des études politiques et stratégiques (INEPS) du Nigéria a effectué une visite à plusieurs structures et établissements dans la wilaya d'Oran.

Au début de la visite, la délégation s'est rendue à la zone industrielle d'Arzew, où elle a visité le complexe algéro-omanais des engrais et a suivi une présentation sur les capacités de cette entreprise qui produit de l'urée et de l'ammoniac. Au complexe de liquéfaction de gaz (GNL 3), des cadres de Sonatrach ont présenté les techniques de liquéfaction, de stockage et de transport du gaz, à la délégation nigériane qui a assisté, à cette occasion, au processus de chargement du gaz naturel liquéfié (GNL) à bord d'un méthanier. Dans une déclaration à la presse, le directeur des études et de la recherche à l'institut national d'études de stratégie globale (INESG), Djamel Zellagui a souligné qu'«un partenariat stratégique unitaire entre l'Algérie et le Nigéria, particulièrement dans le domaine des hydrocarbures». Les deux pays étant des producteurs gaziers de premier plan. De son côté, le chef de la délégation et directeur de l'administration à l'INEPS du Nigéria, Suleïman Muhammad Kabir, a indiqué que «la délégation a visité plusieurs régions en Algérie, ce qui lui a permis de découvrir les potentialités dont regorge l'Algérie dans les domaines de l'économie verte et bleue», soulignant que «la délégation nigériane est en Algérie pour l'étude et la formation, notamment en ce qui concerne l'économie verte et le développement durable». Le même responsable a ajouté que «les opportunités des deux pays sont nombreuses», rappelant que «le Nigéria aspire à coopérer avec l'Algérie pour l'extension du gazoduc destiné à transporter le gaz nigérian vers l'Europe». Exprimant son souhait de consolider les relations entre les deux pays dans le domaine économique, de manière à servir les deux parties, il a fait savoir qu'«il a été impressionné par les réalisations de l'Algérie dans le domaine de l'économie verte, particulièrement pour ce qui est de Sonatrach qui a beaucoup investi dans les technologies respectueuses de l'environnement». La délégation a également visité l'établissement pénitentiaire «Établissement en milieu ouvert» à Misserghine, où les détenus pratiquent des activités agricoles et de pisciculture. Elle s'est également rendue à la base navale principale «Boucif Belhadji» où ses membres ont suivi une présentation sur l'atelier naval principal, qu'ils ont visité.

L. Zeggane

APRÈS L'ÉCHEC DU CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE

Des têtes tombent

Le ministre de la Poste et des Télécommunications , Sid Ali Zerrouki, a pris des décisions sur le champ.

Ph: DR

À la suite d'un dysfonctionnement technique survenu, hier, sur la plateforme numérique dédiée au concours de recrutement d'Algérie Poste empêchant l'examen, les sanctions sont immédiatement tombées. Dans un souci de responsabilisation, plusieurs responsables au sein du ministère ainsi qu'au niveau de la direction générale d'Algérie Poste ont été limogés. Il s'agit du Directeur général de la communauté informatique au ministère, du responsable de la sécurité informatique au ministère, ainsi que du directeur des systèmes d'information à Algérie Poste, en tant que superviseurs directs de ce concours numérique. Dans son communiqué diffusé hier, le ministère précise qu'une enquête approfondie a également été ouverte afin d'identifier clairement les causes du problème et de déterminer les responsabilités en toute transparence. Hier, les candidats se sont présentés comme prévu à 10h aux lieux qui leur ont été indiqués sur la convocation, pour un examen numérique d'une durée de 90mn. Deux heures après, ils ont été invités à partir car un dysfonctionnement technique survenu sur la plateforme numérique dédiée au concours de recrutement n'a pu être réglé. Le ministère a exprimé ses regrets pour cet incident et a rassuré tous les candidats que le concours sera réorganisé dans les plus brefs délais, dans des conditions transparentes et rigoureuses garantissant l'égalité des chances pour tous, tout en réaffirmant son engagement en faveur de la digitalisation des services publics avec professionnalisme et rigueur. Après cet incident, la direction générale d'Algérie Poste a annoncé le report du concours de recrutement lancé par le ministère de la Poste et des Télécommunications. Dans un communiqué, l'institution a précisé que l'examen sera organisé juste après la fin des épreuves du baccalauréat. Algérie Poste a présenté ses excuses à tous les candidats pour les perturbations techniques survenues sur la plateforme numérique dédiée à l'examen. Pour sa part, le ministère confirme son ambition d'intégrer la digitalisation comme un outil clé garantissant l'équité et la transparence. « Pour la première fois, un concours de recrutement dans le secteur a été organisé via un test numérique sur une plateforme électronique basée sur un système de questions à choix multiples (QCM). Cependant, cette opération — qui visait à instaurer des standards modernes en matière de recrutement — a été marquée par un dysfonctionnement technique qui a empêché le bon déroulement du test, suscitant une vague de mécontentement parmi les candidats », selon le communiqué. Avant le jour J, samedi 31 mai, tout s'était bien passé et l'entreprise Algérie Poste a pu annoncer, le 27 mai, le début de l'envoi des convocations officielles par e-mail à l'ensemble des candidats admis pour passer l'épreuve numérique du concours national de recrutement. Algérie Poste a pris le soin de rappeler aux candidats la nécessité de vérifier leurs courriels, y compris les spams. Le concours devait se dérouler en deux étapes : un examen digital organisé le 31 mai 2025 au niveau des centres mentionnés sur la convocation, puis un entretien avec la commission de sélection (qui devait être programmé ultérieurement) qui concerne les candidats admis lors de la première étape, et ce sur la base des résultats obtenus à l'examen digital et du nombre de postes ouverts dans leurs wilayas respectives. Algérie Poste avait insisté auprès des candidats sur "l'impératif respect des instructions contenues dans la convocation", ajoutant que les concernés devaient "se présenter à l'heure indiquée munis de tous les documents requis". Ce n'est que partie remise. Le ministère a réaffirmé sa détermination à poursuivre le processus de modernisation et de digitalisation malgré toutes les tentatives de perturbation, en restant fidèle à ses engagements envers les citoyens, fondés sur les principes de transparence, justice et responsabilité.

M'hamed Rebah

PRÈS DE 800 000 CANDIDATS CONCERNÉS

C'est parti pour les examens du BEM

Près de 800 000 candidats à l'échelle nationale entameront, aujourd'hui, les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), répartis sur quelques 30.000 centres d'examens. À ce titre, les épreuves finales du cycle moyen s'étaleront jusqu'à mardi prochain, sous la supervision de plus de 240.000 encadreurs à travers les différents centres d'examen répartis sur l'ensemble du territoire national. En prévision de ces épreuves, le ministère de l'Éducation nationale a assuré avoir pris toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de l'examen du BEM (session juin 2025). « Toutes les mesures et dispositions relatives à l'organisation des épreuves du BEM ont été prises afin de permettre aux candidats de passer ces épreuves dans des conditions optimales, à savoir la mobilisation d'effectifs issus du secteur pour la supervision de l'opération », a assuré, de son côté, le secrétaire général de l'Office national des examens et concours (ONEC), Mohamed Hadj Kola. S'agissant des sujets, « aucun changement n'est prévu par rapport aux années précédentes », a affirmé Kola, précisant que les sujets « seront puisés dans les cours dispensés en classes durant l'année scolaire ». Il a appelé, à cet égard, les candidats à « éviter d'interagir avec les faux sujets circulant sur les réseaux sociaux », les invitant à « se concentrer plutôt sur la révision et la préparation ». Par ailleurs, le ministère de l'Éducation nationale, qui a recommandé la prudence face aux informations erronées relayées par les différents sites et réseaux sociaux, a appelé les candidats à préparer leurs examens dans le calme, loin de la pression et autres sources de diversion. De plus, et dans le souci de faciliter le parcours des candidats, le ministère a opté pour le maintien des sites dédiés au retrait des convocations pour les examens écrits et ce, jusqu'au dernier jour de leur déroulement, afin de leur permettre d'obtenir une nouvelle copie en cas de perte. À ce propos, l'ONEC avait souligné l'importance de vérifier au préalable le site d'examen auquel il a été affecté afin d'éviter de s'y présenter tardivement, tout en gardant en sa possession la convocation et la carte d'identité nationale qui seront présentées à chaque accès au centre jusqu'au terme des épreuves. Évoquant les principales mesures visant à garantir la transparence des examens, Kola a rappelé, notamment, « l'interdiction stricte d'utiliser ou d'introduire dans les centres d'examen tout moyen de communication », soulignant que « la loi prévoit des sanctions à l'encontre de toute personne se présentant à la place d'un autre candidat ». Quant aux mécanismes de soutien psychologique envisagés au profit des candidats, le ministère de l'Éducation a assuré avoir affecté des psychologues au niveau de l'ensemble des sites d'examen afin d'aider les élèves à effectuer, en toute sérénité, les épreuves du BEM, en concertation avec les services du ministère de la Santé.

Ania N.

BEM

Un dispositif spécial pour sécuriser les centres d'examen

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un dispositif spécial pour sécuriser les centres d'examen devant accueillir, aujourd'hui, et ce, jusqu'au mardi, les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), a indiqué un communiqué de ce corps de sécurité. En prévision des examens du BEM de l'année scolaire 2024-2025, «les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un dispositif spécial visant à garantir la sécurité des candidats et des encadreurs au niveau des centres d'examen relevant de leur territoire de compétence», a précisé la même source. Selon le communiqué, «ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la sécurisation des centres d'examen situés dans le territorial de compétence de la Sûreté nationale à travers la wilaya», ajoutant que «tous les moyens et ressources nécessaires seront mobilisés afin d'assurer le bon déroulement de ces examens nationaux officiels». Outre des mesures visant à fluidifier la circulation routière, notamment à proximité des centres d'examen, le dispositif prévoit également «le renforcement de la présence sur le terrain des forces de police et l'intensification des patrouilles pédestres et motorisées», a-t-on appris de même source.

L.Z.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANCE

L'engagement de l'État souligné

L'Algérie célèbre, aujourd'hui, la Journée mondiale de l'enfance qui coïncide avec le 1er juin de chaque année, dans un contexte marqué par les efforts en cours, consentis par l'État en faveur d'une meilleure prise en charge, protection et promotion de l'enfance, à travers des programmes nationaux visant son environnement et aussi par un arsenal juridique. Accordant une importance particulière à la protection de l'enfance et au renforcement de ses droits, la promotion de cette catégorie est au cœur de la politique de l'État, à travers, notamment, des programmes ayant trait aux secteurs de l'Éducation, la Culture, le Sport, l'Enseignement et la formation professionnelle et également par la prise en charge sanitaire et l'accompagnement psychologique et social pour tous les enfants, dont ceux aux besoins spécifiques.

LE SECTEUR DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE SUPERVISE PLUS DE 100 ÉTABLISSEMENTS ET CENTRES SPÉCIALISÉS DANS LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Dans ce cadre, le secteur de la solidarité nationale supervise plus de 100 établissements et centres spécialisés dans la protection de l'enfance et il y a encore beaucoup à faire, pour davantage de résultats et d'avancées en matière notamment de l'épanouissement de l'enfant algérien. Certes au cours du premier trimestre de cette année, ces structures ont pris en charge un total de 2246 enfants, leur offrant des services liés à la santé, à la scolarisation et aux loisirs.

LE NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE A ATTEINT 4638 ET 239 ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT AINSI QUE 19 ANNEXES

Selon les responsables du secteur, «le ministère de la Solidarité nationale accorde la même attention à la petite enfance, à la faveur d'une action commune stratégique avec les associations et les représentants de la société civile activant dans ce domaine». Le nombre des établissements d'accueil de la petite enfance a atteint «4638 établissements qui prennent en charge plus de 227 000 enfants, dont 3 225 enfants aux besoins spécifiques». Le secteur recense également «239 établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés ainsi que 19 annexes», encadrés par des équipes pluridisciplinaires composées notamment d'éducateurs, d'assistants sociaux et de psychologues, afin d'assurer un accompagnement psychologique et pédagogique au profit des enfants aux besoins spécifiques. Pour l'année scolaire 2024-2025, ces établissements ont pris en charge quelque 36.000 enfants de cette catégorie. Le ministère s'attelle également à «la prise en charge des enfants atteints de déficience mentale et de troubles du spectre d'autisme, notamment à travers des espaces ouverts au niveau des centres psychopédagogiques, en vue de faciliter leur insertion sociale». Dans le cadre de cette démarche, la loi relative à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques a été promulguée en février dernier, prévoyant des mesures de prise en charge ainsi que des mécanismes d'insertion. Selon le ministère, «cette loi constitue un saut qualitatif réalisé par l'Algérie en matière de renforcement des droits de cette catégorie», a-t-elle conclu.

L. Zeggane

SENSIBILISATION CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS

Les autorités se mobilisent

À la veille de chaque saison estivale, plusieurs mesures sont mises en place afin de prévenir contre les incendies de forêts durant cette période marquée par les fortes chaleurs.

Ph : DR

Dans le cadre de ces mesures les autorités misent notamment sur la sensibilisation des citoyens et du grand public sur les risques de ces incendies et comment les prévenir afin de protéger notre environnement. Il est à souligner, dans ce contexte, que le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), accompagné du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ont présidé, hier dans la wilaya de Tipasa, le lancement officiel d'une campagne nationale de sensibilisation et de prévention des incendies de forêt à partir de la commune de Gouraïa, dans le cadre des efforts déployés pour soutenir la prévention des risques naturels. À noter que le dispositif de prévention contre les feux de forêt a été renforcé en 2025 dans le cadre du Plan national de lutte, notamment par l'introduction de technologies de pointe ainsi que par la réactivation de l'interdiction des barbecues dans les zones boisées. Il est également question du renforcement des moyens humains et matériels ainsi que l'introduction de technologies avancées, dont des drones. Dans une récente déclaration à la presse, le directeur général des forêts, Djamel Touahria, a insisté sur l'interdiction stricte des barbecues dans et autour des zones forestières, notamment à l'approche de l'Aïd Al-Adha, «période à risque élevé». «L'interdiction des barbecues a été décrétée par les walis à travers le pays», a-t-il souligné, rappelant que «les barbecues figurent parmi les causes directes des incendies, particulièrement en été». Il a également cité la loi 23-21 de décembre 2023 relative aux forêts et aux richesses forestières, qui prévoit des sanctions sévères contre les auteurs d'incendies volontaires, incluant la réclusion à perpétuité et de lourdes amendes. À propos de la wilaya d'Alger, Touahria a souligné qu'aucun incendie n'y avait été enregistré lors de la campagne 2024. «Ce résultat positif doit être maintenu durant cette campagne 2025», a-t-il relevé.

Ania N.

ALGÉRIE – TUNISIE

Des manœuvres conjointes pour lutter contre les feux de forêts

Dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale en matière de protection civile entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, et conformément aux engagements communs en matière de prévention et d'entraide dans la lutte contre les feux de forêts, une manœuvre conjointe de grande envergure a été organisée, hier, impliquant les services de la Protection civile des deux pays. Selon un communiqué de la Protection civile, cette manœuvre, qui devait se dérouler dans la forêt de Safaïa (Dar El-Diaf), commune de Kaf – Sakiet Sidi Youssef, à proximité de la zone frontalière, « s'inscrit dans les efforts conjoints visant à prévenir et à limiter les risques liés aux incendies de forêts, qui constituent un défi majeur pour la préservation de l'environnement et la sécurité des populations ». La DGPC a précisé que cette opération « a pour objectif principal de tester et d'évaluer les capacités opérationnelles des équipes engagées, de renforcer la coordination et l'échange d'expériences entre les deux parties, ainsi que d'améliorer la réactivité et l'efficacité des interventions en cas de feux de forêts ». Elle a mobilisé d'importants moyens humains et matériels, notamment deux équipes de la Protection civile algérienne spécialisées dans la lutte contre les incendies de forêts, ainsi que des dispositifs performants de commandement, de coordination et de communication. Les exercices prévus « permettront de tester les capacités opérationnelles, d'optimiser les interventions conjointes et de mettre en place des procédures harmonisées de gestion des crises ». « Cette initiative traduit la volonté des deux pays frères de renforcer les liens de coopération, de partager les expériences et les meilleures pratiques en matière de Protection civile, et de consolider la résilience face aux catastrophes naturelles », a souligné la DGPC. La manœuvre conjointe constitue également « un exemple concret de la mise en œuvre des engagements bilatéraux en matière de coopération dans le domaine de la Protection civile, en phase avec les orientations des hautes autorités des deux pays ».

A. N.

ÉTUSA

Le programme spécial Aïd El-Adha dévoilé

À l'occasion de l'Aïd El-Adha, l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé la mise en œuvre d'un programme spécial dans le but de faciliter les déplacements des citoyens durant les trois jours de l'Aïd, a indiqué un communiqué de l'ETUSA. Selon la même source, «ce dispositif couvrira la journée entière, avec un service prévu de 6h30 à 19h00, suivi d'un service nocturne allant de 19h00 à 00h40, à raison d'un départ toutes les 30 minutes. Au total, 183 lignes seront desservies durant la journée, contre 23 lignes en soirée». Concernant les déplacements vers la Grande Mosquée d'Alger, le même communiqué a précisé que, «la première rotation est programmée à 6h00 du matin». Ajoutant que, «les trajets de retour s'effectueront juste après la fin de la prière de l'Aïd». Les points de départ sont fixés au niveau de la place du 1er Mai, de la place Maurice Audin, de la place des Martyrs et de la rue des Martyrs, a noté la source. Par ailleurs, un programme spécifique baptisé « Tarahoum » sera mis en place pour permettre aux citoyens de se recueillir sur les tombes de leurs proches disparus. Ce dernier sera opérationnel de 7h00 à 13h40 et comprendra six lignes desservant différentes nécropoles, à savoir du 1er Mai vers le cimetière d'El Alia, de la place des Martyrs vers El Alia, de Chéraga (Chevalley) vers le cimetière de Dely Ibrahim, de Bach Djarrah vers le cimetière de Sidi Razine (via Baraki), et de la gare routière d'El Harrach vers El Alia, en passant par Bach Djarrah, El Harrach et Sidi Tayeb. Enfin, l'ETUSA mettra en place un service spécial pour acheminer les citoyens vers la promenade des Sablettes durant le deuxième et le troisième jour de l'Aïd. D'après le communiqué, «les navettes circuleront de 10h00 à 21h50, avec des départs depuis la place des Martyrs, Bach Djarrah, Baraki, El Harrach, Khemis El Khechna, Hamadi, et Kharrouba (via Ouled Moussa et Réghaïa)». L'ETUSA invite les citoyens à respecter les horaires établis et à collaborer avec les agents pour garantir un transport fluide et sécurisé durant cette période festive.

L. Zeggane

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE DE TYPE 1 CHEZ LES ENFANTS

L'initiative «Changing Diabetes in Children» lancée

Le ministère de la Santé et Novo Nordisk Algérie ont officiellement lancé le projet « Changing Diabetes in Children ; et ce, lors du congrès annuel de la Société Algérienne d'Endocrinologie et Diabétologie Pédiatrique (SAEDP), marquant ainsi, une étape importante dans la lutte contre le diabète de type 1 chez les enfants et jeunes adultes en Algérie. «Changing Diabetes in Children » est une initiative globale, un partenariat public-privé, lancée en 2009 par Novo Nordisk et ces partenaires et déployée depuis, dans plus de 30 pays à travers le monde. Il s'agit d'une initiative conçue pour fournir des soins complets aux enfants et aux jeunes adultes, vivants avec le diabète de type 1 dans les pays à revenu faible et intermédiaire. En Algérie, le programme vise à améliorer la qualité de vie des enfants et des jeunes adultes atteints de diabète de type 1, à rapprocher les soins essentiels du diabète des enfants qui en ont besoin, tout en renforçant les capacités de diagnostic et de traitement, tant au niveau communautaire qu'au niveau national. Le projet « Changing Diabetes in Children » sera piloté, en étroite collaboration entre la direction de la prévention et de la promotion de la santé, du Ministère de la Sante et Novo Nordisk Algérie. L'initiative mettra particulièrement l'accent sur deux piliers majeurs : L'Éducation et soutien des patients, et la formation médicale pour les professionnels de la santé. Soulignant l'importance de ce type d'initiatives issues de partenariats Public-Privé, Dr Djamel Fourar, Directeur général de la Prévention et de la Promotion de la Santé au ministère de la Santé, a déclaré : « Nous sommes particulièrement fiers d'annoncer aujourd'hui le lancement de «Changing Diabetes in Children », une initiative innovante qui s'inscrit pleinement dans notre engagement à long terme en faveur de la prévention et de la promotion de la santé. Cette initiative répond non seulement à des besoins existants en matière de prise en charge du diabète de type 1 chez les enfants et jeunes adultes, mais elle reflète également notre vision stratégique : celle de protéger les générations futures contre les maladies chroniques, notamment le diabète, tout en contribuant activement à l'amélioration durable de la qualité des soins de santé en Algérie. C'est aussi à travers ce type d'initiatives, que nous aspirons à instaurer une dynamique de sensibilisation et d'éducation thérapeutique ciblée, qui s'adresse à un large éventail d'acteurs : les familles, les établissements scolaires, les éducateurs sportifs, et même les enfants dès leur plus jeune âge. En renforçant ce type d'accompagnement, nous posons les bases d'une meilleure prévention, d'un diagnostic plus précoce et d'une gestion plus efficace de la maladie. C'est en multipliant ce type d'initiatives à fort impact que nous pourrons, ensemble, bâtir un avenir plus sain et plus équitable pour nos enfants.»

A. N.

MÉDICAMENTS ANTI-CANCER

Une usine de production sera construite à Constantine

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a annoncé hier la réalisation d'une usine pour la production de médicaments anti-cancer dans la wilaya de Constantine. Selon le même communiqué, la construction de cette usine sera réalisée dans le cadre de la signature d'un accord de coopération entre le groupe Saidal et le groupe chinois (Trukig), qui a été signé sous la supervision du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim kouidri. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des dirigeants du groupe Saïdal et du groupe chinois.

A. N.

REJET DE LA CANDIDATURE MAROCAINE DU PRIX ONUSIEN Y AFFÉRENT

L'héritage de Nelson Mandela préservé

Les Nations unies ont dévoilé les lauréats du prestigieux Prix Nelson Mandela 2025 : Brenda Reynolds, travailleuse sociale autochtone du Canada, et Kennedy Odede, entrepreneur social kényan.

Brenda Reynolds

Ph: DR

Leur engagement profond pour la justice sociale, les droits humains et le développement communautaire a été salué par la communauté internationale. Mais cette annonce a également marqué un tournant : la marocaine Amina Bouayach, initialement pressentie pour cette distinction, a été exclue après une vague d'indignation mondiale. Brenda Reynolds, issue de la Première Nation des Saulteaux de Fishing Lake, au Saskatchewan, a consacré sa vie à la promotion des droits des peuples autochtones au Canada. Son action, centrée sur la santé mentale, les soins fondés sur les traumatismes et la défense de l'identité culturelle autochtone, en fait une figure majeure du combat pour la dignité humaine. Kennedy Odede, pour sa part, est reconnu pour son travail en faveur des communautés marginalisées au Kenya. À travers Shining Hope for Communities (SHOFCO), un mouvement qu'il a fondé et dirige, il apporte chaque année des services essentiels – santé, eau, éducation – à plus de 2,4 millions de personnes dans 68 zones du pays. Odede incarne une jeunesse africaine engagée, visionnaire et profondément enracinée dans les réalités sociales du continent.

UNE CANDIDATURE MAROCAINE MAL PLACÉE

Si l'annonce des lauréats a été saluée dans de nombreux cercles, elle a aussi mis fin à une controverse qui avait pris une ampleur inhabituelle. La candidature d'Amina Bouayach, présidente du Conseil national des droits de l'Homme au Maroc, avait provoqué une série de protestations virulentes de la part d'organisations sahraouies, de militants marocains et d'ONG internationales de défense des droits humains. Lettre ouverte, pétitions, déclarations officielles : les contestataires ont dénoncé ce qu'ils ont qualifié de « trahison » de l'héritage de Nelson Mandela. Pour eux, la candidature de Bouayach représentait une « insulte directe » aux luttes des peuples encore opprimés, en particulier les Sahraouis.

Plusieurs associations ont mis en lumière le rôle controversé de Bouayach dans la dissimulation ou la minimisation de violations des droits humains au Maroc, y compris au Sahara occidental et dans la région du Rif. Parmi les plus virulents, le Conseil national sahraoui et la Commission sahraouie des droits de l'Homme ont dénoncé une tentative de « légitimation de la répression » par les Nations unies, en soutenant une figure qu'ils jugent alignée sur le régime marocain. Des journalistes, d'anciens prisonniers politiques, ainsi que des militants marocains ont eux aussi élevé la voix pour s'opposer à cette candidature, l'accusant de compromettre la crédibilité du prix et des valeurs universelles qu'il incarne. En Espagne, l'Union progressiste des procureurs (UPF) a exprimé sa consternation face à ce qu'elle appelle une tentative du Maroc de « blanchir l'image de l'occupation » en se servant des institutions internationales. Le parti de gauche espagnol Sumar a dénoncé, quant à lui, un « infâme déshonneur » à l'héritage de Mandela.

UNE VICTOIRE POUR LES PRINCIPES DU PRIX

Créé en 2014, le Prix Nelson Mandela est décerné tous les cinq ans à deux personnalités – un homme et une femme – qui se distinguent par leur engagement pour la paix, la justice sociale, l'unité transfrontalière et le service à l'humanité. Il vise à prolonger l'esprit de leadership humble et déterminé qui a caractérisé l'ancien président sud-africain. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, remettra officiellement le prix le 18 juillet prochain, à l'occasion de la Journée internationale Nelson Mandela.

Dans une déclaration, il a salué les lauréats 2025 : « Brenda Reynolds et Kennedy Odede incarnent l'esprit d'unité et de possibilité, nous rappelant que nous avons tous le pouvoir de bâtir des communautés plus fortes et un monde meilleur. » L'épisode Bouayach met en lumière les tensions croissantes autour de la crédibilité des mécanismes onusiens dans la sélection de figures honorifiques. Si cette exclusion a été saluée par les défenseurs des droits humains, elle soulève néanmoins une question de fond : comment garantir que les distinctions internationales ne soient pas instrumentalisées à des fins politiques ou diplomatiques ? Le cas de Bouayach révèle aussi la difficulté de concilier diplomatie institutionnelle et légitimité morale, notamment dans un contexte où les violations des droits humains sont de plus en plus dénoncées par des voix issues de la société civile mondiale. En 2025, à travers Brenda Reynolds et Kennedy Odede, c'est l'héritage vivant de Nelson Mandela qui triomphe.

Celui d'une lutte authentique, enracinée dans les peuples et portée par une vision de justice qui transcende les frontières et les postures politiques.

M. Seghilani

MANIFESTATIONS DÉNONÇANT LE GÉNOCIDE À GHAZA

Le monde propalestinien ne faiblit pas

Alors que la guerre d'extermination à Ghaza se poursuit depuis plus de 600 jours, des milliers de citoyens du monde continuent de se mobiliser chaque week-end pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien et dénoncer l'impunité de l'occupation israélienne. En Jordanie, au Maroc, et jusqu'en Afghanistan, les weekends prennent désormais des allures de protestation rituelle, symbolisant une conscience populaire persistante face au silence des gouvernements et à l'inaction des institutions internationales.

À Amman, capitale jordanienne, des milliers de manifestants ont répondu à l'appel du Forum national de soutien à la résistance et du Parti du Front d'action islamique, convergeant massivement vers la mosquée Al-Husseini après la prière du vendredi. Sous le mot d'ordre «Ghaza meurt de faim, El-Qods est en danger », les manifestants ont dénoncé avec force le génocide en cours, les crimes de famine, et les violations répétées en Cisjordanie et à El-Qods. Des banderoles accusaient les dirigeants israéliens de crimes de guerre et exigeaient leur comparution devant la Cour pénale internationale. D'autres mettaient en garde contre les politiques expansionnistes des colonies, les incursions des colons extrémistes dans l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, et les menaces persistantes de destruction du lieu saint. Les manifestants ont appelé à une rupture totale des relations avec Israël, exigeant de leur gouvernement l'annulation du traité de paix de Wadi Araba et la fin de toute forme de normalisation. Ils ont également salué la résistance palestinienne à Ghaza et en Cisjordanie, et affirmé que le peuple palestinien reste la première ligne de défense contre les projets de déplacement forcé, de judaïsation d'El-Qods, et de souveraineté israélienne sur des terres considérées comme relevant de la sécurité nationale jordanienne. Enfin, un appel pressant a été lancé à la communauté internationale pour briser le blocus de Ghaza et faire cesser les violations flagrantes du droit humanitaire.

MAROC : UNE 78E "JOURNÉE DU DÉLUGE D'AL-AQSA" DANS 66 VILLES

De Casablanca à Fès, de Marrakech à Tétouan, en passant par Rabat, ce sont plus de 110 manifestations qui ont été recensées à travers le Royaume du Maroc, à l'appel de l'Instance marocaine de soutien aux causes de la Oumma et de la Groupe de travail national pour la Palestine. Ces actions s'inscrivent dans la dynamique de la 78e édition des vendredis de mobilisation baptisés « Journée du déluge d'Al-Aqsa ». Sous le slogan « Ghaza saigne », les manifestants ont dénoncé la famine organisée, le siège méthodique et les bombardements incessants de l'armée israélienne. Devant les mosquées et dans les rues, ils ont brandi des drapeaux palestiniens, scandé des slogans contre la guerre et appelé à la fin immédiate de toutes les formes de normalisation avec Israël. Mohamed Riahy Idrissi, secrétaire général de l'Instance, a déclaré que cette mobilisation reflétait un soutien populaire ininterrompu depuis plus de 610 jours. « C'est une protestation contre la politique de génocide et de famine méthodique », a-t-il affirmé, soulignant que ces crimes contre les civils palestiniens se produisent en violation flagrante des lois et conventions internationales.

AFGHANISTAN : DES PRIÈRES SE TRANSFORMENT EN PROTESTATIONS

Au-delà du monde arabe, la solidarité s'est également exprimée ce vendredi en Afghanistan, où des milliers de manifestants ont répondu à l'appel des autorités talibanes. À Kaboul et dans d'autres villes, des foules brandissant des drapeaux palestiniens ont scandé des slogans de soutien, brûlé des portraits du Premier ministre israélien, et appelé à la fin immédiate du massacre de civils à Ghaza. « Nous voulons que le monde sache que Ghaza n'est pas seule », a lancé Janat, un manifestant de 28 ans à Kaboul. « Nous défendons tous les musulmans contre l'oppression, où qu'ils soient. » Dans un communiqué relayé par l'AFP, le Premier ministre de facto Hassan Akhund a condamné les attaques israéliennes, les qualifiant de « génocide » et a exprimé son inquiétude face à la dégradation dramatique de la situation humanitaire.

DES WEEK-ENDS DE SOLIDARITÉ COMME RITUEL DE RÉSISTANCE

Chaque semaine, les weekends deviennent ainsi les temps forts d'un activisme populaire mondialisé en faveur de Ghaza. À travers la rue arabe, musulmane et internationale, les peuples persistent à braver l'indifférence politique et diplomatique, pour rappeler que la résistance palestinienne n'est pas seule, et que le soutien des peuples reste un rempart moral face à l'impunité.

Des mosquées aux parlements, des villes arabes aux capitales lointaines, les week-ends propalestiniens sont devenus le symbole d'une conscience globale qui refuse l'oubli, la normalisation et la complicité silencieuse. Plus qu'une simple réaction, ils forment une vague continue d'indignation collective, qui cherche à inscrire la Palestine dans le cœur vivant de l'humanité.

M. S.

BEÏT LAHIA, NORD DE LA BANDE DE GHAZA

La résistance frappe le cœur des forces d'occupation

Dans un contexte d'escalade meurtrière, la résistance armée palestinienne, branche militaire du mouvement Hamas, a annoncé ce samedi avoir tendu un piège réussi à une force israélienne à pied dans la région d'Al-'Atatra, à Beït Lahia, au nord de la bande de Ghaza.

Ph : DR

Selon un communiqué militaire publié sur leur canal Telegram officiel, les combattants palestiniens, après être revenus des lignes de front, ont engagé un affrontement rapproché à bout portant avec des armes légères, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi, tuant et blessant plusieurs soldats lors de cette opération qui a eu lieu le 27 mai dernier. Depuis la reprise de la guerre d'extermination menée par l'armée israélienne le 18 mars dernier, la résistance palestinienne a multiplié les embuscades contre les forces d'occupation pénétrant dans la bande de Ghaza. Ces opérations ont causé la mort et des blessures à de nombreux soldats. D'après les chiffres officiels israéliens, 854 soldats et officiers ont été tués depuis le début du conflit en octobre 2023, dont 413 lors de combats terrestres. Les blessés seraient plus de 5 800, incluant des pertes enregistrées en Cisjordanie, au Liban et en Israël même. Cependant, les pertes réelles sont soupçonnées d'être bien plus élevées, notamment en raison du silence entourant certaines opérations de la résistance. Par ailleurs, la résistance armée palestinienne a diffusé des images montrant l'élimination d'un groupe de soldats israéliens déguisés en civils (appelés « moustaribeen ») lors d'une opération à l'est de Rafah, dans le sud du territoire. Ces forces secrètes, utilisées pour des missions de reconnaissance, de sabotage et de recherche d'armes ou de tunnels, collaborent étroitement avec l'armée israélienne. Leurs membres, souvent choisis pour leur ressemblance avec les populations locales, sont accusés par la résistance palestinienne d'actions violentes et de pillages, notamment à Rafah. La guerre d'extermination menée par Israël se poursuit sans relâche, dans un contexte humanitaire catastrophique. Selon le bureau gouvernemental palestinien des médias, plus de 2,4 millions de Palestiniens de Ghaza vivent sous la menace constante d'une extermination, de la famine et d'un nettoyage ethnique. Le conflit a détruit 88 % des infrastructures du territoire, avec des pertes directes dépassant 62 milliards de dollars. Le secteur de la santé est particulièrement touché : 38 hôpitaux et 82 centres médicaux ont été détruits ou rendus hors service, et plus de 1 580 membres du personnel médical ont été tués. Plus de 22 000 malades ont un besoin urgent de soins en dehors du territoire. Par ailleurs, plus de 280 000 familles ont perdu leur logement et environ 2 millions de civils sont déplacés de force. Plus de 2 483 familles ont été entièrement anéanties, effacées des registres d'état civil. Ce cycle de violences souligne la gravité de la situation à Ghaza, où la résistance continue de riposter malgré un rapport de force inégal et la souffrance croissante de la population civile.

22 MARTYRS DEPUIS L'AUBE

Une agression brutale s'inscrivant dans une guerre d'extermination collective qui dure depuis plus d'un an et demi, faisant des dizaines de milliers de victimes, principalement des civils, dont une majorité d'enfants et de femmes. Depuis l'aube d'hier, 22 Palestiniens ont perdu la vie sous les frappes israéliennes qui s'abattent sans relâche sur la bande de Ghaza. Parmi les victimes récentes figure une famille entière de quatre membres, tuée dans leur tente dans le quartier d'Al-Shanti à Ghaza-ville. D'autres Palestiniens ont péri alors qu'ils tentaient de rejoindre des points d'aide humanitaire, une tentative de survie périlleuse face aux tirs incessants des forces d'occupation. Depuis des mois, les habitants affamés se risquent chaque jour à ces déplacements, souvent mortels, pour obtenir un peu de nourriture et de secours. Les bombardements israéliens frappent sans distinction villes et villages, causant une destruction massive des infrastructures essentielles. À Qarara, tout un village est désormais sinistré, et dans d'autres localités, la vie est réduite à néant par les attaques systématiques. Le secteur de la santé est lui aussi ciblé sans relâche, dans une stratégie d'effondrement total du système sanitaire. Témoignages accablants de médecins et humanitaires qui dénoncent la destruction méthodique d'équipements vitaux dans les hôpitaux, le sabotage de matériel médical et l'arrestation de nombreux professionnels de santé, dont certains auraient été torturés ou tués. Cette campagne meurtrière a déjà fait plus de 54 000 morts palestiniens depuis octobre 2023, un chiffre effarant qui continue de croître chaque jour. Des centaines de milliers de déplacés peinent à survivre dans des conditions inhumaines, avec un accès aux soins, à l'eau et à la nourriture quasiment impossible. Alors que l'armée israélienne ordonne l'évacuation forcée des populations du nord de Gaza, la communauté internationale reste confrontée à l'urgence humanitaire et au déni des droits fondamentaux d'un peuple sous le feu d'une guerre qui semble vouloir effacer toute trace de vie.

DES ENFANTS MEURENT DE FAIM SOUS LE BLOCUS SIONISTE

Dans une interview accordée à l'agence Anadolu à Genève, en marge de la 78e Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Hanan Balkhi, directrice régionale de l'OMS pour la région de la Méditerranée orientale, a dressé un tableau dramatique de la situation sanitaire à Ghaza. Elle alerte sur le fait que les enfants meurent de faim et de malnutrition à des niveaux extrêmement élevés, conséquence directe du blocus israélien étouffant qui sévit depuis plus de 20 mois. Selon Hanan Balkhi, la famine frappe 2,4 millions de Palestiniens à Ghaza, dont beaucoup meurent du manque de nourriture et de médicaments. Le siège strict imposé par Israël, avec la fermeture des points de passage durant 90 jours, empêche l'arrivée des aides humanitaires vitales, notamment alimentaires. Depuis 18 ans, Ghaza est soumise à ce blocus, qui s'est accompagné d'une destruction massive des infrastructures, laissant près de 1,5 million de personnes sans abri. Sur le plan sanitaire, la situation est catastrophique. La majorité des infrastructures de santé ont été détruites ou rendues inutilisables. Balkhi explique : « Les gens vivent dans un environnement sanitaire extrêmement difficile, où l'hygiène – base de la santé – fait totalement défaut». Elle ajoute que les systèmes de soins sont effondrés, avec seulement quelques hôpitaux offrant des services partiels et limités, en raison d'une pénurie aiguë de ressources. Selon les dernières statistiques, 41 à 42 % des médicaments essentiels sont épuisés, tout comme 41 à 42 % des vaccins principaux. Environ 64 % des équipements médicaux manquent complètement. Malgré ces conditions dramatiques, le personnel médical à Ghaza fait preuve d'une résilience remarquable, déployant tous ses efforts avec les maigres moyens à leur disposition. Les maladies liées à la malnutrition et aux conditions insalubres, telles que les éruptions cutanées, la pneumonie, diverses infections et les troubles de stress post-traumatique, se multiplient parmi la population. Balkhi souligne que l'état général de la population est gravement affecté et que la situation ne semble pas s'améliorer. Sur le plan humanitaire, la livraison d'aide reste extrêmement difficile. « Nous avons environ 51 camions d'aide humanitaire bloqués à la frontière, en attente d'acheminement vers Ghaza », précise Balkhi. Elle ajoute que la nourriture arrivée après plus de 11 semaines de siège est loin de suffire à couvrir les besoins urgents des habitants. Elle lance un avertissement poignant : « La faim et la famine ont atteint des niveaux très élevés à Ghaza. Les populations, et surtout les enfants, ont un besoin urgent de nourriture et de nutrition de base. Des personnes meurent de faim, c'est une réalité indéniable. Quand on ne mange pas, on dépérit et on meurt. Sans médicaments, sans soins, sans nourriture, les gens meurent. » Le bilan humain est effroyable. Plus de 54 000 morts ont été recensés à Ghaza, un chiffre qui pourrait être encore plus élevé, notamment parmi ceux ensevelis sous les décombres. Depuis le 2 mars dernier, Israël poursuit une politique délibérée de famine contre la population, en bloquant les passages aux aides humanitaires accumulées aux frontières, poussant la population dans une situation extrême. En parallèle, Tel-Aviv a exclu l'ONU et les organisations internationales de secours, en confiant la distribution d'une aide dérisoire à une « Fondation humanitaire de Ghaza » soutenue par les États-Unis et Israël, mais rejetée par les Nations unies. Cette manœuvre vise à forcer la population à fuir le nord pour vider cette partie du territoire. La tentative de distribution d'aide a échoué dramatiquement lorsque des foules désespérées ont envahi un centre de distribution, ce qui a conduit à une intervention meurtrière de l'armée israélienne, tuant trois personnes et en blessant quarante-six, poussant la « Fondation humanitaire » à suspendre temporairement ses activités. Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène une guerre d'extermination à Ghaza, combinant massacres, famine, destruction et déplacements forcés, en dépit des appels internationaux et des injonctions de la Cour internationale de justice pour mettre fin à ces actes.

M. Seghilani

LE YÉMEN PROMET DE NEUTRALISER LES AVIONS ISRAÉLIENS

« Les F-35 seront bientôt ridiculisés »

Le président du Conseil politique suprême du Yémen, Mahdi Al-Mashat, a affirmé que les forces armées yéménites sont désormais en mesure de faire face efficacement aux avions israéliens qui participent aux attaques contre le Yémen. Dans une déclaration exclusive accordée à la chaîne Al Mayadeen, il a assuré que les défenses aériennes du pays « feront des avions de l'ennemi sioniste, dans les prochains jours, un sujet de dérision ».

Al-Mashat a précisé que les frappes de représailles de l'armée yéménite n'auraient aucun impact sur la sécurité de la navigation maritime et aérienne. Il a déclaré que des « nouvelles réjouissantes » seraient bientôt rendues publiques concernant les avions israéliens impliqués dans l'agression contre le Yémen.

Le président du Conseil politique suprême a également souligné que les trajectoires empruntées par les avions israéliens pour mener leurs attaques ont été identifiées, et qu'elles sont désormais classées comme « zones dangereuses » pour toutes les compagnies de transport aérien et maritime.

Il a appelé ces dernières à éviter ces itinéraires, afin de garantir la sécurité de la navigation dans les zones opérationnelles de l'armée yéménite.

Deux jours auparavant, Mahdi Al-Mashat avait lancé une mise en garde sévère en direction de ce qu'il a qualifié de « hordes sionistes », affirmant que « les abris ne seront plus un refuge sûr pour eux ». Dans ses dernières déclarations, Al-Mashat a également révélé que les défenses antiaériennes yéménites sont désormais capables d'intercepter les avions de chasse F-35, signalant que leur intervention jusqu'à présent était entravée par la proximité de ces appareils avec le trafic aérien civil. De son côté, le chef du mouvement Ansar Allah, Abdel Malik Al-Houthi, a réaffirmé que la mer Rouge restait fermée à toute navigation israélienne. « La navigation demeure interdite à l'ennemi israélien, et les attaques sur l'aéroport de Sanaa ne mettront pas fin aux opérations yéménites de soutien au peuple palestinien », a-t-il martelé. Ces déclarations interviennent dans un contexte régional extrêmement tendu, marqué par une intensification des frappes israéliennes et des réponses croissantes des forces de la résistance, notamment depuis le territoire yéménite. L'implication directe d'Israël dans des opérations contre le Yémen, et la promesse de représailles précises de la part de Sanaa, annoncent un tournant dans la confrontation régionale. Les autorités yéménites entendent ainsi renforcer leur posture défensive tout en continuant à se positionner comme acteur actif dans le soutien à la cause palestinienne, dans le cadre de ce qu'elles considèrent comme une solidarité stratégique face à l'agression israélienne.

M. S.

ARTISTES ET INTELLECTUELS BRÉSILIENS EXHORTENT LE PRÉSIDENT LULA :

« Rompons avec Israël »

Face aux crimes israéliens dans la bande de Ghaza, des personnalités brésiliennes réclament des mesures concrètes du gouvernement Lula, au-delà des simples condamnations.

Le chanteur brésilien Chico Buarque avec le président Lula

Des artistes, intellectuels, responsables politiques et mouvements sociaux brésiliens ont appelé cette semaine le président Luiz Inácio Lula da Silva à rompre les relations diplomatiques avec Israël et à imposer des sanctions immédiates en réponse à ce qu'ils qualifient de guerre d'extermination menée par Israël contre les civils palestiniens dans la bande de Ghaza. Dans une lettre ouverte, les signataires affirment que la simple condamnation ne suffit plus face à l'intensification des violations israéliennes dans le territoire palestinien assiégé. La pétition a rassemblé un nombre important de figures majeures de la culture et de la politique brésiliennes. Parmi elles figurent le chanteur et compositeur Chico Buarque, connu pour son engagement en faveur des droits humains, ainsi que les acteurs Chico Diaz et Gregório Duvivier. Du côté politique, le député Guilherme Boulos, figure emblématique de la gauche brésilienne, a également soutenu cet appel. Les signataires dénoncent la complicité tacite des États qui maintiennent des relations économiques, militaires et diplomatiques avec Israël malgré les violations flagrantes des résolutions de la Cour internationale de justice, du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'Assemblée générale. Ils réclament des sanctions effectives, notamment la suspension des accords de coopération militaire et énergétique entre le Brésil et Israël, l'arrêt des exportations de pétrole vers Israël, la fin des importations d'équipements militaires israéliens ainsi que l'annulation des accords commerciaux bilatéraux. Tout en reconnaissant les déclarations politiques courageuses de Lula, qui a comparé les actions israéliennes à celles de régimes génocidaires du passé, les signataires estiment que le moment est venu de passer aux actes. Cette position rejoint celle de nombreux experts de l'ONU, qui insistent sur la nécessité pour les États de suspendre ou annuler toute forme de coopération avec Israël tant que ce dernier ne respecte pas les décisions internationales exigeant la fin du génocide, de l'occupation et du régime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien. Cette pétition s'inscrit dans un contexte de mobilisation citoyenne croissante au Brésil, où plusieurs manifestations pro-palestiniennes ont rassemblé des milliers de personnes ces dernières semaines. Syndicats, associations étudiantes et collectifs d'artistes ont également exprimé leur volonté de voir le Brésil jouer un rôle moteur dans la lutte contre l'impunité israélienne, en cohérence avec son engagement historique pour la décolonisation et les droits humains. Le gouvernement Lula, qui a rappelé son ambassadeur en Israël en février 2024, pourrait être contraint d'aller plus loin.

M. Seghilani

CISJORDANIE OCCUPÉE

Une attaque contre des pèlerins à Jénine

Au cœur d'une escalade militaire sans précédent, l'armée israélienne a mené, dans la nuit de vendredi à samedi, une série de raids violents dans plusieurs régions de la Cisjordanie occupée. Ces incursions se sont soldées par des arrestations, des perquisitions destructrices et une attaque choquante contre des civils, notamment des pèlerins en route vers la Mecque.

À Jénine, une scène choquante s'est produite à l'aube. Une patrouille militaire israélienne a percuté délibérément un bus transportant des pèlerins palestiniens devant le siège de la préfecture, alors qu'ils s'apprêtaient à partir en direction du pont Allenby (Karameh), point de passage entre la Jordanie et les territoires palestiniens. Selon les témoignages recueillis, les passagers — en majorité des personnes âgées, des blessés de guerre et des proches de martyrs — ont été traumatisés, bien qu'aucun blessé grave n'ait été signalé.

La préfecture de Jénine a dénoncé un acte d'intimidation flagrant visant des civils vulnérables. Parallèlement, l'armée israélienne poursuit pour le 125e jour consécutif son blocus militaire et ses opérations dans la ville de Tulkarem et ses camps avoisinants, notamment Nour Shams, assiégé depuis 112 jours. Ce samedi, les forces d'occupation ont intensifié leur présence avec l'arrivée de nouvelles unités, accompagnées de véhicules blindés sillonnant les rues principales à grand renfort de sirènes et de provocations.

Des barrages militaires ont été dressés dans tout le centre-ville, notamment autour du marché principal, de la rue de Naplouse et à proximité de l'hôpital gouvernemental Thabet Thabet. Les habitants, ainsi que leurs véhicules, sont systématiquement arrêtés, fouillés, interrogés, parfois brutalisés.

À l'aube, les soldats ont perquisitionné plusieurs domiciles dans le camp de Nour Shams et la ville voisine, arrêtant deux jeunes Palestiniens : Abdel Abou Labda et Amir Aoufi.

D'autres maisons, notamment dans le quartier de Dhahrat Kbarya à Shuweïka, ont été violemment fouillées. Le domicile d'Assem Abou Heich a été vandalisé et de l'argent ainsi que des chèques ont été volés. Simultanément, le camp de Nour Shams subit une destruction systématique. En deux semaines, plus de 20 immeubles y ont été rasés. Au total, un plan israélien prévoit la démolition de 106 bâtiments (58 à Tulkarem, 48 à Nour Shams) dans le but de "reconfigurer" les zones et y ouvrir de nouvelles routes, en violation flagrante du droit international.

DES EXPULSIONS MASSIVES ET DES QUARTIERS TRANSFORMÉS EN CASERNES

Les forces israéliennes ont notifié aux habitants de 58 bâtiments de Tulkarem des ordres de démolition immédiate, touchant plus de 250 unités résidentielles. Un ultimatum leur a été donné : évacuer en trois heures seulement, et ce malgré les obstacles dressés à l'entrée du camp, empêchant parfois même l'accès à leurs propres maisons. Certaines habitations, une fois vidées, sont réquisitionnées par l'armée et transformées en postes militaires, particulièrement dans la rue de Naplouse et les quartiers nord. Les routes sont jonchées de remblais de terre, rendant toute circulation impossible. Selon des sources locales, 13 Palestiniens ont été tués depuis le début de cette offensive, dont un enfant et deux femmes (l'une enceinte de huit mois), tandis que des dizaines d'autres ont été blessés ou arrêtés. Le bilan matériel est tout aussi dramatique : plus de 400 maisons détruites, 2 573 autres partiellement endommagées, et plus de 4 200 familles déplacées, représentant plus de 25 000 personnes jetées sur les routes. Le drame de Tulkarem s'inscrit dans un contexte plus large. Depuis le 21 janvier 2024, Israël a déclenché une campagne militaire massive dans le nord de la Cisjordanie, débutant à Jénine et s'étendant à Tulkarem puis à Naplouse. Ce samedi, des incursions armées ont été signalées dans les camps d'Askar et d'Al-Aïn à Naplouse, accompagnées de tirs nourris, sans toutefois faire de victimes. À Anabta, à l'est de Tulkarem, la jeune Diana Ghaleb Mazid, 24 ans, a été arrêtée après une descente dans son domicile familial. Depuis le 7 octobre 2023, alors que l'offensive sur Ghaza se poursuit, les forces israéliennes ont redoublé de violence en Cisjordanie, en coordination avec les colons. Le bilan est terrible : au moins 972 Palestiniens tués, près de 7 000 blessés, et plus de 17 000 arrestations selon les données officielles palestiniennes. Ces attaques s'inscrivent dans une campagne de génocide largement documentée, menée par Israël avec le soutien absolu des États-Unis, comme l'ont dénoncé plusieurs instances internationales. Depuis le début de l'offensive contre Ghaza, plus de 178 000 Palestiniens ont été tués ou blessés, principalement des femmes et des enfants. Plus de 11 000 sont toujours portés disparus, et des centaines de milliers vivent aujourd'hui déplacés, dans des conditions humanitaires catastrophiques.

M. S.

SYRIE

Des habitants repoussent une patrouille israélienne et brûlent le drapeau de l'occupant

Alors que les incursions militaires israéliennes s'intensifient dans le sud de la Syrie, les villageois de Rouaihina manifestent leur rejet populaire en expulsant une patrouille de l'armée israélienne et en incendiant son drapeau.

Dans un acte de résistance civile inédit, les habitants de la localité de Rouaihina, située dans la campagne de Quneitra au sud de la Syrie, ont repoussé une patrouille israélienne qui s'était aventurée dans leur village, selon le Centre Syrien pour les Droits de l'Homme. Cette intervention militaire de l'armée d'occupation israélienne a provoqué la colère des habitants après que des soldats ont stoppé et harcelé des civils sur la voie publique. Les villageois, révoltés par cette provocation, ont réagi avec vigueur : ils ont jeté des pierres sur les véhicules militaires et arraché le drapeau israélien d'un blindé avant de le brûler en place publique, dans un geste fort de rejet populaire de la présence israélienne dans cette zone sensible de la frontière syro-israélienne. Cet incident survient dans un climat de tension croissante dans le sud de la Syrie, marqué par des incursions israéliennes répétées ces derniers jours dans les régions de Quneitra et de Derâa. D'après des sources locales, la patrouille israélienne impliquée à Rouaihina aurait commencé à intimider les passants, ce qui a entraîné une escalade immédiate de la part des habitants. Dans une autre opération distincte rapportée le même jour, six véhicules israéliens ont pénétré dans la région du bassin du Yarmouk, dans la campagne ouest de Deraa. Ils se sont positionnés temporairement sur la route entre les villages de Jomla et Sayssoun, avant de se retirer sans fournir d'explication officielle. Aucune information n'a filtré quant aux objectifs ou aux conséquences de cette incursion. Quelques jours plus tôt, des chars et véhicules blindés israéliens avaient été repérés quittant la base militaire de al-Mahdama, avançant vers le village de Samdaniya Charqiya, également dans la région de Quneitra. Ces actes militaires s'inscrivent dans une escalade générale des opérations israéliennes en Syrie, particulièrement depuis la chute du précédent régime syrien en décembre 2024. Depuis, les frappes aériennes, les incursions terrestres et les actions de renseignement se sont multipliées dans plusieurs régions syriennes. Dans un nouvel épisode de violence, des avions de guerre israéliens ont mené de violents raids dans la soirée du vendredi 30 mai 2025, ciblant plusieurs sites en Syrie occidentale. Selon les premières informations, l'aviation israélienne a bombardé le quartier général de la 107e brigade dans la campagne de Jablé, au nord de la province de Lattaquié, ainsi que des positions militaires dans le nord de la province. Des frappes ont également visé la zone portuaire d'al-Mina al-Bayda à Lattaquié, tandis que la village de Zama, dans la même région, a été frappée, causant la mort d'un civil, d'après la télévision publique syrienne. Dans la province voisine de Tartous, l'armée israélienne a également bombardé la caserne militaire de al-Balata, située près des logements des ouvriers de l'industrie du ciment. Ces attaques auraient, selon la chaîne israélienne Channel 12, ciblé des entrepôts d'armes stratégiques. Un responsable israélien a été cité affirmant que « l'armée a mené une opération ciblée contre des dépôts d'armement menaçant la sécurité de l'État d'Israël ».

M. S.

CONSTANTINE. STOCKAGE INTERMÉDIAIRE DE CÉRÉALES

Inauguration de 3 centres de proximité à Aïn Smara et Aïn Abid

Trois centres de proximité de stockage intermédiaire de céréales ont été inaugurés jeudi dans les communes d'Ain Smara et d'Ain Abid (Constantine), consolidant les capacités de stockage des produits agricoles de base.

Ph : DR

Selon les explications présentées à l'occasion au wali, Abdelkhalek Sayouda, ces structures font partie de 9 centres de proximité d'une capacité de stockage de 50.000 quintaux chacun en cours de réalisation dans la wilaya dans le cadre des efforts de consolidation des capacités nationales de stockage des produits agricoles de base dont les céréales et de la sécurité alimentaire. Il est prévu au cours de la campagne de moisson battage en cours 2024-2025 la réception des autres centres de proximité de stockage intermédiaire de céréales restant dans les communes de Ben Badis (2 centres), Ibn Ziad (2) et Zighoud Youcef (2), selon les mêmes explications.

Ces projets rentrent dans le cadre des efforts visant à améliorer la chaine de collecte et de stockage des céréales et à assurer les conditions optimales pour protéger la production nationale contre d'éventuelle altération à l'heure des changements climatiques et des défis liés à la sécurité alimentaire, a-t-on indiqué.

A terme, ces structures permettront de stocker des quantités supplémentaires de céréales estimées à 450.000 quintaux et d'augmenter les capacités de la wilaya de stockage à 2,1 millions quintaux tout en réduisant la pression sur les grandes structures et les délais des opérations de collecte de sorte à encourager les agriculteurs à améliorer leurs rendements en quantité et qualité, a-t-on expliqué.

Ces centres permettront également " une plus grande aisance " pour le stockage des céréales dans la wilaya de Constantine dont la récolte attendue cette saison devra excéder 2 millions quintaux, a-t-on précisé.

EL-BAYADH. JUMELAGE INTER-HOPITAUX

Plus de 800 consultations médicales spécialisées réalisées à l'hôpital de Labiodh Sidi Cheikh

Une équipe médicale du Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tlemcen a supervisé plus de 800 consultations médicales spécialisées à l'hôpital de la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El Bayadh), dans le cadre d'un programme de jumelage entre hôpitaux, a-t-on appris jeudi auprès des organisateurs de cette opération. Le directeur de l'Etablissement public hospitalier (EPH)"Chahid Djermani Mohamed" de Labiodh Sidi Cheikh, Boudia Djilali a indiqué, à l'APS, que cette opération, réalisée au cours de cette semaine et clôturée aujourd'hui, a été encadrée par 15 médecins spécialistes du CHU "Damerdji Tidjani" de Tlemcen. Elle a permis d'assurer plus de 800 consultations spécialisées, ainsi que quatre interventions chirurgicales en neurochirurgie et en chirurgie orthopédique. Les consultations ont porté sur sept spécialités, notamment la cardiologie, la neurologie, l'orthopédie, la rhumatologie, la radiologie, ainsi que la chirurgie buccodentaire. Cette initiative vise à épargner aux patients les déplacements vers les hôpitaux du nord du pays, selon la même source. L'occasion a également été saisie pour organiser des formations médicales dans différentes spécialités au profit des personnels médicaux et paramédicaux participants, dans un objectif d'échange et de renforcement des compétences. Par ailleurs, dans le cadre du jumelage entre l'Etablissement public hospitalier (EPH)"Mohamed Boudiaf" d'El Bayadh et l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP)de la même ville, une caravane médicale a été organisée jeudi, dans la commune de Sidi Taifour. Elle a mobilisé des médecins dans plusieurs spécialités telles que la chirurgie générale, la pédiatrie, l'hématologie et la chirurgie esthétique.

TISSEMSILT. PROTECTION CIVILE

Exercice simulant un incendie dans le parc national de Theniet El-Had

La direction de la Protection civile de Tissemsilt a organisé, jeudi, un exercice de simulation sur le terrain, reproduisant un incendie au parc national de la commune de Theniet El-Had, connu sous le nom de forêt "El Meddad". L'exercice, supervisé par le wali de Tissemsilt, Fethi Bouzaïd, s'est déroulé en présence des autorités civiles et militaires locales et a vu la participation de divers corps concernés par le plan d'organisation des secours (ORSEC) de la wilaya, tels que la Conservation des forêts, la Gendarmerie nationale, la Sûreté nationale, les services de santé, les travaux publics, les télécommunications et autres structures. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le succès de cette opération. Le directeur de la Protection civile de la wilaya, le colonel Merzak Bachi, a indiqué que cet exercice visait à tester le niveau de préparation opérationnelle des différents modules impliquées. Il a noté que l'exercice incluait la mise en place d'un poste de commandement avancé chargé de gérer les opérations et de coordonner les efforts des différents intervenants pour éteindre l'incendie et évacuer les victimes vers les équipes médicales mobilisées sur place. Le colonel Bachi a ajouté que l'exercice a permis d'évaluer l'efficacité des systèmes d'alerte, les capacités d'intervention, la réactivité des moyens disponibles, ainsi que la qualité de la coordination entre les différents services concernés dans le cadre du plan de secours de la wilaya.

M'SILA. CAMPAGNE DE MOISSON BATTAGE

Récolte prévisionnelle de 428.000 quintaux de céréales

Une récolte de 428.000 quintaux de céréales est attendue dans la wilaya de M'sila au titre de la campagne de moisson battage de l'actuelle saison agricole (2024-2025), a indiqué jeudi le directeur des services agricoles (DSA), Boulenouar Ghali. Cette production est constituée de 144.000 quintaux de blé dur, 225.500 quintaux d'orge, 31.000 quintaux d'avoine, 26.500 quintaux de blé tendre et 980 quintaux de triticale, a précisé le même responsable dans son exposé présenté en marge du lancement de la campagne de moisson battage à la ferme Tchine Aghrou dans la commune de Khettouti Sed El-Djir. La superficie à moissonner est estimée à 30.500 hectares sur 64.000 hectares emblavés en début de saison, selon le même responsable qui a expliqué ce recul par les conditions climatiques dont notamment le déficit pluviométrique qui avaient affecté une partie des emblavures. Le wali de M'sila, Nedjmeddine Tiar, qui a présidé l'opération a indiqué que les moyens nécessaires pour le succès de la campagne de moisson battage ont été mobilisés, affirmant l'engagement des autorités de la wilaya à soutenir les agriculteurs producteurs.

MÉDÉA. PERMANENCE DE L'AÏD-EL-ADHA

Plus de 1 700 commerçants réquisitionnés

Un effectif total de 1706 opérateurs économiques, commerçants et prestataires de service seront mobilisés à Médéa pour assurer la permanence de l'Aïd-el-Adha, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale du commerce. Ce programme des permanences scindé sur trois jours, concerne notamment 816 commerçants exerçant dans la vente en détail des produits alimentaires, 209 boucheries et 149 boulangeries à travers les 64 communes que compte la wilaya, a-t-on indiqué. La même source a fait part également de la réquisition de quatre (4) unités industrielles de transformation de semoule et de farine, trois laiteries et 84 prestataires de services (station-service, vulcanisateurs et mécaniciens). La mobilisation de ces opérateurs économiques et commerçants est appelée à assurer la continuité du service et veiller à éviter toute tension sur des produits alimentaires ou des perturbations dans l'approvisionnement des commerces durant la fête de l'Aïd, a-t-on précisé. Par ailleurs, 34 brigades de contrôle sont chargées de veiller au respect du programme de permanence établi pour la circonstance, a-t-on signalé.

LAGHOUAT. AEP

Lancement d'un projet de réhabilitation du réseau

Un projet de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune de Laghouat a été lancé récemment par les autorités locales, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. En marge du coup d'envoi des travaux, le secrétaire général de la wilaya, Mustapha Boussouar, a indiqué que ce projet, devant être réalisé dans un délai de 18 mois pour une enveloppe de plus de 478 millions de DA puisée du Plan sectoriel du développement (PSD), traduit la volonté des pouvoirs publics d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de répondre à leurs attentes. M. Boussouar a également appelé au respect des délais contractuels et des normes techniques lors de sa réalisation. Ces travaux consistent notamment en la rénovation de 51,6 km de canalisations dégradées et la réalisation de 4720 branchements, ainsi que l'installation de compteurs, a expliqué le directeur de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE), Mohamed Abbes. Ce projet vise à améliorer le service de l'eau, tout en assurant l'approvisionnement stable pour les habitants, a-t-il souligné. Il permettra aussi d'augmenter le rendement du réseau, passant de 35 à 85 %, et de récupérer un volume journalier d'eau estimé à 3250 m3, selon les explications fournies sur place.

BATNA. AMÉNAGEMENTS URBAINS ET L'EMBELLISSEMENT DU CHEF-LIEU DE WILAYA

Une enveloppe financière de 960 millions de DA allouée

Un montant de 960 millions de dinars vient d'être alloué par la wilaya de Batna à des aménagements urbains et à l'embellissement de la capitale des Aurès, a appris l'APS, jeudi, auprès des services de la wilaya. Ce financement provient du budget de la wilaya à hauteur de 640 millions de dinars et le reste d'un montage financier puisé de plusieurs programmes de développement, a ajouté la même source, précisant que les travaux prévus portent le revêtement des routes dans plusieurs cités, l'amélioration du réseau d'éclairage public et la rénovation des différents réseaux souterrains. Les travaux porteront également sur l'aménagement d'espaces verts et de places publiques en divers endroits de l'agglomération, notamment la place de la Liberté et le parc situé face au théâtre régional de Batna, ont encore précisé les services de la wilaya.

TIZI OUZOU. OUVERTURE DE LA SAISON ESTIVALE

Les préparatifs vont bon train

La direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) de la wilaya de Tizi-Ouzou apporte les dernières retouches aux préparatifs de la saison estivale, qui s'ouvrira incessamment, afin d'accueillir les estivants dans les meilleures conditions possibles, a assuré jeudi le premier responsable du secteur.

Ph : DR

Intervenant devant les élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), réunis en session ordinaire ouverte hier mercredi, le directeur du tourisme et de l'artisanat, M. Amar Salmi, a indiqué que de nombreuses opérations ont été réalisées et d'autres sont en cours d'achèvement. L'objectif est de réunir toutes les commodités nécessaires au niveau des plages et en montagne, afin de garantir un séjour agréable aux vacanciers. A ce propos, il a fait savoir que les huit plages autorisées à la baignade, à savoir la plage du Centre et Le Carroubier (à Azeffoun), Sidi Khelifa et Petit Paradis (Aït Chafâa), Tassalast, Grande Plage et Feraoun-Ouest (Tigzirt), et la plage Feraoun-Est (Iflissen), sont "aménagées et répondent aux conditions d'exploitation touristique des plages". L'ensemble de ces plages, d'une capacité d'accueil globale de 77.700 estivants, sont raccordées aux réseaux d'alimentation en eau potable, d'assainissement et d'éclairage public. Des parkings totalisant 2870 places sont ouverts à travers ces plages qui disposent également de douches, de postes de sécurité et de la Protection civile, entre autres, a-t-il noté. M. Salmi a indiqué qu'un montant total de plus de 78 millions de DA a été mobilisé sur différents programmes au profit des communes côtières pour l'engagement de travaux dans le cadre des préparatifs de la saison estivale. Pour ce qui est du tourisme de montagne et climatique, le DTA a affirmé la réouverture "en juin prochain" des deux autres structures hôtelières de la station climatique de Tala Guilef (Boghni) : l'hôtel village et le centre animé, qui s'ajouteront à l'hôtel El Arz inauguré en janvier 2025. L'hôtel Tamgout, implanté en pleine forêt de Yakourene, et un établissement hôtelier urbain (centre-ville de Tizi-Ouzou) réalisé par un privé, entreront également en exploitation durant la saison estivale. Ces structures hôtelières, totalisant 539 lits, permettront, une fois entrées en exploitation, de porter le nombre des places d'hébergement à travers la wilaya de 9148 lits à 9686 lits. À noter que le président de l'APW, Sidali Youcef, a exhorté les directeurs concernés ainsi que les présidents des Assemblées populaires communales impliquées dans la préparation de la saison estivale à "assurer toutes les commodités nécessaires pour permettre aux estivants de passer leurs séjours dans les meilleures conditions possibles". Il a souligné que tous les travaux prévus doivent être achevés avant l'entame de la saison estivale afin de "garantir un accueil optimal aux estivants et réunir toutes les commodités", relevant la nécessité de ne pas négliger les autres segments touristiques (montagne, climatique, culturel...).

EN PRÉVISION DE L'AÏD EL ADHA

Des mesures pour assurer l'approvisionnement des marchés

Un programme de permanence a été tracé par la direction du commerce de la wilaya de Tizi-Ouzou, en prévision de la fête de l'Aïd El-Adha, afin d'assurer l'approvisionnement des marchés locaux en divers produits, a indiqué jeudi, un communiqué de la direction. Le programme, qui couvre l'ensemble des communes de la wilaya, prévoit la mobilisation d'un large réseau de commerçants concernés par la permanence durant l'Aïd dans le but d'assurer la disponibilité des produits de large consommation, a-t-on expliqué. La direction a ainsi mobilisé 1809 commerçants, dont 299 boulangers et 950 commerçants spécialisés dans la vente de produits alimentaires et de fruits et légumes. Le programme de permanence implique également 545 autres commerçants tenant des boucheries, des pâtisseries, des cafés, des quincailleries ainsi que les stations-service, selon la même source.

ORAN. FINANCES

Inauguration de deux nouvelles agences du CPA

Deux nouvelles agences du Crédit populaire d'Algérie (CPA) ont été inaugurées jeudi à Oran, dont une dédiée exclusivement à la finance Islamique. Les cérémonies d'inauguration des deux agences ont été présidées par le directeur général du CPA, Ali Kadri. Dans le cadre de sa stratégie d'expansion et de renforcement de sa proximité avec la clientèle, le CPA a officiellement ouvert jeudi à Oran une troisième agence entièrement consacrée à la finance Islamique "Maraval 512", en plus de l'ouverture d'une nouvelle agence "Sidi Chami 461", a-t-on indiqué sur place. "Cette initiative témoigne de la volonté de la Banque de renforcer sa présence à l'échelle nationale et de proposer des solutions financières en adéquation avec les attentes et activités de sa clientèle, qu'il s'agit de particuliers, professionnels ou entreprises, en proposant une large gamme de produits et services bancaires conventionnels et islamiques conformes aux préceptes de la charia", a-t-on encore souligné. Avec l'implantation de ces deux nouvelles agences, le CPA entend faire valoir ses atouts dans cette wilaya à potentialités multiples, en contribuant notamment à l'effort de bancarisation tout en s'imposant comme partenaire financier fiable, à même d'accompagner les investisseurs dans la réalisation de leurs projets, à travers des montages financiers à la hauteur de leurs ambitions, a-t-on fait savoir. À travers l'agence "Maraval 512", dédiée exclusivement à la finance Islamique, la gamme de produits et services finance islamique proposée par le CPA répondrait aux besoins de l'ensemble des segments du marché, a-t-on souligné de même source, ajoutant qu'elle comprend également une offre diversifiée de solutions de dépôt et de financement. Les solutions de dépôt concernent le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement non-restreint "Tanmiya", le livret d'épargne non rémunéré "Idikhar", alors que les solutions de financement, portent sur la Mourabaha immobilier, la Mourabaha véhicules, la Mourabaha équipement (particuliers, professionnels et entreprises), Idjara Mountahiya bi Tamlik immobilier (particuliers, professionnels et entreprises). Avec cette ouverture, le CPA porte à trois le nombre de ses agences entièrement dédiées à la finance islamique, tout en s'appuyant sur un réseau de 112 guichets intégrés spécialisés dans ce mode de financement.

HABITAT

Distribution prochaine de 2.000 logements publics locatifs

Un total de 2.000 logements publics locatifs sera prochainement distribué au niveau de la commune d'Oran, a-t-on appris jeudi auprès de cette collectivité locale. Les services concernés ont publié les listes nominatives des bénéficiaires de ce quota d'habitat en fixant un délai de huit jours pour le dépôt des recours. Ces derniers peuvent être déposés au niveau du Palais des sports "Hamou Boutlélis" situé dans le quartier de "Medina Jdida", a-t-on indiqué. À noter que les travaux de réalisation de ce quota de logements, qui seront répartis sur plusieurs communes de la wilaya, sont achevés à 100 %, y compris les aménagements extérieurs tels que les trottoirs, les espaces verts et les aires de jeux. Par ailleurs, les listes nominatives des bénéficiaires de plus de 1.740 logements publics locatifs ont été publiées récemment dans les communes d'Aïn Turck, El Braya, Aïn El Beïda, Gdyel, Benfréha, Es-Sénia, El Ançor et Boutlélis. L'opération se poursuit dans les différentes communes de la wilaya. Pour rappel, depuis le début de l'année 2025, la wilaya d'Oran a relogé 1.200 familles qui vivaient dans des habitations précaires dans les villes d'Oran et d'Arzew. Ces familles ont été relogées dans de nouveaux logements situés dans les pôles urbains de Oued Tlélat, Belgaïd, la commune de Misserghine, le quartier "Pépinière" dans la commune de Bir El Djir, ainsi que le quartier "Chahid Khalifa Mahmoud" à Arzew.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ.
AUTOROUTE 2A

Déviation temporaire du trafic de poids-lourds vers la RN-5

La circulation des poids-lourds sur le tronçon de l'autoroute 2A entre les deux échangeurs d'El Achir et El Biban (Bordj Bou Arreridj) en direction d'Alger sera "temporairement" déviée vers la RN-5 "à compter de samedi" pour cause de travaux d'entretien qui dureront 30 jours, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué des services de la Gendarmerie nationale à Bordj Bou Arreridj. Le communiqué a précisé que cette mesure vient dans le cadre "des travaux de réhabilitation et d'entretien de l'autoroute 2A sur le tronçon entre les deux échangeurs d'El Achir et El Biban en direction d'Alger qui requièrent la fermeture de ce tronçon au trafic des poids-lourds pour assurer le bon déroulement des travaux et la sécurité des usagers de la route". Les services de la Gendarmerie nationale de cette wilaya ont appelé tous les conducteurs à respecter la signalisation de la déviation temporaire et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la fluidité du trafic et éviter les accidents de circulation.

AÏN-DEFLA. CONTRÔLE DES MOUTONS

Une soixantaine de vétérinaires mobilisés

Une soixantaine de vétérinaires ont été mobilisés par la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Ain Defla pour assurer le contrôle de la santé des moutons au niveau des points de vente et des abattoirs en prévision de l'Aïd El-Adha, a-t-on appris, jeudi, auprès des services concernés. Les services de la DSA ont mobilisé 40 brigades mobiles comptant 44 vétérinaires relevant du secteur public, en vue d'assurer le contrôle sanitaire des moutons au niveau des points de vente et des abattoirs, a indiqué, à l'APS, l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Boualem Madani. Il a ajouté que ces brigades sont déjà sur le terrain pour contrôler le mouvement du cheptel au niveau des points de vente ouverts à travers la wilaya. Outre deux inspecteurs vétérinaires devant assurer, le jour de l'Aïd, le suivi de l'opération de l'abattage des moutons au niveau du siège de la DSA, 13 vétérinaires seront mobilisés au niveau des 12 abattoirs qui seront ouverts à cette occasion, a souligné M. Madani. Ont été associés également à cette opération, des vétérinaires du secteur privé, notamment dans la campagne de sensibilisation "Aïd sans kyste". M. Madani a indiqué dans ce contexte que les services de la wilaya ont ouvert 42 points de vente à travers 28 communes, dont sept (7) destinés aux moutons importés.

SPORT

SA LISTE CONTINUE DE FAIRE POLÉMIQUE

Petkovic est-il en train de "tuer" la concurrence ?

Sans doute, c'est la première fois depuis qu'il est à la tête de la sélection nationale que Vladimir Petkovic suscite la polémique à travers la liste des joueurs convoqués pour le stage du mois de juin qui commencera officiellement lundi.

Phs : DR

Les réactions se poursuivent d'ailleurs au sujet de ladite liste, et dont la majorité de leurs auteurs pointent du doigt le sélectionneur national allant jusqu'à manifester leur pessimisme, estimant que le coach est en train de "tuer" la concurrence en reconduisant le même effectif de surcroît "vieillard".

En effet, la liste de Petković n'a révélé aucune "nouvelle surprise", ou du moins aucun nouveau nom qu'on attendait pour une première convocation avec les Verts. Cela en a fait un sujet central de débat, avec des questions légitimes sur la vision du sélectionneur concernant l'équipe, et sur son intention de continuer à s'appuyer sur un groupe restreint, en faisant tourner les mêmes joueurs sans tester d'autres éléments méritants au vu de leurs performances en club.

LES JUSTIFICATIONS DU SÉLECTIONNEUR PAS CONVAINCANTES

Comme il s'agit de deux matchs amicaux que les Verts vont livrer contre le Rwanda et la Suède, les 5 et 10 courant respectivement, les supporters de l'équipe d'Algérie s'attendaient à voir figurer plusieurs nouveaux joueurs pour les tester dans un cadre sans pression. Parmi eux, le meilleur buteur du championnat algérien, Adel Boulbina, mais aussi Mehdi Dorval, performant avec Bari en Italie, Yassine Titraoui, excellent milieu à Charleroi en Belgique, et Rafik Belghali, latéral droit du club belge de Malines.

Les déclarations de Petković ont, au contraire, renforcé l'inquiétude des supporters concernant l'avenir de l'équipe et ses chances à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations. Le coach insiste de manière étrange sur des choix qui ne semblent rien apporter, comme le milieu de terrain Ramiz Zerrouki, que beaucoup d'observateurs aux Pays-Bas estiment ne pas avoir le niveau pour jouer dans un grand club, après ses prestations très moyennes avec Feyenoord.

Au lieu de convoquer des joueurs capables d'apporter une réelle plus-value ou au moins de découvrir l'ambiance de la sélection, Petković a continué à justifier ses décisions de façon peu footballistique. Il a, par exemple, affirmé avoir convoqué Kevin Guitoun pour le soutenir moralement et faciliter la gestion de son avenir en vue du mercato, alors que ce dernier a eu une saison difficile avec Metz où il a très peu joué.

LE CAS BOULBINA, UNE VÉRITABLE ÉNIGME''

Comme en mars dernier, les fans des Verts ont été surpris par l'absence du buteur Adel Boulbina. Mais ce qui a encore plus étonné, c'est la déclaration de Petković, qui a indirectement critiqué ce jeune joueur qui espérait une première convocation.

Le coach national a déclaré à son propos : « Je ne peux pas parler des points faibles de Boulbina. Je préfère parler des joueurs que j'ai convoqués. »

Avant d'annoncer sa liste, Petković avait justifié ses choix dans une interview accordée à la chaîne officielle de la Fédération algérienne de football (FAF), où il avait demandé aux supporters de se concentrer sur les présents plutôt que sur les absents : «Se focaliser sur les absents diminue la valeur de ceux qui sont là et en qui nous avons confiance pour gagner. » Concernant ses critères, l'ancien sélectionneur de la Suisse a révélé privilégier des joueurs capables de bien vivre ensemble. Mais cela signifie, de fait, fermer la porte à des éléments plus performants en club, qui pourraient légitimement concurrencer les joueurs déjà en place. C'est donc un frein à la concurrence, au profit d'un groupe figé, dont certains membres n'ont pourtant rien prouvé récemment.

LE SPECTRE DU SCÉNARIO DE LA CAN 2021 PLANE

Dans son interview au site officiel de la FAF, Petković a affirmé que la porte de l'équipe nationale reste ouverte à tous, déclarant : « Je répète ce que j'ai dit dès le début : la porte est ouverte à tout le monde et ne sera jamais fermée. Ce que font les joueurs en club me met sous pression, qu'ils soient appelés ou non.

Certains ont déjà joué pour l'équipe et ont beaucoup contribué, mais leurs performances actuelles en club peuvent compliquer la tâche de ceux qui attendent leur chance. Il est important de former un groupe équilibré, cohérent et capable de bien vivre ensemble. » Cette déclaration montre clairement que l'ancien coach de la Lazio n'envisage pas d'écarter les joueurs qu'il a déjà appelés, même si leurs performances baissent. Cela risque de renforcer les critiques dès le stage de septembre, car briller en Coupe d'Afrique exige d'ouvrir la concurrence et de ne pas s'accrocher à un groupe restreint sous prétexte "d'harmonie".

Les supporters algériens n'ont d'ailleurs pas oublié ce qui s'était passé à la CAN 2021, lorsque les Verts avaient été éliminés dès le premier tour, après que l'entraineur de l'époque, Djamel Belmadi, a maintenu le même onze titulaire de l'édition d'avant malgré la baisse de régime de plusieurs joueurs.

Hakim S.

LE DÉBAT AUTOUR DE CETTE CATÉGORIE DE JOUEURS PERDURE

Guendouz envoie un message fort aux binationaux

Gardien de but de l'équipe nationale d'Algérie, Alexis Guendouz, a adressé un message fort aux joueurs binationaux concernant le choix de leur avenir international. La question des joueurs binationaux est revenue au centre du débat dans les milieux footballistiques algériens, après la décision de Rayan Cherki de jouer pour la France et les prévisions selon lesquelles la star de Monaco, Maghnes Akliouche, pourrait suivre la même voie. Guendouz, lui-même binational, a souligné qu'un joueur binational ne devait choisir de représenter l'Algérie que par une conviction profonde.

Dans des déclarations accordées au site algérien "DZ Match", le gardien du club iranien de Persepolis a indiqué : « Pour les binationaux, s'ils décident de jouer pour l'Algérie, cela doit venir du cœur, car dans le cas contraire, le joueur pourrait rencontrer des problèmes. » Il a ajouté : « Je pense que le choix reste personnel, mais lorsque tu choisis l'Algérie, tu dois être engagé à 100 %. Quand tu ressens que tu es Algérien et prêt à mourir sur le terrain pour le pays, alors tout se passera bien. » Il a poursuivi : « Lorsqu'un joueur décide de nous rejoindre par conviction, il sera accueilli de la meilleure manière possible. Il bénéficiera de tout notre soutien, et les conditions de travail existent en Algérie, avec des stades de niveau international. »

Et de conclure : « L'Algérie compte des joueurs évoluant dans de grands clubs européens. Celui qui pense être capable de nous rejoindre sera le bienvenu. Et pour ceux qui hésitent encore, s'ils se sentent Algériens, alors bienvenue à eux ».

H. S.

AL ITTIHAD REMPORTE LA KINGS CUP

Houssem Aouar scelle le doublé

En finale de la Coupe du Roi d'Arabie saoudite, disputée vendredi soir, l'international algérien Houssem Aouar a brillé en offrant à Al Ittihad un nouveau sacre, quelques semaines après un titre de champion historique. Une fin de saison mémorable pour l'ancien Lyonnais.

Phs : DR

Le football saoudien, en pleine ascension sur l'échiquier asiatique et mondial, a livré vendredi soir son épilogue avec la finale de la Coupe du Roi, disputée au King Abdullah Sports City de Djeddah. Une rencontre riche en intensité qui a vu Al Ittihad s'imposer logiquement face à Al-Qadissiya (3-1), avec une prestation majuscule de Karim Benzema et un but décisif de Houssem Aouar. L'ancien milieu de terrain de l'Olympique Lyonnais clôt ainsi sa première saison en Arabie saoudite sur un doublé retentissant : championnat et coupe, en étant l'un des grands artisans de ce succès collectif. Le match a démarré tambour battant, avec une équipe d'Al Ittihad désireuse de tuer tout suspense dès les premières minutes. C'est finalement à la 34e minute que le verrou a sauté. À la réception d'un centre millimétré de Steven Bergwijn, Karim Benzema, dans son style si caractéristique, a ajusté le gardien d'une poitrine subtile pour ouvrir le score. Un but de classe mondiale qui a immédiatement galvanisé ses coéquipiers. Dans la foulée, c'est Houssem Aouar qui a fait parler son sens du placement et son sang-froid. Après un ballon repoussé maladroitement par Koen Casteels, le milieu algérien a jailli au second poteau pour placer une tête victorieuse (43e). Treizième but de la saison pour Aouar, preuve de son apport offensif constant malgré son rôle reculé au milieu. Une réaction rapide d'Al-Qadissiya est intervenue dans le temps additionnel de la première période. Pierre-Emerick Aubameyang, très discret jusque-là, a réduit la marque sur penalty (45e + 6), ramenant les siens à un but et relançant un temps le suspense. Mais Al Ittihad, porté par son expérience et sa maitrise technique, n'a jamais vraiment tremblé.

BENZEMA, AOUAR ET DIABY : UN TRIO GAGNANT

En seconde période, les Jaune et Noir ont géré leur avance avec rigueur, faisant circuler le ballon tout en imposant un rythme moins effréné. Al-Qadissiya a tenté quelques incursions offensives, mais la défense d'Al Ittihad, bien en place, a repoussé toutes les menaces. C'est finalement dans les derniers instants que le coup de grâce est porté. À la 90e + 4, Moussa Diaby, remuant sur son aile droite, sert un ballon parfait dans la surface pour Benzema, qui n'a plus qu'à conclure. L'ancien buteur du Real Madrid s'offre ainsi un doublé et scelle le sort d'un match maîtrisé de bout en bout.

Avec ce succès, Al Ittihad soulève la Coupe du Roi pour la 10e fois de son histoire, un chiffre symbolique pour un club qui ambitionne désormais de jouer les premiers rôles en Ligue des champions asiatique. Quant à Houssem Aouar, ce trophée vient couronner une saison d'adaptation réussie. Souvent critiqué lors de ses dernières saisons en Europe pour son irrégularité, il semble avoir trouvé à Djeddah un environnement propice à son épanouissement. Ses statistiques plaident en sa faveur : 13 buts, plusieurs passes décisives et une régularité retrouvée dans le jeu.

Un renouveau qui pourrait relancer sa place en équipe nationale d'Algérie, où son profil technique est rare et apprécié.

Une chose est certaine : Aouar n'est plus un pari, mais bien une valeur sûre pour Al Ittihad, désormais bien installé sur le trône du football saoudien.

Mohamed Amine Toumiat

CAN FÉMININE 2024 (DÉCALÉE À 2025)

Les Algériennes entameront le tournoi face au Botswana

La sélection algérienne féminine de football, entamera la 13e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 (décalée à 2025), le dimanche 6 juillet face au Botswana (20h00, heure algérienne), pour le compte de la 1re journée (Gr.B) de la compétition, fixée du 5 au 26 juillet prochain, selon le calendrier dévoilé vendredi par la Confédération africaine (CAF). Les joueuses du sélectionneur national, Farid Benstiti, enchaîneront contre leurs voisines tunisiennes, le jeudi 10 juillet, avant de boucler le premier tour en croisant le fer avec le Nigeria, le dimanche 13 juillet. 12 pays prendront part à ce tournoi continental prévu au Maroc, répartis en trois groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les deux meilleurs troisièmes, se qualifieront pour les quarts de finale, prévus les 18 et 19 juillet. Les demi-finales se joueront le 22 juillet. Le match de classement est fixé, quant à lui, au 25 juillet, suivi de la finale, programmée le 26 juillet. Les coéquipières de Lina Boussaha (Al-Nassr/ Arabie saoudite), signent leur retour sur le plan continental, après leur absence lors des deux dernières éditions de la CAN. L'Algérie a validé son ticket pour la phase finale de la CAN-2024 en décembre 2023, en battant en aller et retour le Burundi: 5-1 puis 1-0. Les deux manches se sont jouées au stade olympique du 5-juillet d'Alger.

Voici par ailleurs le programme du groupe B de la CAN-2024 (décalée à 2025) :

1re journée (Dimanche 6 juillet 2025) heure algérienne:
Nigeria - Tunisie 17h00
Algérie - Botswana 20h00

2e journée (Jeudi 10 juillet 2025) :
Tunisie - Algérie 17h00
Botswana - Nigeria 20h00

3e journée (Dimanche 13 juillet 2025) :
Nigeria - Algérie 20h00
Tunisie - Botswana 20h00.

SACRE HISTORIQUE À LA COUPOLE

Auzium, roi du Futsal

En remportant vendredi soir la finale du championnat national de Futsal face au CS Nasr Bounoura (3-1), l'AC Auzium entre dans l'histoire en signant un doublé inédit. Le club d'Akbou, déjà vainqueur de la Coupe d'Algérie début mai, s'impose comme la nouvelle référence du Futsal algérien.

La Coupole du complexe Mohamed Boudiaf à Alger a été le théâtre d'un moment historique pour l'AC Auzium. Opposée au CS Nasr Bounoura en finale des play-offs du championnat national de Futsal, l'équipe de la vallée de la Soummam a maîtrisé son sujet pour s'imposer (3-1) et décrocher, pour la première fois de son histoire, le titre de champion d'Algérie. Une consécration d'autant plus éclatante qu'elle intervient moins d'un mois après leur triomphe en Coupe d'Algérie, remporté aux tirs au but face au CS Bir Mourad Raïs (1-1, 8-7 t.a.b), le 2 mai dernier. Longtemps dans l'ombre des formations établies comme le Paradou AC ou le MC Béjaïa, l'AC Auzium confirme cette saison son ascension fulgurante. L'équipe, finaliste malheureuse de la dernière édition face au Paradou, a su tirer les leçons de son revers à Oran pour revenir plus forte, plus mature et surtout plus conquérante. Face au CS Nasr Bounoura, l'expérience acquise ces dernières années a parlé, tout comme l'efficacité offensive.

Dans une ambiance électrique, portée par un public connaisseur et passionné, les joueurs d'Auzium ont rapidement pris les devants. Solides collectivement, disciplinés tactiquement et efficaces dans les moments clés, ils ont su faire la différence. Le score final de 3-1 reflète l'intensité maîtrisée d'une équipe déterminée à faire oublier sa frustration passée.

UN DOUBLÉ INÉDIT POUR AKBOU

Ce titre est loin d'être un simple exploit ponctuel. Il s'inscrit dans une dynamique positive pour toute la ville d'Akbou, dont le sport en salle connaît une embellie remarquable. En effet, un peu plus tôt dans la journée, le CF Akbou a remporté la première édition du championnat national féminin de Futsal, en battant la JF Khroub sur un score fleuve (7-5). Un doublé hommes-femmes qui vient souligner l'émergence d'une véritable école du Futsal dans la région. L'AC Auzium succède ainsi au Paradou AC, double tenant du titre, et inscrit pour la première fois son nom dans le palmarès du championnat. Le MC Béjaïa, pionnier de la discipline, avait remporté les deux premières éditions en 2017-2018 et 2018-2019. Depuis, la compétition n'a cessé de gagner en notoriété, en qualité et en attractivité. La saison 2024-2025 aura donc été celle de la confirmation d'un nouveau cycle, où l'équilibre des forces est en train de se redessiner. Loin d'être un simple divertissement, le Futsal algérien est aujourd'hui un vivier de talents et un espace d'innovation tactique, souvent en avance sur le football traditionnel. L'organisation des compétitions, le soutien des collectivités locales et l'investissement dans les structures ont permis à des clubs comme l'AC Auzium de se hisser au plus haut niveau.

Avec ce titre, Auzium s'ouvre désormais les portes d'une possible participation aux compétitions continentales, une perspective qui devra cependant s'accompagner d'un renforcement de l'effectif et d'un accompagnement institutionnel adapté.

La domination d'Auzium sera-t-elle durable ou s'agit-il d'un feu de paille ? L'avenir le dira, mais une chose est sûre : le Futsal national vient de couronner un nouveau champion qui n'a pas fini de faire parler de lui.

M. A. T.

Voici par ailleurs le palmarès du championnat de Futsal après la consécration de l'AC Auzium :
2017-2018 : MC Béjaïa
2018-2019 : MC Béjaïa
2019-2020 : CF Bordj Bou Arréridj
2021-2022 : Rabie El-Dajzaïr Oran
2022-2023 : Paradou AC
2023-2024 : Paradou AC
2024-2025 : AC Auzium.

JOURNÉE ELITE & JEUNES TALENTS SPORTIFS

Record d'Algérie (U20) pour Zahr-Eddine Gacemi sur le 110m/haies

Le jeune hurdler algérien Zahr-Eddine Gacemi a établi un nouveau record national du 110 mètres/haies (U20), avec un chrono de 13:61, réalisé vendredi, lors de la quatrième Journée Elite & Jeunes Talents Sportifs, au stade d'athlétisme de Souk El-Tenine (Béjaïa). Sociétaire du CR Belouizdad et drivé par le coach Zine-Eddine Nouari, Gacemi a amélioré son ancien record (13:63). Plusieurs épreuves de course, de saut et de lancer sont inscrites au programme de cette compétition, prévue les 30-31 mai, et ouverte aux catégories U17, U18, U20 et seniors (messieurs et dames). Les trois précédentes Journée Elite & Jeunes Talents Sportifs ont été assez fructueuses, avec la réalisation de certains records nationaux et l'obtention de certains minima de qualification aux prochains Championnats arabes d'athlétisme, qui se dérouleront en septembre en Tunisie. Avec le nouveau record de Gacemi sur le 110m/haies, on peut dire que cette quatrième journée commence relativement bien, en attendant d'autres performances.

AL-AHLY D'ÉGYPTE

Le Tunisien Ali Maâloul annonce son départ

Le défenseur international tunisien, Ali Maâloul, a annoncé, vendredi, via sa page officielle facebook, la fin de son expérience professionnelle avec le club égyptien d'Al-Ahly qui a débuté en 2016. Dans un message émouvant adressé aux supporters de la "Citadelle Rouge", Maaloul a écrit : "On m'a officiellement informé de la fin de mon parcours avec Al-Ahly... Aujourd'hui, en vous annonçant mon départ, j'ai les larmes aux yeux...En rédigeant mes derniers mots sous le maillot d'Al-Ahly, je ne fais pas mes adieux à un club seulement, mais à une partie de mon âme". "J'ai inscrit 53 buts, j'ai réalisé 85 passes décisives et j'ai remporté 22 titres...j'ai été à la fois témoin et artisan de l'une des plus fastes périodes d'Al-Ahly... Neuf années ont passé en un clin d'œil, difficile de les résumer en quelques mots, mais elles ont été remplies de ce qui donne un sens à la vie : la joie, les larmes, les victoires, les prosternations après les buts et un attachement indéfectible qui ne s'achète pas", a-t-il ajouté. Mâaloul (35 ans) avait rejoint le club cairote en 2016 en provenance du CS Sfaxien. Il s'est rapidement imposé comme titulaire indiscutable au poste de latéral gauche grâce à ses excellentes prestations que ce soit en défense ou en attaque. Ses montées incisives, ses centres précis et son talent sur balles arrêtées, ont fait de lui un pilier de l'équipe. Sous le maillot d'Al-Ahly, le joueur tunisien a été sacré 6 fois champion d'Égypte, 4 fois vainqueur de la Coupe, 4 fois champion d'Afrique et 2 fois vainqueur de la Super coupe d'Afrique. Il compte également quatre participations au Mondial des clubs dont il a atteint la troisième place en 2020, 2021 et 2023.

RÉUNION STRATÉGIQUE À ORAN

Sadi évalue les ligues

Dans une démarche inédite et structurante, le président de la Fédération algérienne de football, Walid Sadi, a convoqué, vendredi dernier, à Oran les responsables des ligues nationales et régionales. Objectif : faire le point sur la saison 2024/2025 et préparer l'avenir du football amateur et régional en Algérie. Une rencontre qui, au-delà du bilan, ouvre la voie à une tradition annuelle de gouvernance concertée.

C'est à Oran, ville symbole du renouveau sportif en Algérie depuis les Jeux méditerranéens de 2022, que Walid Sadi a choisi de rassembler vendredi les présidents des différentes ligues de football du pays. Cette réunion, tenue à l'initiative du patron de la FAF, avait pour but d'évaluer la gestion de la saison 2024/2025 à l'échelle nationale et régionale, tout en dressant un état des lieux des défis rencontrés par les structures locales. Les débats ont porté sur plusieurs aspects fondamentaux liés au bon déroulement des championnats. Parmi les sujets sensibles évoqués figurent l'homologation des stades, souvent inadaptés aux normes exigées, les conditions de participation des clubs – notamment à travers les droits d'engagement – ainsi que les modalités du système de compétition. Autant de problématiques qui pèsent sur l'organisation et la régularité des compétitions régionales.

L'instance fédérale a tenu à saluer, dans son communiqué officiel, les efforts fournis par les ligues, malgré les nombreux obstacles. Le président Sadi, en particulier, a exprimé sa reconnaissance envers les dirigeants locaux pour leur mobilisation permanente. Il les a également encouragés à poursuivre dans cette dynamique afin d'élever encore davantage le niveau d'encadrement et de structuration du football amateur.

VERS UNE GOUVERNANCE FÉDÉRALE RENOUVELÉE

Mais au-delà du constat, cette rencontre marque un changement de méthode. En instaurant ce genre de réunions régulières avec les représentants régionaux, la FAF veut inscrire sa gouvernance dans la durée. « Cette réunion s'inscrit dans une nouvelle tradition qui se tiendra désormais chaque année à la même période », souligne la fédération dans sa communication. Une façon de consolider les liens entre le centre et les territoires, mais aussi de favoriser un pilotage plus équilibré des compétitions. Cette stratégie de concertation s'inscrit dans un contexte où le football algérien est en quête de stabilité et de professionnalisation. La base, souvent négligée, est ici replacée au cœur du projet fédéral. En donnant la parole aux acteurs de terrain, la FAF reconnaît que le développement durable du football passe par une coordination efficace à tous les niveaux de sa pyramide.

De nombreux observateurs saluent cette initiative qui pourrait, à moyen terme, résoudre certaines lacunes structurelles dont souffre le football national, en particulier dans les régions. Toutefois, ces bonnes intentions devront être accompagnées d'actions concrètes sur le terrain, notamment en matière d'infrastructures, de formation et de moyens financiers.

La tenue annuelle de cette réunion sera-t-elle suffisante pour redonner souffle au football régional ? L'avenir en décidera, mais le cap semble désormais clairement tracé.

M. A. T.`

MONDIAL FÉMININ U20 (QUALIF'S)

La sélection nationale boucle son stage à Sidi Moussa

La sélection nationale féminine de football des moins de 20 ans (U20), a clôturé jeudi un stage de préparation au Centre technique national, (CTN) de Sidi Moussa, en vue de la double confrontation face au Sénégal, prévue en septembre prochain, dans le cadre du deuxième tour qualificatif à la Coupe du Monde U20 de 2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF), vendredi . "26 joueuses évoluant dans le championnat local ont pris part à ce stage, qui a permis au sélectionneur national, Sid Ahmed Mouaz de les voir à l'œuvre et d'intensifier le travail technico-tactique", précise la même source. Le match aller face au Sénégal se jouera en déplacement entre le 19 et le 21 septembre 2025, alors que la seconde manche est programmée en Algérie, une semaine plus tard : 26, 27 ou 28 septembre 2025. En cas de qualification pour le troisième tour, les Algériennes affronteront le vainqueur de la double confrontation entre le Nigeria et le vainqueur du match Rwanda-Zimbabwe. Le match aller est prévu en déplacement entre le 6 et le 8 février 2026, alors que le match retour se disputera en Algérie entre le 12 et le 14 février 2026. Le 4e et dernier tour des éliminatoires se jouera en mai 2026 (aller: 1, 2, 3 mai/ retour : 8, 9, 10 mai). L'Afrique sera représentée par quatre pays au Mondial 2026, dont la phase finale se déroulera en août 2026 en Pologne. 38 nations africaines participent aux éliminatoires dans le but de décrocher l'un des quatre billets qualificatifs, à l'issue de quatre tours à élimination directe disputés en matchs aller-retour.

LIGUE 1 MOBILIS (MISE À JOUR)

Akbou cale encore

L'Olympique Akbou n'a pas su tirer profit de la réception du CS Constantine pour respirer au classement. Malgré la volonté, les Lions de la Soummam ont dû se contenter vendredi dernier d'un nul vierge à domicile, compromettant un peu plus leurs chances de maintien à l'approche du sprint final. L'espoir était permis, mais la déception a prévalu. Ce vendredi au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa, l'Olympique Akbou a été contraint au partage des points face au CS Constantine (0-0), en match de mise à jour de la 23e journée de Ligue 1 Mobilis. À trois journées du terme de la saison, ce résultat est tout sauf rassurant pour le promu, qui reste sous la menace directe de la relégation. Dans une rencontre disputée sans grand éclat, les locaux ont manqué d'efficacité pour faire la différence. Ce quatrième match nul à domicile, ajouté à quatre défaites déjà concédées devant leur public, confirme les difficultés persistantes de l'OA à s'imposer dans son jardin. Le manque d'expérience et de maîtrise tactique se fait cruellement sentir à ce niveau de compétition.

Malgré ce semi-échec, le club de la vallée de la Soummam gagne symboliquement une place au classement. Il occupe désormais la 13e position avec 30 points, soit autant que l'ES Mostaganem (14e), mais avec une meilleure différence de buts. Une maigre consolation, tant l'écart avec la zone rouge reste fragile, et chaque point laissé en route pourrait peser lourd à la fin.

LE CSC RESTE DANS LE VENTRE MOU

En face, le CS Constantine a confirmé sa série de résultats moyens. Ce nul marque son troisième consécutif, preuve d'une forme en dents de scie. Avec 35 points, les Vert et Noir stagnent à la 9e place et semblent avoir perdu toute ambition pour cette fin de saison, si ce n'est celle de bien la terminer. Le dernier match en retard, prévu le 3 juin face à l'USM Khenchela, leur offrira peut-être une occasion de rebondir. Du côté d'Akbou, les regrets sont nombreux. L'inefficacité offensive, la fébrilité défensive et la gestion émotionnelle d'un match à enjeu sont autant de facteurs à corriger rapidement. Le maintien passera désormais par un sans-faute ou presque, lors des trois dernières journées. L'OA a-t-il encore les ressources mentales et physiques pour sauver sa peau en Ligue 1 ? Le compte à rebours est lancé, et chaque point comptera.

M. A. T.

GRAND PRIX CYCLISTE DE LA VILLE D'ORAN

Abderrahmane Mansouri s'adjuge la deuxième étape

Le coureur Abderrahmane Mansouri du mouloudia club d'Alger de cyclisme a remporté la seconde étape de la 29e édition du grand prix national de la ville d'Oran, disputée vendredi sur un circuit fermé en plein cœur d'Oran. Abderrahmane Mansouri s'est imposé au sprint final en parcourant les 94,4 kilomètres en quinze tours avec un chrono de (2h23'51) devant son coéquipier Abderaouf Bengayou et Ben Maachou Alaeddine d'Amel El-Malah, En juniors, Mellak Mohamed Abderaouf de l'Olympic Madinat Baraki s'est illustré au sprint en parcourant la même distance avec un temps de (2h23' 54) devant Deghnouche Abd El Ouadoud de l'IRB El-Kentara et Sidi Moussa Mahmoud de l'OM Baraki. Chez l'élite dames sur même distance, la palme est revenue à Nesrine Houili du club Madar Pro-Team avec un chrono de (2 h 28? 59) devant Maldi Imene de Fédération Algérienne de cyclisme avec un temps de (2h 33? 34) et Bouyakour Yamina du club Amel El Malah avec (2h 34? 15). La première étape, un contre-la-montre de 28 kilomètres, disputé jeudi a été remporté par Hellal Berouane Oussama de l'IRB El Kantara en seniors et Hamzioui Salah du MC Alger juniors et Nesrine Houili du club Madar Pro-Team chez l'élite dames. Le président de la ligue oranaise de cyclisme, Karim Guerabiou, a estimé que le niveau technique de cette 29 édition cyclisme composé deux étapes a été "appréciable" dans l'ensemble, ajoutant que cette compétition s'inscrit dans le calendrier annuel de la Fédération algérienne de cyclisme. Cette manifestation sportive de deux jours, organisée par la FAC en collaboration avec la ligue de wilaya locale de la discipline et la direction de la jeunesse et des sports, avec la participation de 155 cyclistes dont 5 filles issus de 16 clubs du pays.

ATHLÉTISME

Chenitef qualifié aux Mondiaux de Tokyo

Le demi-fondiste algérien, Heïthem Chenitef, s'est qualifié jeudi après-midi pour le 800 mètres des prochains Championnats du monde d'athlétisme, prévus en fin d'année à Tokyo (Japon), après avoir réalisé les minima nécessaires lors du Meeting International de Toulouse, disputé ce week-end dans le Sud-Ouest de la France.

Le jeune international algérien (21 ans) avait remporté cette course en 1:44.38, devant l'Américain Shane Cohen (1:45.17) et le Français Jordan Terrasse (1:45.53). Chenitef a établi par la même occasion un nouveau record personnel sur la distance, ainsi qu'un nouveau record du meeting, dont l'ancien était détenu par son compatriote, Yacine Hethat, en 1:44.43. Outre Chenitef, plusieurs autres internationaux algériens étaient présents au meeting de Toulouse, et eux aussi ont réalisé quelques bonnes performances sur le plan individuel, notamment, les demi-fondistes Anes Chout, Lounes Ben Amara et Anis Benstiti, qui ont établi de nouveaux records personnels sur le 1500 mètres. En effet, Chout a bouclé la distance en 3:35.98, devant Benstiti (3:39.88) et Ben Amara (3:41.23), améliorant ainsi leurs anciennes marques dans cette spécialité.

BRÉSIL

La FIFA somme la CBF de s'expliquer sur le recrutement d'Ancelotti

Selon plusieurs médias brésiliens et l'AFP, la FIFA a sommé la Confédération brésilienne de football de s'expliquer sur le recours à un intermédiaire non détenteur d'une licence d'agent pour le recrutement de Carlo Ancelotti au poste de sélectionneur de la Seleçao.

Ph : DR

La FIFA a sommé la Confédération brésilienne de football (CBF) de s'expliquer sur le recours à un intermédiaire non détenteur d'une licence d'agent pour le recrutement de Carlo Ancelotti au poste de sélectionneur, selon un document publié dans les médias locaux. La CBF a indiqué jeudi soir à l'AFP qu'elle allait gérer la situation "en interne ». Selon une lettre de la FIFA datée du 28 mai et publiée par plusieurs médias brésiliens, l'organisme qui régit le football mondial demande à la CBF des explications sur le rôle de Diego Fernandes, un "intermédiaire sans licence" d'agent requise pour les transferts dans le monde du football.

Au moment de ces négociations, Carlo Ancelotti était encore entraîneur du Real Madrid, avec qui il était lié contractuellement jusqu'en 2026. La FIFA considère que l'implication de Diego Fernandes "pourrait constituer une violation" du règlement sur les agents de football. La CBF a également été sommée de fournir d'éventuels reçus de paiement versés à cet intermédiaire et de copies de tout échange de messages avec ce dernier concernant les négociations.

Consultée par l'AFP, la confédération brésilienne a argumenté que "les termes des négociations contiennent des clauses de confidentialité et ont été élaborés par la direction précédente" de la CBF, alors présidée par Ednaldo Rodrigues. Ce dernier a été destitué le 15 mai sur décision judiciaire, quelques jours après l'annonce du recrutement d'Ancelotti.

L'entourage de l'intermédiaire des négociations affirme dans un communiqué que "le contrat signé par Diego Fernandes avec la CBF pour le recrutement du sélectionneur du Brésil respecte rigoureusement les normes de la CBF et de la FIFA".

D'après ce communiqué, il a joué le rôle de "consultant" et n'a pas eu le temps d'effectuer les démarches d'agent FIFA en raison du "court délai" pour recruter le nouveau sélectionneur, qui remplace Dorival Junior, limogé fin mars après la raclée historique 4-1 face à l'Argentine. Diego Fernandes ne recevra "le juste montant pour avoir joué le rôle d'intermédiaire" qu'une fois qu'il aura obtenu la licence. Selon les médias brésiliens, il empochera une commission de 1,2 million d'euros.

CHELSEA

Jadon Sancho pourrait finalement rester

Prêté par Manchester United avec option d'achat, Jadon Sancho a soufflé le chaud et le froid cette saison à Chelsea. Les Londoniens hésitaient sur la suite mais ont fini par rendre leur décision. Chelsea a fini cette nouvelle saison difficile sur une bonne note. Grand favori à la victoire finale en Ligue Europa Conférence, le club londonien s'est fait peur en première mi-temps contre le Betis avant de finir en roue libre et d'écraser le club espagnol 4-1. Entré à l'heure de jeu à la place de Pedro Neto, Jadon Sancho a contribué à ce succès en C4. Énergique et volontaire, il a même inscrit le 3e but d'une belle frappe enroulée, celui qui a définitivement mis son équipe à l'abri. De quoi terminer son aventure chez les Blues sur une bonne note ? Il faut rappeler que l'ailier de 25 ans n'est que prêté par Manchester United avec une option d'achat de 30 M€. Les conditions pour rendre cette option obligatoire ont déjà été remplies mais Chelsea a glissé une autre clause dans cet accord de prêt. Moyennant 6 M€, cette option peut sauter en guise de pénalité. C'est le chemin qui prenait jusque-là cette affaire. Après un bon début, Sancho est retombé dans ses travers.

CHELSEA VEUT CONSERVER SANCHO

À la fin de l'hiver, il suscitait pas mal de critiques, alors qu'il était en train de perdre sa place dans le onze d'Enzo Maresca. Après 42 apparitions toutes compétitions confondues pour 5 buts et 10 passes décisives (la moitié de ses statistiques ont eu lieu en Ligue Europa Conférence), l'international anglais (23 sélections, 3 buts) allait être fixé sur son sort «dans les prochaines 24 ou 48 heures», indiquait Maresca en début de semaine. «Nous parlerons de l'avenir, mais aucune décision n'a été prise concernant Jadon.» La finale de Ligue Europa Conférence a peut-être joué en la faveur de l'ancien joueur du BvB. Selon les informations de Sky Sports, Chelsea souhaite le converser à long terme. La direction a pris contact avec ses représentants pour discuter des termes d'un accord. Mais les Blues préviennent, il faudra revoir les émoluments à la baisse. Sa politique salariale et contractuelle n'est pas la même qu'à Manchester United. Ils privilégient des contrats à très longue durée et des salaires fixes plutôt bas mais incitatifs sur des objectifs collectifs et personnels.

JUVENTUS

Gian Piero Gasperini futur coach ?

Pas grand monde ne l'avait vu venir mais Gian Piero Gasperini est désormais le favori pour devenir le futur entraîneur de la Juventus. L'Italie et la Serie A nous réservent décidément bien des surprises. La valse des entraîneurs se poursuit et avec elle son lot de rebondissements. Annoncé vers un retour à la Juventus, Antonio Conte devrait finalement rester du côté de Naples, qui lui promet un énorme budget mercato. Il faut dire que la quête du 4e scudetto de l'histoire des Partenopei donne des ailes pour bien figurer en Ligue des Champions. Ce retournement de situation a tout de même des conséquences, encore insoupçonnées pour la plupart des suiveurs. La première concerne Massimiliano Allegri. Proche du Napoli pour prendre la suite de Conte, le technicien a finalement pris la direction de l'AC Milan où il avait déjà officié entre 2010 et 2014. Il a signé un contrat de deux ans (+ une année en option), c'est officiel depuis ce vendredi matin. Voilà déjà un premier cas de réglé mais il en reste encore d'autres. Un banc s'est d'ailleurs libéré ces dernières heures. C'est celui de la Fiorentina avec le départ surprise de Raffaele Palladino, alors qu'il avait prolongé pour une saison de plus (2027) il y a seulement trois semaines.

L'OPTION GASPERINI ARRIVE EN FORCE

La Roma voudra peut-être l'attirer… C'est la dernière nouvelle en date. La Louve semblait bien partie pour faire venir Gian Piero Gasperini à la rentrée prochaine. Le coach de 67 ans a même été aperçu hier en train de déjeuner avec les représentants sportifs romains, Claudio Ranieri et Florent Ghisolfi, dans un restaurant de Florence. Même s'il lui reste un an de contrat à l'Atalanta, il a déjà fait part de son désir de s'en aller. Quelque chose s'est cassé depuis l'affaire du pénalty manqué d'Ademola Lookman en Ligue des Champions.

Mais à en croire les dernières informations de la Gazzetta dello Sport, Gasperini ne prend pas la direction de Rome mais de Turin. «Il est désormais en pole position pour le banc de la Juventus», écrit le journal au papier rose. Longtemps entraîneur chez les jeunes juventini (1994-2003), il rêve de diriger l'équipe première et aurait les faveurs de la nouvelle direction incarnée par Damien Comolli (sa venue n'a pas encore été officialisée) et Giorgio Chiellini. La décision de Conte de rester à Naples a augmenté la cote de Tudor, mais encore plus celle de Gasperini.

TUDOR A LES FAVEURS DE GIUNTOLI… QUI VA SE FAIRE VIRER

La Juventus y voit un autre atout à sa venue, celui de relancer Teun Koopmeiners. Plus grosse recrue du club l'été dernier (60 M€), le milieu de terrain est en perdition depuis qu'il a posé ses valises dans le Piémont. Le dossier de l'entraîneur n'est pas encore bouclé cependant. Igor Tudor sera bien sur le banc durant la Coupe du Monde des Clubs mais son principal soutien au club, le directeur sportif, Cristiano Giuntoli, est sur le point d'être viré. Une dernière mise au point est prévue ce lundi afin de tout mettre au clair. La Serie A nous réserve bien des surprises.

LIVERPOOL

Jérémie Frimpong première recrue

Le latéral droit international néerlandais du Bayer Leverkusen, Jérémie Frimpong, s'est engagé vendredi avec Liverpool, où il est appelé à combler le vide laissé par l'Anglais Trent Alexander-Arnold, ayant rejoint le Real Madrid. Le joueur de 24 ans a signé "un contrat à long terme" vendredi "après avoir passé avec succès la visite médicale", a annoncé Liverpool dans un communiqué. "Tout s'est bien passé. Liverpool est venu me dire qu'ils étaient intéressés, et pour moi, il n'y avait aucune question à se poser", a commenté l'intéressé, "très enthousiaste" à l'idée d'être entraîné par son compatriote Arne Slot. Selon les médias allemand et anglais, le champion d'Angleterre 2025 a activé la clause libératoire, évaluée autour de 35 millions d'euros, pour recruter Frimpong. Il débarque dans un club tout juste orphelin d'Alexander-Arnold, le talent local, formé à Liverpool où il a tout gagné, avant de partir cet été à l'issue de son contrat. Passé par le centre de formation de Manchester City (2010-2019), Frimpong a rejoint le Celtic Glasgow en septembre 2019 avant de s'engager, en janvier 2021, avec le Bayer Leverkusen, où il était sous contrat jusqu'à l'été 2028. Sur les rives du Rhin, Frimpong est rapidement devenu titulaire à l'arrivée de Gerardo Seoane sur le banc, à partir de l'été 2021. Il a ensuite été l'un des éléments de base de l'effectif de Xabi Alonso, successeur du Suisse fin septembre 2022. Lors de la saison 2023/2024 presque parfaite avec Leverkusen -une seule défaite en finale de la Ligue Europa, en 53 matchs joués, et un doublé Bundesliga/Coupe-, il a formé un redoutable duo de pistons avec Alejandro Grimaldo, le Néerlandais occupant le côté droit et l'Espagnol le gauche.

ARGENTINE

Angel Di Maria de retour au pays pour la fin de sa carrière

Le champion du monde argentin Angel Di Maria, passé par le Real Madrid, Manchester United ou le Paris SG, revient à 37 ans dans son club formateur de Rosario Central, après une annonce de transfert avortée l'année dernière sur fond de menaces de racket, a annoncé jeudi le club de 1ère division argentine. "Notre histoire ensemble a encore des pages à écrire", s'est enthousiasmé Rosario Central sur ses réseaux sociaux, accompagnant l'annonce d'une vidéo du gaucher argentin sous ses nouvelles couleurs. "Pour voler, nous aurons besoin de tes ailes. Bienvenue Angel, nous t'attendions", est-il ajouté. Angel Di Maria a simplement publié sur Instagram l'annonce de son arrivée par Rosario Central avec des emojis de cœurs bleu et jaune, les couleurs de l'équipe. Di Maria renonce à des propositions dans le championnat d'Arabie saoudite et a fait des adieux chargés de larmes à Benfica après la finale de la Coupe du Portugal perdue contre le Sporting de Lisbonne la semaine dernière.

ELLES ONT RÉUNI PLUS DE 5.000 DÉLÉGUÉS ISSUS DE 91 PAYS

Fin des travaux des Assemblées annuelles de la BAD à Abidjan

Les travaux des Assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) se sont achevés, à Abidjan (Côte d'Ivoire), avec l'adoption des rapports de l'exercice écoulé et le renouvellement des principales instances de gouvernance de l'institution.

Ph : DR

Une cérémonie officielle de clôture a marqué la fin de ces rencontres, organisées du 26 au 30 mai, qui ont réuni plus de 5.000 délégués issus de 91 pays – un record de participation, selon les responsables de l'institution. Dans son discours de clôture, le président sortant de la BAD, Akinwumi Adesina, a qualifié ces assemblées de moment propice à la réflexion, aux échanges et à la valorisation des réalisations du Groupe. "Durant les séances plénières et les événements parallèles, nous avons exploré les moyens de mobiliser davantage de capitaux, tant à l'échelle mondiale que nationale, pour le développement de l'Afrique. Vos recommandations, chers gouverneurs, ont été précieuses", a-t-il déclaré. M. Adesina a également salué la signature d'un accord avec le ministre nigérian des Finances portant sur la prolongation du Fonds spécial du Nigéria – une entité affiliée à la BAD – doté d'une enveloppe supplémentaire de 500 millions de dollars sur une période de 15 ans. Félicitant son équipe pour le travail accompli, il a exprimé sa fierté pour ses deux mandats "extraordinaires" à la tête de l'institution, avant de souhaiter plein succès à son successeur, Sidi Ould Tah, se disant "convaincu qu'il poursuivra les réalisations collectives des dix dernières années". De son côté, le secrétaire général de la BAD, Vincent O. Nmehielle, a salué des assises "très fructueuses" et "réussies", mettant en avant la qualité des débats et l'élection du neuvième président du Groupe, Sidi Ould Tah. Lors de la cérémonie, les membres sortants du Conseil d'administration et du bureau exécutif ont été honorés pour leurs services par la ministre ivoirienne de l'Economie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba, également gouverneure de la BAD pour la Côte d'Ivoire et présidente du Conseil des gouverneurs, qui présidait la séance au nom du président Alassane Ouattara. Les nouveaux membres du bureau exécutif du Conseil d'administration ont ensuite été présentés à la tribune. La cérémonie a également été marquée par la diffusion de messages vidéo de félicitations du président de la Banque mondiale, Ajay Banga, et de la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala. Il a par ailleurs été annoncé que les prochaines assemblées annuelles de la BAD se tiendront en République du Congo, du 25 au 29 mai 2026. Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, qui a conduit la délégation algérienne en sa qualité de gouverneur pour l'Algérie auprès du Groupe de la BAD, a pris part à cette cérémonie de clôture.

R. I.

SOUDAN

Six morts dans un bombardement sur un hôpital imputé aux FSR

Six personnes ont été tuées vendredi lors d'un bombardement imputé aux Forces de soutien rapide (FSR) dans le centre du Soudan, pays également confronté à une épidémie de choléra qui a fait des dizaines de morts ces derniers jours. "La milice a lancé une frappe de drone sur l'hôpital de l'Assurance sociale (de la ville d'El-Obeid), faisant six morts et douze blessés", a déclaré à une source au sein de l'armée, en référence aux Forces de soutien rapide (FSR). En guerre contre l'armée depuis avril 2023, les Forces de soutien rapide (FSR) ont également mené des attaques dans des "quartiers habités avec de l'artillerie lourde", ciblant notamment un deuxième hôpital, a ajouté cette source. Une source médicale à l'hôpital principal d'El-Obeid a confirmé le bilan de six morts, précisant que l'hôpital de l'Assurance sociale avait dû fermer en raison des dégâts causés par la frappe.

Ces dernières semaines, les éléments des FSR ont intensifié leurs attaques contre El-Facher, dernier grand centre urbain du Darfour encore contrôlé par l'armée, et des camps de déplacés proches. Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU a déclaré jeudi que son centre dans cette ville avait été "endommagé par les bombardements répétés" des FSR.

La guerre a fait des dizaines de milliers de morts, déplacé 13 millions de personnes et provoqué ce que l'ONU a décrit comme "la pire crise humanitaire" en cours dans le monde. Le ministère soudanais de la Santé a indiqué jeudi qu'une flambée de choléra avait déjà causé 70 décès en deux jours dans la capitale Khartoum. Selon l'Unicef, l'agence des Nations unies pour l'enfance, plus d'un million d'enfants risquent de contracter le choléra dans l'Etat de Khartoum. Ce seul Etat a enregistré depuis le début de l'année plus de 7.700 cas, dont 1.000 enfants de moins de cinq ans, et 185 morts, d'après cette source. Mais le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) redoute un bilan réel plus lourd. La propagation de la maladie risque d'empirer avec la saison des pluies qui débute en juin et entrave l'aide humanitaire.

R. I.

RD CONGO

Plus de 290 écoles endommagées ou détruites dans l'est du pays depuis le début de l'année

Plus de 290 établissements scolaires ont été détruits ou endommagés depuis janvier 2025 dans la province de l'Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en raison des conflits armés et des violences intercommunautaires, a annoncé le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). "La recrudescence des combats, les tensions interethniques et les déplacements massifs de population compromettent gravement l'accès à l'éducation pour des centaines de milliers d'enfants en Ituri", a déclaré l'Unicef. Depuis le début de l'année, "plus de 290 écoles ont été détruites ou gravement endommagées, empêchant quelque 130.000 élèves de suivre leur cursus scolaire". Selon l'organisation, "dans l'ensemble de l'est du pays incluant les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika, le nombre d'enfants touchés par le conflit et déscolarisés dépasse désormais 1,8 million". Au cours des quatre premiers mois de l'année, la flambée de violence en Ituri a entraîné le déplacement de plus de 100.000 personnes, dont environ la moitié sont des enfants. Au moins 205 civils ont été tués, tandis que les violations graves des droits des enfants - enlèvements, mutilations, violences sexuelles, enrôlements forcés dans des groupes armés - ont bondi de 32% par rapport à la même période en 2024. L'Unicef appelle la communauté internationale à mobiliser 57 millions de dollars "pour répondre à l'urgence humanitaire dans l'est de la RDC". A ce jour, 35,6 millions ont été collectés. Sans un financement additionnel rapide, les interventions en faveur des enfants et des familles vulnérables "sont gravement compromises", alerte l'agence onusienne. La dégradation de la situation sécuritaire est en grande partie liée à l'intensification des activités des groupes armés, en particulier le Mouvement du 23 mars (M23).

GABON

Annonce de la fin des exportations de manganèse brut d'ici 2029

Le pays a pris un virage historique en actant l'interdiction des exportations de manganèse à partir du 1er janvier 2029, par l'annonce vendredi dernier, du président du 2e producteur mondial de ce minerai pour sortir le Gabon du simple rôle d'un simple fournisseur de matières premières . Décision visant, selon les médias locaux, à créer une valeur ajoutée, en procédant à la transformation localement de son manganèse, laquelle verra la création des emplois, la maîtriser toute la chaîne de valeur et générer ainsi plus de revenus pour le pays pour préparer son économie de demain et sortir de la dépendance étrangère. La décision porte également sur l'octroi d'une période de trois ans aux acteurs miniers pour s'adapter à cette mesure, notamment en injectant des investissements dans des usines de transformation, la formation des compétences et intégration dans cette nouvelle dynamique industrielle à l'horizon 2029.

R. I.

SOUDAN DU SUD

Le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge l'embargo sur les armes

Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé d'un an l'embargo sur les armes et les sanctions individuelles imposées depuis 2018 au Soudan du Sud. Le Conseil s'inquiète de la "poursuite continue de l'intensification de la violence", et insiste sur la nécessité pour les parties d'"éviter une rechute dans un conflit généralisé". Dans ce contexte, la résolution prolonge l'embargo sur les armes jusqu'au 31 mai 2026. Elle prolonge également l'assouplissement mis en place en 2023 qui permet que le transfert de matériel militaire non létal destiné à la mise en œuvre de l'accord de paix de 2018 soit possible sans notification préalable. Le Conseil note aussi être prêt à "revoir" ultérieurement l'embargo, y compris envisager sa levée progressive en fonction des progrès accomplis. Mais à ce stade, il estime que ses violations risquent d'"alimenter" le conflit. "La levée des sanctions et de l'embargo sur les armes n'est pas seulement une question de sécurité nationale et de souveraineté, mais aussi une question d'opportunité économique et de dignité", a insisté l'ambassadrice sud-soudanaise Cecilia Adeng, déplorant l'issue du vote. Le Soudan du Sud, qui a acquis son indépendance en 2011, a été plongé dans une violente guerre civile entre 2013 et 2018 qui a fait quelque 400.000 morts et quatre millions de déplacés.

R. I.

PUB

MEXIQUE

Dix ex-militaires colombiens arrêtés après l'explosion qui a tué six soldats

Dix ex-militaires colombiens ont été arrêtés dans l'ouest du Mexique où sévit un puissant cartel de narcotrafiquants, ont indiqué l'armée et le gouvernement local, quelques jours après l'explosion d'une mine antipersonnel qui a tué six militaires mexicains.

Ph: DR

Au total "17 personnes ont été arrêtées, dont 12 de nationalité étrangère, parmi lesquelles 10 sont d'anciens militaires", a indiqué l'armée. Le gouvernement de l'Etat de Michoacan (ouest) a précisé de son côté que les anciens militaires étaient "de nationalité colombienne". L'explosion mardi d'une mine au passage d'un véhicule blindé de la Garde nationale a tué six militaires, selon un rapport de l'armée. Des avions et hélicoptères militaires avaient été déployés pour secourir les victimes, est-il ajouté. L'arrestation des 17 personnes a été menée dans la zone de Los Reyes, zone frontalière de Michoacan avec l'Etat de Jalisco, où opère l'un des cartels les plus puissants du Mexique, le cartel Jalisco Nouvelle Génération (CJNG). Outre les 17 personnes arrêtées, l'Armée a saisi 41 explosifs et des fusils d'assaut. La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a jugé mercredi "déplorable" la mort des militaires et condamné l'utilisation "d'engins explosifs" contre les forces de sécurité. Plusieurs soldats ont été tués dans des explosions similaires par le passé. En octobre 2023, les autorités du Michoacan avait déjà annoncé le démantèlement d'une "cellule colombienne" qui s'était spécialisée dans la "fabrication d'explosifs avec des drones". La présence de Colombiens dans les cartels mexicains a augmenté ces dernières années, d'après les autorités et des spécialistes. Le désarmement de la guérilla des Farc en 2017 et la diminution du budget de la défense expliquent cet afflux de mercenaires colombiens, explique le consultant en sécurité David Saucedo. En 2023, des tueurs à gage colombiens ont tué en Equateur le candidat à l'élection présidentielle Fernando Villavicencio. En 2021, des mercenaires colombiens ont assassiné le président haïtien Jovenel Moïse.

R.I

APRÈS L'ÉCLATEMENT D'UN SCANDALE LIÉ AUX BITCOINS

Le ministre tchèque de la justice démissionne

Le ministre tchèque de la Justice, Pavel Blazek, a présenté vendredi sa démission après que son ministère a reçu 40 millions d'euros en bitcoins appartenant à un trafiquant de drogue. Le ministère de M. Blazek a reçu cette somme en bitcoins d'un homme qui avait purgé quatre ans de prison pour détournement de fonds, trafic de drogue et possession illégale d'arme jusqu'en 2021. Le ministère a ensuite vendu cette année aux enchères ces bitcoins contre des couronnes tchèques, a expliqué M. Blazek. L'origine de l'argent est inconnue, mais M. Blazek a déclaré que les tribunaux n'avaient jamais prouvé qu'il provenait d'une activité criminelle. "Je n'ai connaissance d'aucun acte illégal. Mais je ne veux pas ternir la réputation de la coalition gouvernementale", a-t-il déclaré sur X vendredi. Ce scandale fait l'objet d'une enquête pour abus de pouvoir et blanchiment d'argent. M. Blazek, 56 ans, est membre du Parti démocratique civique (ODS, droite) du Premier ministre Petr Fiala, qui dirige la coalition gouvernementale de centre droit formée après les élections de 2021. L'opposition avait appelé M. Blazek à démissionner après la publication mercredi des informations sur ce scandale. M. Fiala a déclaré sur X qu'il était convaincu que M. Blazek avait agi "de bonne foi" et qu'il considérait sa démission comme une "décision responsable". La République tchèque, pays membre de l'UE et de l'OTAN comptant 10,9 millions d'habitants, se prépare à des élections générales prévues les 3 et 4 octobre. Le mouvement d'opposition ANO de l'ancien Premier ministre milliardaire Andrej Babis est crédité par les sondages de plus de 30% des intentions de votes, devant l'ODS, deuxième, avec environ 20%.

R.I

LE MAE JAPONAIS SUR LES DROITS DE DOUANES

«Des progrès dans les discussions avec Washington»

Le Japon et les Etats-Unis ont fait des progrès dans leurs négociations commerciales, convenant de tenir de nouvelles discussions avant le sommet du G7 le mois prochain, a déclaré hier le ministère japonais des Affaires étrangères. "Les discussions en vue de parvenir à un accord ont progressé", a indiqué le ministère dans un communiqué, soulignant que "le Japon et les Etats-Unis (avaient) atteint une bonne compréhension mutuelle de leurs positions respectives". Lors de discussions à Washington entre le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, le secrétaire américain au Commerce, Howard Lutnick, et le négociateur de Tokyo, Ryosei Akazawa, ce dernier a "insisté pour que les Etats-Unis reconsidèrent leur série de mesures tarifaires", ajoute le communiqué. Les deux parties sont convenues de tenir de nouvelles discussions en vue d'un accord avant le sommet du G7 en juin au Canada, selon Tokyo. A l'issue de ces pourparlers, M. Akazawa a déclaré à des médias nippons qu'il avait exigé que les mesures tarifaires soient "immédiatement réexaminées", affirmant que si les discussions "allaient dans ce sens, alors nous pourrions nous mettre d'accord, autrement, il serait difficile de parvenir à un accord". M. Bessent a pour sa part souligné auprès de M. Akazawa "l'importance d'aborder les mesures tarifaires et non tarifaires, d'augmenter les investissements et de travailler ensemble", a déclaré dans un communiqué le département du Trésor. Le Japon est visé depuis début avril, à l'instar d'autres pays, par des taxes douanières américaines de 10%, mais aussi par des surtaxes de 25% sur l'automobile et l'acier. Or, l'automobile a représenté l'an dernier environ 28% des exportations japonaises à destination des Etats-Unis, et représente un emploi sur huit dans le pays. Dans cette guerre commerciale, lancée par l'administration Trump, le Japon est également menacé d'une surtaxe "réciproque" de 24% sur toutes ses exportations, mise en pause jusqu'à début juillet. Le PIB de la quatrième économie mondiale s'est contracté de 0,2% au premier trimestre 2025 alors que l'inflation était de 3,5% sur un an en avril.

R. I.

PREMIÈRE ÉCONOMIE D'AMÉRIQUE LATINE

Le Brésil enregistre une croissance de 1,4% au premier trimestre

Le Brésil, première économie d'Amérique Latine, a enregistré une croissance de 1,4% au premier trimestre, grâce notamment à un rebond spectaculaire du secteur agricole, selon les données officielles publiées vendredi. Ce résultat est légèrement inférieur à la médiane des prévisions des spécialistes consultés par le quotidien économique Valor, qui tablaient sur une progression de 1,5% du Produit intérieur brut (PIB) lors des trois premiers mois de l'année. Cette croissance a largement été tirée par le secteur agricole et son rebond de 12,2%, après un recul de 4,4% au quatrième trimestre de 2024, en raison surtout d'une sécheresse historique qui a touché le Brésil l'an dernier. La performance de l'agriculture est due notamment à des récoltes exceptionnelles de soja et de maïs, qui permettent habituellement à ce secteur d'avoir un fort impact sur le PIB lors des premiers mois de l'année. "L'agriculture bénéficie de conditions climatiques favorables, surtout quand on les compare avec celles de l'année dernière. Une récolte record de soja, notre produit agricole le plus important, est attendue", explique Rebeca Palis, de l'institut de statistiques IBGE, citée dans un communiqué. Le secteur des services (+0,3%) a également contribué à la croissance au premier trimestre, tandis que l'industrie a enregistré un léger recul (-0,1%). La consommation des ménages a augmenté de 2,6%, tirée par l'augmentation des salaires malgré l'inflation et la hausse des taux d'intérêts, selon l'IBGE. Sur un an, le PIB brésilien a progressé de 2,9%, l'agriculture tirant clairement son épingle du jeu (+10,2%), suivi de l'industrie (+2,4%) et des services (+2,1).

R. I.

SERBIE

Des milliers de manifestants à Belgrade pour des législatives anticipées

Des milliers de manifestants, dont de nombreux étudiants, ont défilé vendredi dans le centre de Belgrade pour exiger du président serbe Aleksandar Vucic qu'il convoque des élections législatives anticipées. Jeudi les étudiants ont averti que la pression allait augmenter, annonçant pour la journée d'aujourd'hui, des manifestations dans 30 villes du pays. Ce pays des Balkans est secoué depuis six mois par une vague de manifestations suscitée par l'effondrement meurtrier de l'auvent d'une gare tout juste rénovée, qui avait fait 16 morts en novembre à Novi Sad (nord). Les étudiants contestataires ont appelé en mai à des législatives anticipées, estimant que le gouvernement avait échoué à répondre à leurs demandes sur la recherche des responsabilités dans l'accident. Vendredi, les manifestants ont scandé "Nous voulons des élections!", devant le siège du gouvernement et celui du Parquet. Ils ont distribué des tracts avec le programme des élections, disant qu'ils défendent la Serbie en tant qu'Etat avec des institutions indépendantes qui "font leur travail". Le président serbe Aleksandar Vucic, qui visitait un village de l'est de la Serbie vendredi, a déclaré qu'il convoquerait des élections "lorsque les préparatifs de l'EXPO seront terminés". L'exposition internationale EXPO devrait se tenir à Belgrade de mai à août 2027. M. Vucic avait auparavant répété à plusieurs reprises que, selon lui, cette question était "close". La vague de contestation a débuté fin 2024 quand les étudiants serbes ont exigé une enquête transparente sur la tragédie de Novi Sad. Ils ont aussi exigé que des poursuites soient engagées contre les responsables des attaques contre des manifestants, que les accusations contre des étudiants arrêtés soient levées, et une enquête sur le recours présumé à un canon à son contre les manifestations en mars.

R. I.

CHINE

L'activité manufacturière se contracte pour le deuxième mois de suite

L'activité manufacturière chinoise s'est contractée en mai pour le deuxième mois consécutif, en dépit de la trêve commerciale conclue entre Pékin et Washington, selon des données officielles publiées samedi. L'indice des directeurs d'achat (PMI), baromètre du monde industriel, s'est établi à 49,5 en mai, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Un indice supérieur à 50 témoigne d'une croissance de l'activité manufacturière et, en deçà, d'une contraction. Le PMI de mai est légèrement supérieur à celui d'avril (49), période où l'activité manufacturière chinoise s'était contractée une première fois après avoir connu en mars son taux de croissance le plus élevé en un an. L'indice PMI non manufacturier, qui mesure l'activité du secteur des services, s'est établi à 50,3, contre 50,4 en avril. Les Etats-Unis et la Chine sont convenus en mai de suspendre pendant 90 jours les droits de douane qu'ils s'imposaient mutuellement, une désescalade surprise en pleine guerre commerciale obtenue au terme de pourparlers à Genève. Dans le cadre de la trêve commerciale, les deux puissances mondiales se sont mis d'accord pour ramener leurs droits de douane respectivement de 145% à 30% sur les produits chinois et de 125% à 10% sur les produits américains.

R. I.

FACE AU DÉSENGAGEMENT « POTENTIEL » DES ÉTATS-UNIS

« L'Europe forcée d'exister sans l'ombre américaine » selon le *Telegraph*

Face au désengagement potentiel des États-Unis sous Donald Trump, les Européens, pris de court, se débattent pour inventer un soutien durable à l'Ukraine.

Entre peur d'agir seuls et crainte de froisser Washington, ils s'enferment dans des calculs, préférant une «aide durable» à un engagement militaire, selon le Telegraph. Alors que les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, menacent de retirer leur soutien militaire à l'Ukraine, une coalition européenne tente tant bien que mal de pallier cette potentielle défection. Selon des informations révélées par le Telegraph, une réunion récente à La Haye entre hauts responsables européens a clairement mis en évidence l'anxiété grandissante du continent face au retrait annoncé du principal allié stratégique. « Soyons réalistes et reconnaissons que les États-Unis ne seront jamais d'accord », a indiqué l'un des responsables occidentaux. La « coalition des volontaires », initialement mise en avant par Emmanuel Macron et Keir Starmer pour soutenir l'initiative américaine en faveur d'un cessez-le-feu, est désormais contrainte de réévaluer sa stratégie sans compter pleinement sur l'appui américain, souligne le Telegraph. Selon une autre source citée par le journal britannique, les Européens se préparent à fournir eux-mêmes à Kiev les moyens indispensables, alors même que l'aide américaine pourrait se limiter au partage de renseignements : « Il s'agissait principalement de savoir comment fournir le soutien nécessaire à l'Ukraine, en supposant que les États-Unis continueraient à ne fournir que quelques moyens spécifiques, comme les données de renseignement ». Ainsi, loin des grands discours initiaux, la coalition se voit contrainte à une prudente duplicité : continuer publiquement à soutenir l'approche américaine, par peur qu'un caprice du président américain ne soit fatal pour Kiev, tout en cherchant discrètement comment maintenir l'Ukraine à flot sans l'aide concrète de Washington, selon le Telegraph.

« LA COALITION DES VOLONTAIRES NE FAIT QUE SOULIGNER LA FAIBLESSE DES EUROPÉENS ET LEUR INDÉCISION FACE À L'AIDE À APPORTER À L'UKRAINE »

Face aux incertitudes américaines, le journal souligne que la France et la Grande-Bretagne se détournent progressivement de l'idée d'envoyer leurs propres troupes en Ukraine après un éventuel cessez-le-feu, préférant envisager une aide à long terme sans implication directe des États-Unis. La « coalition des volontaires » rassemble plus de 30 pays, principalement européens, qui envisagent leur participation à une éventuelle mission de maintien de la paix en Ukraine. La coordination est assurée par la France et le Royaume-Uni, selon une annonce faite début mars par le Premier ministre du Royaume Uni Keir Starmer. Le britannique Starmer, le président Macron et leurs homologues veulent clairement afficher leur force et leur soutien à l'Ukraine en suggérant que « l'Europe peut prendre le relais des États-Unis ». Mais «la coalition des volontaires» ne fait que souligner la faiblesse des Européens et leur indécision face à l'aide à apporter à l'Ukraine, selon l'article du Financial Times.

Forte sur le papier, fragile en réalité. C'est la conclusion de l'article du Financial Times publié hier, oncernant la « coalition des volontaires ». Malgré un nombre de réunions se succédant depuis février pour discuter de la manière de combler le vide laissé par le retrait américain et des déclarations quant au renforcement de la pression « sur la machine de guerre russe », rien n'en ressort en réalité. L'Europe souhaite fournir à l'Ukraine des équipements pour remplacer ceux que les États-Unis n'envoient plus, explique le Financial Times, mais elle peine à obtenir les armes nécessaires assez rapidement à un coût raisonnable. Beaucoup des engagements pris mettront des années à se concrétiser sur le champ de bataille. Quant aux sanctions promises contre la Russie pour avoir rejeté le cessez-le-feu, proposé début mai, elles se sont limitées à quelques désignations supplémentaires de navires transportant du pétrole russe par l'UE. Le plus gros problème de la coalition, selon le Financial Times, concerne la question des engagements militaires post-cessez-le-feu. Depuis que cette idée a été évoquée, le nombre envisagé de soldats est passé de plus de 100 000 à environ 20 000. Les déploiements proposés ne visent même plus la dissuasion en première ligne : les dirigeants débattent désormais d'une présence symbolique.

LES ARMÉES EUROPÉENNES AURAIENT DU MAL À COMBATTRE

À en croire le Financial Times, il y a un décalage entre les déclarations des dirigeants européens en faveur de Kiev et ce qu'ils sont réellement capables de faire, sans parler du fossé entre leurs discours et ce que leurs populations sont prêtes à accepter. Les dirigeants ne veulent pas admettre que des soldats français, britanniques ou allemands pourraient être envoyés en Ukraine afin de dissuader la Russie en impliquant automatiquement ces pays dans un éventuel conflit futur. Qui plus est, les armées européennes auraient du mal à combattre et n'auraient peut-être même plus grand-chose pour ce faire. Starmer, Macron et leurs homologues veulent clairement afficher leur force et leur soutien à l'Ukraine en suggérant que l'Europe peut prendre le relais des États-Unis. Mais à force de repousser sans cesse les limites – en réduisant les ambitions de déploiement et en multipliant les menaces creuses à l'égard de la Russie – les dirigeants européens montrent surtout leur faiblesse.

R. I.

TRUMP SUR LES DROITS DE DOUANES SUR L'ACIER ET L'ALUMINIUM

Les États Unis vont les doubler pour les porter à 50%

Le président américain Donald Trump a annoncé son intention de doubler les droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium, les portant à 50%, une mesure visant à protéger davantage l'industrie du pays face à la concurrence étrangère. M. Trump a fait cette annonce lors d'une visite à une usine d'U.S. Steel à West Mifflin, en Pennsylvanie, où un partenariat de 14 milliards de dollars entre U.S. Steel et Nippon Steel du Japon a été dévoilé. "Nous allons imposer une augmentation de 25%. Nous allons passer de 25% à 50% les droits de douane sur l'acier importé aux Etats-Unis", a déclaré M. Trump, cité par des médias locaux. "(Cela) renforcera encore plus la sécurité de l'industrie sidérurgique américaine.

Personne ne pourra contourner cela." Plus tard, M. Trump a confirmé cette décision dans un post sur sa plateforme Truth Social, précisant que le nouveau taux entrerait en vigueur le 4 juin. "Nos industries de l'acier et de l'aluminium reviennent comme jamais auparavant."

L'administration Trump avait déjà imposé des droits de douane massifs de 25% sur toutes les importations d'acier et d'aluminium le 12 mars, suscitant de vives critiques de la part de l'industrie automobile américaine.

Le Canada avait répondu par des mesures de rétorsion immédiates, tandis que l'Union européenne avait également annoncé des contre-tarifs avant de finalement les retirer. Des médias locaux ont souligné que cette hausse tarifaire pourrait entraîner une augmentation des prix des produits à base de métal, notamment les automobiles, les conserves et les équipements industriels.

R. I.

PUB

SUR L'EFFONDREMENT SPECTACULAIRE DU GLACIER SUISSE

« Un avertissement angoissant » selon des experts

L'effondrement spectaculaire du glacier de Birch, en Suisse, constitue un avertissement angoissant pour les populations qui vivent à l'ombre de glaciers fragiles sur la planète, en particulier en Asie, estiment des experts réunis au Tadjikistan. "Le changement climatique et son impact sur la cryosphère auront des répercussions croissantes sur les sociétés humaines, qui vivent près des glaciers, près de la cryosphère, et en dépendent d'une manière ou d'une autre", a déclaré Ali Neumann, conseiller en réduction des risques de catastrophes au sein de la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse. Car si le rôle du changement climatique dans le cas suisse doit encore être scientifiquement prouvé, il a un impact clair sur la cryosphère, la partie de la Terre où l'eau se fige en glace, a-t-il souligné, lors d'une conférence internationale sur les glaciers sous l'égide de l'ONU. L'évacuation préventive des 300 habitants du village de Blatten, en contrebas du Birch, a évité une catastrophe humaine, bien qu'une personne reste portée disparue. "Ce qui montre qu'avec les bonnes compétences, l'observation et la gestion d'une urgence, vous pouvez réduire significativement l'ampleur de ce type de catastrophe", constate M. Neumann. Pour Stefan Uhlenbrook, directeur du département Eau et Cryosphère à l'Organisation météorologique mondiale (OMM), cela montre la nécessité pour les régions vulnérables comme l'Himalaya de bien se préparer.

R. I.

AFGHANISTAN-PAKISTAN

Kaboul se félicite du « rapprochement diplomatique » avec Islamabad

Kaboul a salué hier "l'élévation des relations diplomatiques" avec le Pakistan, où le chef de la diplomatie talibane doit se rendre "dans les prochains jours", a indiqué hier, son bureau.
Les chargés d'affaires en poste à Kaboul et à Islamabad vont être élevés au rang d'ambassadeurs dans les deux capitales, a annoncé vendredi la diplomatie pakistanaise.
Le ministère afghan des Affaires étrangères a ensuite fait la même annonce.
"Cette élévation du niveau diplomatique entre l'Afghanistan et le Pakistan ouvre la voie à une coopération bilatérale renforcée dans de multiples domaines", a salué le ministère afghan des Affaires étrangères. Signe d'une volonté de relancer les liens, le chef de la diplomatie Amir Khan Muttaqi doit se rendre "dans les prochains jours" au Pakistan, a déclaré le porte-parole adjoint du ministère afghan des Affaires étrangères, Zia Ahmad Takal aux médias.

R. I.

OPÉRA D'ALGER

Projection du film historique "Chronique des Années de Braise"

La version restaurée du film historique "Chronique des Années de Braise" du réalisateur défunt Mohamed Lakhdar Hamina (1934-2025) a été projetée jeudi soir à Alger, lors d'une cérémonie d'hommage à l'occasion du 50e anniversaire de sa consécration par la Palme d'Or au Festival de Cannes en 1975.

Ph.: DR

Ont pris part à cette cérémonie organisée par le ministère de la Culture et des Arts, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le Conseiller du président de la République chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, M. Zoheir Bouamama, le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebiga, le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari, ainsi que le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaalani. A l'occasion de cette projection, le ministre de la Culture et des Arts a annoncé l'institution du "Prix Lakhdar Hamina pour la création en hommage à ce réalisateur universel et pour encourager les talents et le paysage cinématographique en Algérie qui connait un essor remarquable ces dernières années". Le prix récompensera chaque année les meilleurs films dans les catégories court et long métrages, et le film documentaire. Des prix seront décernés également aux meilleurs scénarios, interprétations et réalisations, a-t-il ajouté. Le ministre a qualifié le réalisateur Lakhdar Hamina de "personnalité exceptionnelle qui a marqué la scène culturelle par sa vision clairvoyante", estimant qu'il "a profondément cru en son pays l'Algérie et en a fait sa boussole et son guide" et que ses œuvres "sont ancrées dans la mémoire". Avec la disparition de Lakhdar Hamina, "il nous incombe de préserver et de célébrer son legs", a-t-il déclaré, rappelant à cette occasion que l'Institut national supérieur du cinéma de Koléa porte, depuis sa création, le nom de ce moudjahid et artiste, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le public présent a suivi pendant trois heures, la projection de la version restaurée du film "Chronique des Années de Braise", dont la réalisation a été financée par l'entreprise "Locas's Family" dans le cadre du projet "African film heritage", initié par "World cinéma project", la fondation africaine des réalisateurs et l'Unesco, en coopération avec la cinémathèque "Bologne". La version restaurée a mis en évidence les aspects esthétiques de l'image cinématographique sur laquelle a travaillé le défunt Lakhdar Hamina avec soin et qui a révélé son génie en tant qu'artisan d'une scénographie inspirante et porteuse d'un discours artistique et poétique profond. Le film est une épopée historique qui relate la tragédie du peuple algérien et ses conditions de vie sous le joug du colonisateur qui a utilisé la politique de la terre brulée pour diviser les familles algériennes et les priver de leurs terres, en leur infligeant les pires formes d'injustice et de discrimination. Mohamed Lakhdar Hamina avait filmé ces faits tragiques avec une haute technicité, mettant en avant la formation de la conscience nationale. Ont participé à ce film plusieurs figures artistiques, à l'instar de Larbi Zekkal, Hassan El-Hassani, Sid Ali Kouiret, Kalthoum, Nadia Talbi, Yahia Benmabrouk, Cheikh Nourredine et Boualem Rais et autres. A cette occasion, un documentaire de court métrage intitulé "Un homme exceptionnel", produit par la famille du regretté, a été projeté à cette occasion, suivi d'une lecture de poèmes populaires cités dans les films "Chroniques des Années de Braise" et "Vent de sable", avec les voix des artistes Hassan Kechache et Mohamed Mahboub.

ORAN

Lancement de la 5e édition du concours de la nouvelle "Oum Sihem"

L'association culturelle "Athar El-Abirine" d'Oran a lancé la cinquième édition du concours littéraire national dédié à la défunte écrivaine Oum Sihem, en reconnaissance de ses contributions à la littérature, a-t-on appris jeudi auprès de l'association. La réception des contributions des candidats pour ce concours de la nouvelle, organisé sous le slogan "L'écriture, un engagement et une responsabilité", débutera le 20 juin prochain pour une durée d'un mois, a-t-on fait savoir de même source. Les participants concourront pour le Prix de l'écrivaine et poétesse Amaria Bilel, connue dans le milieu littéraire sous le nom d'Oum Siham, a indiqué à l'APS, le président de l'association, Cherif Rouane. Les prix seront remis aux lauréats de ce concours ouvert à toutes les tranches d'âge, sous la supervision d'un jury composé d'auteurs spécialisés dans la nouvelle, à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération, a-t-il annoncé, rappelant que la quatrième édition du concours national de la nouvelle "Oum Sihem" avait enregistré plus de 100 participants. Le président de l'association "Athar El-Abirine" a également exprimé l'ambition de faire évoluer cet événement culturel d'un concours national à un concours arabe, en l'inscrivant, notamment, dans la liste des projets culturels soutenus par le ministère de la Culture et des Arts. La défunte écrivaine Oum Siham a, à son actif, un riche répertoire de recueils de poésie, dont "L'Abécédaire de Novembre", "Témoin de son époque", "Palestine" et d'autres poèmes glorifiant les exploits des moudjahidine et de martyrs de la Guerre de libération nationale, ainsi que la lutte du peuple palestinien.

TNA

La pièce de théâtre "Palestine trahie" présentée à Alger

"Palestine trahie", un spectacle de théâtre sur la lutte et la résilience du peuple palestinien mis en scène dans une conception contemporaine sur des textes de l'écrivain algérien Kateb Yacine, a été présenté jeudi soir à Alger. Produit en 2025 par le Théâtre régional de Tizi-Ouzou, le spectacle, accueilli au Théâtre national Mahieddiene-Bachtarzi (TNA), est mis en scène par Ahmed Rezzag, qui a travaillé sur une fusion de textes "Palestine trahie" et "Cadavre encerclé" de Kateb Yacine, et un traitement dramaturgique de Lamine Bahri. D'une durée de 65 minutes, le spectacle dénonce le "silence coupable" de certains et la "complicité" d'autres dans les crimes commis par l'occupant sioniste contre le peuple palestinien, à travers l'histoire d'un jeune palestinien, Mohamed Zeitoun, contraint d'abandonner sa terre et sa maison aux sionistes, le laissant confronté à un front de "conspirateurs". Sur scène, une vingtaine de comédiens issus notamment du Théâtre de Tizi Ouzou, ont rendu une prestation "réussie" devant un public qui a applaudi la performance des comédiens et des danseurs. Occupant tous les espaces scéniques, les comédiens dont Malek Fellag dans le rôle de "Moh Zeitoun", Belkacem Latari et Ouiza Nedjimi, ont brillamment incarné leurs rôles respectifs, en rendant un texte dense nourri d'une vision dramaturgique basée sur l'esthétique et un jeu "abouti". Optant pour une scénographie "mobile", faite d'un décor simple et fonctionnel, Ahmed Rezzag a conçu une mise en scène "savante" avec décors verticaux. "Cette mobilité était essentielle pour permettre des changements rapides entre les nombreux tableaux du spectacle et s'adapter aux différents lieux et situations suggérés dans le texte original à travers une interaction des différents éléments scéniques", explique le metteur en scène. La bande son et musique, signée Ismail Khaldi- qui a brillamment illustré les différentes atmosphères tragiques de la trame et les chorégraphies-, a accompagné l'action en devenant une partie intégrante du spectacle, soutenu par un éclairage "judicieux" fait de couleurs chaudes et froides, qui a participé davantage à recréer les différentes situations rendues dans le spectacle. La chorégraphie, œuvre de Guemiri Khadidja, a consisté en une combinaison de chorégraphies illustrant la détermination du peuple palestinien à résister et à se battre jusqu'à la victoire.

EPTV

Cérémonie en l'honneur du moudjahid artiste Akli Yahyaten

L'Etablissement public de Télévision (EPTV) a organisé, mercredi à Alger, une cérémonie en l'honneur du Moudjahid artiste Akli Yahyaten, en reconnaissance de son parcours artistique ainsi que de son rôle en faveur de la Cause nationale durant la Révolution de libération. Agé de 92 ans, Yahiaten a été distingué lors d'une cérémonie artistique organisée à l'hôtel El Aurassi, dans le cadre des préparatifs de la Journée nationale de l'Artiste, célébrée le 8 juin de chaque année, en présence du Directeur général de la Télévision algérienne, Mohamed Beghali, et d'une pléiade d'artistes, qui lui ont exprimé leur considération pour son art et son engagement.

La cérémonie sera diffusée, le 2e jour de l'Aïd al-Adha sur la Chaine 4 (TV4) de la télévision publique algérienne. Plusieurs jeunes voix artistiques, dont sa fille Nora Yahyaten, Abbes Nait Rzine, Nordina, Kamel Aziz, Makhlouf et Kamel Gharbi, y ont participé, interprétant un bouquet de chansons engagées de l'artiste moudjahid.

A cette occasion, M. Yahyaten s'est dit heureux et reconnaissant de cet hommage rendu par les générations de l'indépendance, affirmant avoir "tout fait pour servir l'Algérie et s'acquitter de son devoir national, car l'Algérie avait besoin de tous ses enfants pour obtenir son indépendance". Il a indiqué, se souvenant qu'il était membre de la fédération de France du Front de libération nationale (FLN), qu'il "sillonnait alors les cafés et les restaurants pour collecter des contributions financières pour la Révolution de libération", et qu'il "tenait également à présenter des chants patriotiques et engagés par lesquelles il semait l'amour de la patrie et contribuait à sensibiliser l'opinion publique à l'existence d'un peuple luttant pour s'affranchir de l'occupation".

De son côté, le directeur de la TV4, Kacem Bahmani, a estimé que l'hommage rendu à M. Yahyaten "se veut une distinction de soixante-dix (70) ans de créativité et de dévouement", et "un message clair que la Révolution algérienne a regroupé toutes les catégories de la société, y compris les artistes".

Il s'agit également, poursuit-il, d'une "halte pour se remémorer les hauts faits de toute une génération de grandes figures de l'art algérien authentique ayant contribué à la préservation de la Mémoire nationale". Né en 1933 à Tizi Ouzou, Akli Yahyaten s'est engagé très tôt dans l'action révolutionnaire et a été arrêté à plusieurs reprises par l'occupant français après la découverte de son activité de collecte de dons pour le FLN.

Yahyaten a à son actif des chansons intemporelles qui ont conquis le cœur de ses admirateurs, à commencer par sa première chanson "Djahagh Bezzaf" qu'il a composée pendant son incarcération à cause de son activité politique nationale en 1959, ainsi que "Zrigh Ezine di Michelet" et "Thamourt Idourar", et son chef-d'œuvre "El Menfi" qui raconte les souffrances des Algériens exilés en Nouvelle-Calédonie et est devenue l'une des chansons immortelles du patrimoine musical algérien.

PAR LYDIA ADEM

Recette du jour

Tlitli

Ingrédients :

- 2 ou 3 morceaux de poulet j'ai choisi des pilons
- 1 oignons hachée
- 1 tomate réduite en purée ou râpée
- 1 gousse d'ail écrasée
- 350 g de langue d'oiseau
- 1 feuille de laurier
- 1 poignée de pois chiche
- sel poivre
- 1/2 c-a-c de curcuma facultatif
- 1 c-a-c de paprika
- 1/2 c-a-c de cannelle
- 1/2 c-a-c de gingembre
- 1 c-a-soupe de concentre de tomate
- 1 cube de bouillon de poulet
- 2 oeufs cuits coupés en quartier

Comment préparer ce plat algérien par excellence :
Torréfiez légèrement les pâtes à la poêle avant de les cuire à la vapeur.
Dans une cocotte, chauffez l'huile et faites revenir le poulet jusqu'à ce qu'il prenne une belle couleur dorée.
Ajoutez l'oignon hachée ainsi que l'ail. Laissez revenir quelques minutes puis ajoutez les feuilles de laurier.
Ajoutez la purée ainsi que le concentre de tomate et les épices. Mélangez bien le tout.
Si vous utilisez les pois chiche trempées la veille ajoute-lez à ce moment. Si comme moi, vous utilisez les pois chiche en conserve, réservez-les à la fin de la cuisson.
Couvrez d'1 L d'eau et laissez cuire tranquillement à couvert environ 25-30min ou jusqu'à ce qu'a la cuisson du poulet.
Pendant ce temps, préparez les langues d'oiseau en les cuisant à la vapeur. Pour cela, il suffit de les cuire comme pour le couscous en utilisant un couscoussier, les enduire au préalable d'huile afin qu'elles ne collent pas entre-elles.
Placez les langue d'oiseaux dans le haut du couscoussier et laissez cuire 20 min à couvert. Passé ce temps, retirez-les du couscoussier et arrosez d'un verre d'eau puis séparez les pâte entre les mains comme pour le couscous et laissez reposer quelques minutes.
Remettez les pâtes à cuire de la même façon jusqu'à ce que vous obteniez des pâtes tendres.
En fin de cuisson, ajoutez la grosse poignée de pois chiche dans la sauce, puis laissez cuire encore 5 min.
Retirez les morceaux de poulet, les carottes ainsi que les feuilles de laurier.
Versez les pâtes dans la sauce et mélangez sans arrêt.
Retirez du feu, puis dressez dans une grande assiette les pâtes et garnir de poulet et carottez ainsi que de quartier d'oeuf.

Gâteau du Jour

DEVIL'S FOOD CAKE

INGRÉDIENTS

- 250 gr de farine
- 300 gr de sucre
- 65 gr de cacao non sucré
- Sel
- 8 gr de bicarbonate
- 5 gr de levure chimique
- 120 gr de beurre ramolli
- 1 yaourt nature (125 gr)
- 100 ml de lait
- Extrait de vanille
- 2 œufs
- 2 c à s de café lyophilisé
- 160 gr d'eau chaude

Pour la ganache chocolat
- 175 gr de chocolat noir
- 75 gr de chocolat au lait
- 300 gr de crème épaisse

Pour le glaçage
- 120 gr de chocolat noir
- 60 gr de chocolat au lait
- 45 gr de beurre

Préparation

Préchauffer le four thermostat 160°C.
Couvrir le fond du moule à manquer de papier sulfurisé et beurrer, fariner les bords. Dimension du moule : 20 x 8 cm
Dans le bol du pétrin, mélanger ensemble tous les ingrédients secs à savoir : la farine, le sucre, le cacao, la levure chimique et le bicarbonate, le sel.
Faire un puits, y ajouter le beurre, le yaourt, le lait, les œufs battus et la vanille.
Mélanger avec l'outil feuille jusqu'à obtenir une consistance lisse.
Faire bouillir l'eau et mélanger avec le café soluble et incorporer le à la préparation progressivement.
Arrêter lorsque le mélange est homogène. Verser la pâte à gâteau dans le moule.
Enfourner le gâteau pour environ 60 minutes.
Le gâteau est cuit lorsque la pointe d'un couteau ressort propre. Retirer du four et laisser refroidir avant de le démouler.
Couper le gâteau en deux moitiés égales. Réserver.
Pour la ganache, faire fondre au bain-marie les deux chocolats.
En parallèle faire chauffer la crème épaisse entière dans une casserole jusqu'à ébullition.
Retirer du feu et verser la crème sur le chocolat fondu et mélanger bien puis mettre au frais pour refroidissement.
La ganache va s'épaissir.
Répartir la moitié environ de la ganache sur le premier disque. puis couvrir avec le second disque.
Appuyer légèrement puis couvrir avec le reste de ganache.
Avec la spatule, donner un effet d'ondulation à la ganache et mettre au frais.
Au bain marie, faire fondre le chocolat noir et au lait puis incorporer le beurre et mélanger.
Laisser un peu refroidir avant de le couler et décorer le devil's food cake.

Conseil du jour

Maigrir vite

Mangez régulièrement.
Consommez des shakes minceur.
Réduisez votre consommation de sucre.
Consommez plus de protéines et de fibres.
Buvez de l'eau avant les repas.
Passez au café noir.
Évitez les aliments industriellement transformés.
Utilisez des assiettes de petite taille.

Le saviez-vous ?

SAVOIR SI TU AS FAIM

Pour savoir si tu as faim, demande-toi si tu as envie d'une pomme. Si la réponse est non, c'est juste que tu t'ennuies ou que tu souhaites manger par gourmandise, ce qui peut ralentir ta perte de poids.

Bon à savoir !

MASSAGE QUOTIDIEN VISAGE

Poser les paumes de mains sur ses joues, presser quelques secondes et relâcher. De même, une main sur le front, une main sur le menton, presser les paumes sur le visage quelques secondes et relâcher. Le drainage lymphatique du visage permet de stimuler les fonctions d'épurations du corps.

Astuce du jour:

Pour les cheveux gras

Versez 10 gouttes de l'huile essentielle de citron dans le pot de yaourt ;
Mélangez et appliquez sur l'ensemble de la chevelure ;
Laissez poser 10 minutes ;
Puis rincez et procédez à votre shampoing habituel.

CITATION DU JOUR

« Le meilleur chemin est toujours celui qui est le plus direct. »

Le Courrier d'Algérie
Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social : Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire : BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant : Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition : PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou : 3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. /Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct

HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA
DIMANCHE 1ER JUIN 2025 - PRIX : RIGHAZIA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 500 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Un 1500 mètres réservé aux chevaux classiques

L'hippodrome d'El Eulma organise ce jour, une course de galop de la même valeur soit le niveau physique et technique et parce que la grande majorité des coursiers ont presque le même cumul de gains, qui découdront sur une distance classique de 1500 mètres, et en parcourant la liste des concurrents en lice tous les chevaux présents ont prouvé leurs capacités dans des épreuves à caractère comme celle du jour, c'est l'un des premiers arguments qui laisse cette épreuve et ce pari mutuel difficile à trouver la bonne combinaison, car presque tous les acteurs présents ont la chance de se présenter sur le podium dans des situations comme celle du jour. Nous vous conseillons toutefois de voir du côté de leurs partenaires jockeys et plus encore les grandes écuries d'El Eulma, et même de Barika. Pour rappel cette course est réservée aux chevaux de 4 ans et plus n'ayant pas totalisé la somme de 386 000 DA cumulé en gains et places depuis le 1er janvier 2025.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
ML. ZAABOUB	1	SAIDA DE QUEZAC	H. ZAABOUB	58	6	PROPRIÉTAIRE
N. BOUCHELAGHEM	2	NASR WATEN	O. CHEBBAH	57	9	MED HAMIDI
ABZ. KHODJA	3	FARES D'HEM	AB. AIDA	57	4	PROPRIÉTAIRE
CB. MISSAOUI	4	ORGAID	A. KOUAOUCI	57	11	A. KOUAOUCI
S. DLIH	5	RAHILATE	AB. ATTALLAH	56	12	AM. LACHEHEB
M. ZAABOUB	6	JEMAAT EL KHEIR	A. HAMIDI	55	10	PROPRIÉTAIRE
D. LEMMADI	7	HAYTHAM (0)	MS. GUEHIOUCHE	55	1	MED HAMIDI
S. MEKIDECHE	8	FARIDIX	JJ : Y. MOUISSI	55	2	A. DJEBBAR
A. BERRAH	9	MAHDJOUBA	B. BERRAH	54	13	B. BERRAH
CH. AIDA	10	MANSOURATE EL MESK (0)	CH. ATTALLAH	54	7	CH. AIDA
S. BOUREGHDA	11	IMEN LAKRAD	A. HEBRI	54	3	MR. DJEBBAR
ME. DOUKHI	12	VAHISSANE	AP : S. ATTALLAH	53	8	PROPRIÉTAIRE
A. LEHAS	13	AARJOUNA	JJ : MA. AIDA	52	5	PROPRIÉTAIRE

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. SAIDA DE QUEZAC. Vu le lot présent cette coursière aura la tâche difficile.

2. NASR WATEN. Il ne faut pas le négligé suite à son échec lors de sa dernière sortie, car il a déjà prouvé dans des situations plus robustes.

3. FARES D'HEM. Ce mâle alezan de 7 ans, a repris, les courses par 2 victoires consécutives, il peut venir encore créer un autre exploit.

4. ORGAID. Ce mâle gris, est en super forme en ce moment à mon avis, une place lui est réservée sur le podium.

5. RAHILATE. Rien que pour la monte du très habile jockey AB. Attallah au coefficient de réussite élevé dans les épreuves à caractère, cette femelle de 5 ans fera partie des cinq premiers.

6. JEMAAT EL KHEIR. Cette coursière alezan de 8 ans à les moyens physiques et techniques pour venir occuper un accessit.

7. HAYTHAM. Méfiance, ce jeune mâle de 5 ans vient de changer son partenaire cette fois, Mustapha Guehiouche qui tient les rênes.

8. FARIDIX. Il reste sur une excellente 3ème place dans une distance qui lui va sur mesure, moins courte que celle d'aujourd'hui.

9. MAHDJOUBA. Cette jeune femelle de 4 ans, logiquement à son aise pour avoir une place sur les plus hautes marches du podium.

10. MANSOURATE EL MESK. Attention, l'efficace entraîneur CH. Aida a préféré le crack jockey CH. Attallah, qui pilote cette coursière de 7 ans.

11. IMEN LAKRAD. Au-dessous du lot.

12. VAHISSANE. Cette protégée de l'écurie Doukhi est en ce moment en pleine forme et cela suite à ses dernières sorties. Toujours dans l'argent depuis le début d'avril.

13. AARJOUNA. Cette belle femelle grise, à mon avis, elle peut venir chambouler l'arrivée. Méfiance, car elle à les moyens.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

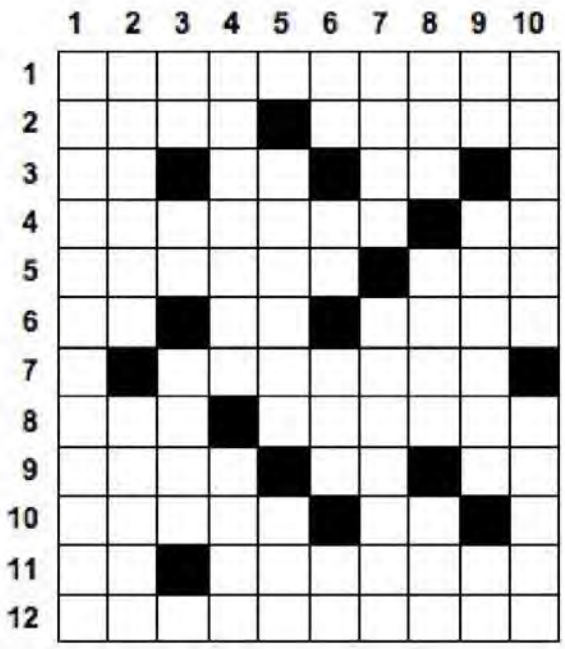
MON PRONOSTIC

5. RAHILATE - 9. MAHDJOUBA - 6. JEMAAT EL KHEIR - 13. AARJOUNA - 3. FARES D'HEM

LES CHANCES

2. NASR WATEN - 10. MANSOURATE EL MESK

Mots croisés



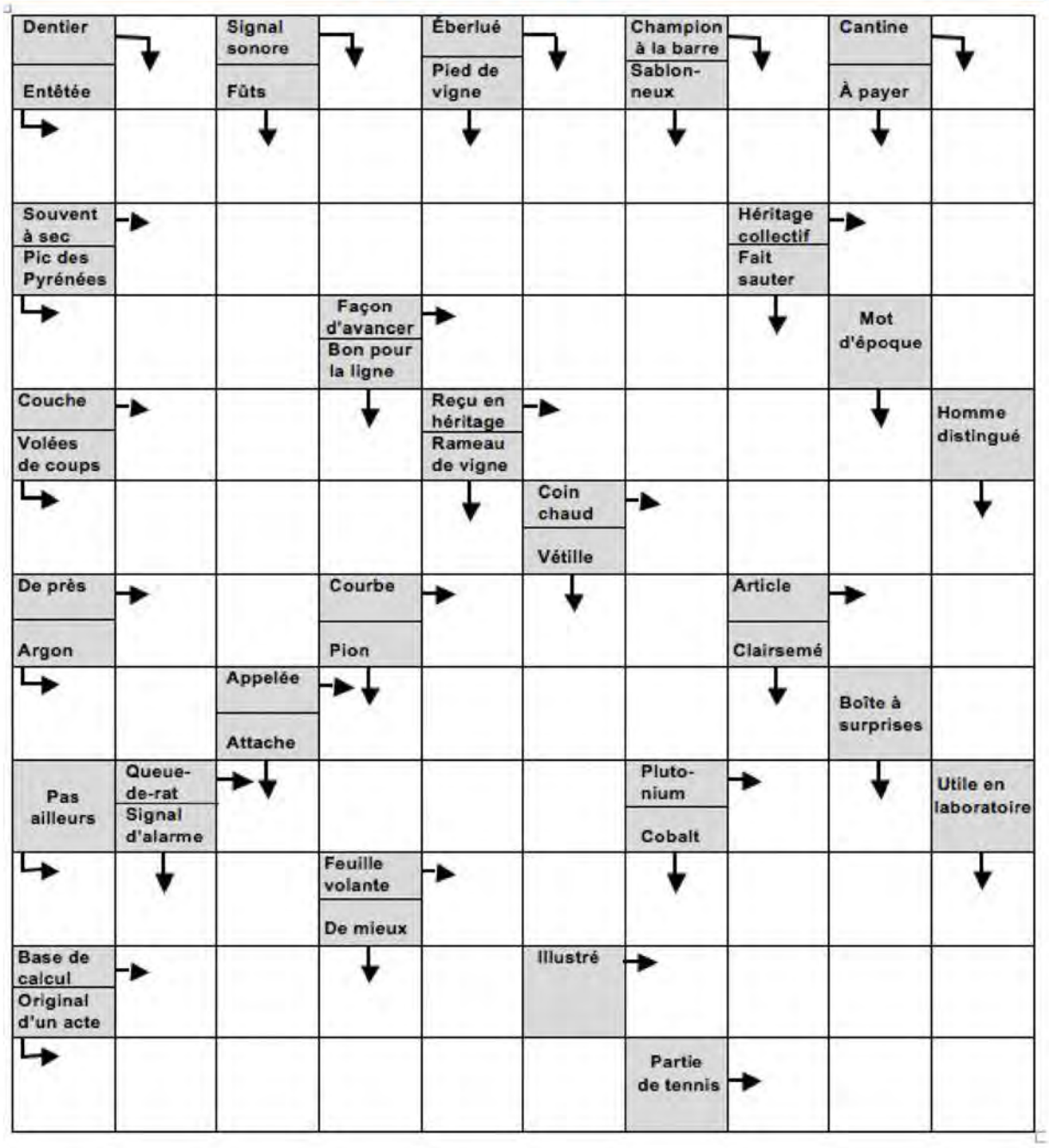
HORIZONTALEMENT

1 - Transpiration abondante - 2 - Prince - Ils partent en éclats - 3 - Suivent la théorie - Fin de participe - Double voyelle - 4 - Tourmente - Fleuve français - 5 - Papillon - Accent aigu - 6 - Degré - Travaux dirigés - Pièce du harnais - 7 - Alcaloïde - 8 - Lentille - Caution - 9 - Restaurant de quartier - Tantale - Indique le lieu - 10 - Tua le chef - Divinité de la Terre - 11 - En noir - Dégrevée - 12 - Hélianthes.

VERTICALEMENT

1 - Malversation - 2 - Viciée - Démodé - 3 - Bradype - Éblouissait ses adorateurs - Traverse de beaux quartiers - 4 - Orants - Finit en haut de l'affiche - 5 - Protections - Armée libératrice - 6 - Fait la chaîne - En panne - Période de chaleur dans la savane - Largeur de calicot - 7 - Bagatelle - Leurres - 8 - Tranche d'histoire - Cornet de crème glacée - Le moi - 9 - Réfléchi - Décidé - Article - 10 - Analyses - Places un œil.

Mots fléchés



Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Affaire obscure et embrouillée (6 lettres)

N	D	D	T	E	M	N	S	E	T	D	R	O	N	E	N	E	G
N	A	N	O	N	S	A	I	A	N	E	M	E	N	I	R	A	M
I	E	V	U	U	O	I	I	N	P	A	N	M	E	D	N	A	T
O	R	I	E	O	T	R	R	R	E	I	R	E	T	R	U	O	C
S	F	E	E	T	R	E	F	B	E	V	N	C	B	E	E	T	T
N	F	N	I	R	I	A	H	C	N	O	M	I	L	U	R	E	I
I	O	I	T	T	N	E	V	E	E	N	N	O	B	N	T	L	D
A	T	O	R	E	T	N	E	R	E	D	R	O	H	E	U	F	E
G	E	D	A	N	O	L	A	J	T	E	U	O	J	V	O	E	N
D	L	I	P	C	T	E	S	S	U	A	H	M	E	A	L	R	I
N	A	A	L	I	P	V	N	I	E	F	E	M	E	N	I	A	S
O	G	A	B	E	A	A	M	R	O	R	E	E	T	S	I	R	T
F	R	E	R	L	R	P	B	I	E	U	E	R	I	A	T	N	N
D	D	T	E	C	U	M	R	M	T	E	D	N	E	M	A	O	I
N	E	T	E	R	O	E	A	E	C	E	M	I	T	L	U	I	A
I	E	T	N	E	P	E	L	C	N	O	E	N	I	A	H	S	B
A	E	N	R	O	M	N	O	T	E	J	E	R	U	S	U	I	R
N	E	N	I	O	M	T	N	E	G	A	S	I	V	E	D	V	U

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

AGENT - AMENDE - AMERE - AVENUE - BENET - BONNE - BRISE - CHAIR - COURT - CRANE - DEBIT - DEVIS - DOUTE - ECRAN - EMEUTE - EVENT - FOIRE - FOND - FRONT - GAIN - GALET - GENE - HAINE - HAUSSE - HORDE - IDOINE - IMPUR - INEDIT - JALON - JETON - JOUET - LARD - LIMON - LOUTRE - MAIRE - MARINE - MOINE - MORNE - NAIN - NAVET - NORD - OFFRE - OMBRE - ONCLE - PARTIE - PENTE - PERTE - REFLET - RENTE - ROUND - SAINE - SAPIN - SOIN - TAIRE - TANDEM - TRISTE - ULTIME - URBAIN - USURE - VALET - VENIN - VISION.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Péricliter - 2. Épeire - Ode - 3. Rus - Utiles - 4. Trime - Glas - 5. Uélé - Âne - 6. Isère - RR - 7. Blesse - Our - 8. Aï - Estimée - 9. Têt - Aérée - 10. Uni - Ar - 11. Orée - Antre - 12. Nasses - Aïe !

VERTICALEMENT :

1. Perturbation - 2. Épure - Lie - Râ - 3. Résilié - Tues - 4. Il - Messe - Nés - 5. Crue - Essai - 6. Let - Arête - As - 7. Igné - Iran - 8. Tollé - Omerta - 9. Édéa - Ruée - Ri - 10. Resserré - Tee.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Répertorie - Cris - Rasé - Gaines - Sel - Lee - Il - Rs - Ac - Se - Ide - Ie - Rame - Atténue - Ep - Ripe - Eure - Paru - Essor - Nérée - Ede - Âtres - Réer.

VERTICALEMENT :

Récalcitrant - Prie - Étirer - Peines - Épure - Rse - Erne - es - At - Si - Au - EE - Or - Limées - Gras - Dé - Usée - Isère - Érode - Réels - Opérer.

MOTS MASQUÉS

SAUVAGEON

Déforestation : la Malaisie conteste son classement comme pays à risque moyen

La Malaisie conteste son classement par l'Union européenne (UE) comme pays à risque moyen en matière de déforestation, demandant à voir reconnus les "progrès" qu'elle estime avoir fait dans ce domaine. Le pays s'engage à travailler avec l'UE pour "présenter des preuves actualisées et basées sur la science " afin de soutenir sa demande de classement comme pays à "faible risque" et "une reconnaissance juste de nos progrès", a déclaré mercredi à Singapour son ministre des Plantations et des Matières premières Johari Abdul Ghani. Comme le Brésil ou l'Indonésie, la Malaisie a été classée pays à risque "moyen" par l'UE en matière de déforestation. Mais selon Johari Abdul Ghani, la classification de son pays est basée sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture de 2020. Or la Malaisie "a mis en oeuvre des politiques strictes contre la déforestation et développé (son) propre système de certification... qui garantit la traçabilité, la conformité" et l'inclusion des petits exploitants, a argumenté le ministre malaisien.

Aïd El-Adha : deux applications digitales pour faciliter la collecte des peaux de moutons

Le ministère de l'Industrie a annoncé mercredi le lancement de deux applications digitales destinées à faciliter l'opération de collecte des peaux de moutons à l'occasion de l'Aïd El Adha. La première, baptisée "Mriguel Hidora", permet aux citoyens d'identifier les points de collecte désignés par les autorités locales, via une carte interactive basée sur la géolocalisation. La seconde, "Moustafid", offre la possibilité de faire don de la peau en ligne. Un collecteur est alors dépêché au domicile du citoyen pour la récupérer, précise le ministère dans un communiqué. Cette opération, pilotée par les directions de l'Industrie de wilayas et le groupe

public Getex (textile et cuir), est menée en coordination avec plusieurs ministères (Intérieur, Energie, Affaires religieuses, Agriculture, Formation professionnelle, Commerce, Communication et Environnement), ainsi qu'avec des associations professionnelles et la société civile dans toutes les wilayas du pays. Elle vise à valoriser les ressources locales, notamment par une meilleure exploitation du cheptel national, la récupération de peaux comme matière première pour les industries du cuir, du textile, de la chaussure et de la maroquinerie.
Elle contribue également à la préservation de l'environnement, à la promotion de l'investissement local et à la réduction des importations.
Le ministère appelle les citoyens à une "contribution positive et organisée", en veillant à ne pas endommager la peau lors de l'écorchage, à éviter de la mouiller, et à saler correctement sa face interne avant de la déposer dans un point de collecte de proximité.

10 morts et 480 blessés sur les routes en 48 heures

Dix (10) personnes sont décédées et 480 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, a indiqué samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 2 morts et 7 blessés, dans deux accidents de la route, le premier causé par un carambolage entre 3 véhicules légers au niveau de l'autoroute Est-Ouest (un mort et 3 blessés), dans la commune d'El Eulma, alors que le second est survenu suite au dérapage d'un véhicule dans la Commune de Sétif (un mort et 4 blessés), précise la même source. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile ont repêché les corps sans vie de trois personnes, noyées en mer, ajoute le communiqué, précisant qu'il s'agit d'un enfant de 9 ans à Chlef, un adolescent de 15 ans à Skikda et un autre enfant de 9 ans à Mostaganem. En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 6 incendies urbains, industriels et divers au niveau des wilayas de Blida, Médéa, Adrar, Sétif, Mostaganem et Constantine, causant des gênes respiratoires à 2 personnes.

Sri Lanka: saisie de près de 10 kg de cocaïne à l'aéroport international de Bandaranaike

Les douanes du Sri Lanka ont arrêté vendredi une Thaïlandaise et saisi près de 10 kg de cocaïne, soit la plus grande quantité de cette drogue jamais interceptée à l'aéroport international de Bandaranaike, principal aéroport du pays, ont annoncé aux médias des responsables de cette infrastructure. La femme de 38 ans transportait près de 10 kg de cocaïne dissimulés dans trois jouets en peluche, a déclaré le directeur général adjoint des douanes Seevali Arukgoda. Il s'agit de la plus importante tentative d'introduction de cocaïne mise en échec par les douanes du Sri Lanka à l'aéroport international de Bandaranaike, a indiqué M.Arukgoda. La cocaïne, d'une valeur à la revente estimée à 1,72 million de dollars, avait été soigneusement emballée dans plus de 500 capsules en plastique. En mai, trois saisies d'un total de près de 60 kg de cannabis de synthèse ont été réalisées au Sri Lanka, et trois étrangers, de nationalité britannique, indienne et thaïlandaise, arrêtés dans le cadre d'affaires différentes.

Brésil : démantèlement d'un réseau présumé de tueurs à gage de juges

La police brésilienne a annoncé mercredi avoir arrêté cinq membres présumés d'une "organisation criminelle" soupçonnée de louer ses services pour espionner ou assassiner des personnalités de premier plan, y compris des juges de la Cour suprême. Cette opération policière a été menée dans le cadre d'une enquête sur l'homicide d'un avocat tué par balles en 2023 à Cuiaba (centre-

ouest). La Police fédérale a expliqué dans un communiqué qu'au cours de l'enquête, les agents ont "découvert l'existence d'une organisation criminelle pratiquant des crimes comme de l'espionnage ou des assassinats contre de l'argent". Jorge Messias, avocat-général de l'Union, chargé de la défense des intérêts juridiques de l'Etat brésilien, a affirmé sur le réseau social X que le réseau criminel présumé, composé de civils et de militaires, avait fixé un tarif de 250.000 réais (environ 39.000 euros) "pour espionner et assassiner des juges de la Cour suprême ou d'autres autorités". Il s'est dit "choqué par tant d'audace", dénonçant une "absurdité sans précédent dans le pays, alimentée par les discours de haine de ceux qui n'ont aucun respect pour la démocratie". Le président de la Cour suprême, Luis Roberto Barroso, a déclaré à l'AFP que l'enquête était "confidentielle", qu'elle était encore "dans sa phase initiale", et qu'il était "trop tôt pour tirer des conclusions". Un document saisi par la police montre un barème de tarifs selon le type de personnalité visée, prévoyant par exemple un montant de 100.000 réais pour un député et 150.000 pour un sénateur, selon le site d'informations G1. Le groupe, auto-intitulé "Commando C4", alias "Commando de chasse aux communistes, aux corrompus et aux criminels", envisageait d'avoir recours à des prostitués (hommes ou femmes) pour attirer ses cibles. Les plus hauts magistrats du Brésil ont fait l'objet de nombreuses menaces ces dernières années.

POUR IMPLICATION DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION

Un professeur hospitalo-universitaire arrêté à Annaba

Les éléments du service de recherche et d'investigation relevant du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Annaba ont procédé à l'arrestation d'un professeur hospitalo-universitaire, titulaire du grade de (professeur) en chirurgie orthopédique et exerçant au CHU (Ibn Rochd) pour son implication dans une affaire de corruption. Selon un communiqué des mêmes services, les faits remontent à la réception par les services de la GN d'une plainte officielle faisant état du chantage exercé par le mis en cause sur un patient à qui il a exigé un avantage indu en contrepartie d'une intervention chirurgicale. Ainsi, le même service a ouvert une enquête approfondie sous la supervision des juridictions compétentes, et a mis en place un plan bien ficelé ayant permis l'arrestation du suspect. Après parachèvement de l'enquête, le mis en cause sera présenté devant les juridictions compétentes pour répondre des chefs d'accusation de « demande, par un fonctionnaire public, d'indu avantage en contrepartie de l'accomplissement d'un acte relevant de ses fonctions, ainsi que d'abus de fonctions », a conclu la même source.

Ania N.

EXPRESS- HISTORIQUE

Entre soleil et vent (11)

Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

MÉTÉO D'ALGER
Dimanche 1er juin 2025
28 °C / 19 °C

Dans la journée : Dégagé
Vent : 18 km/h
Humidité : 63 %

Dans la nuit : Dégagé
Vent : 13 km/h
Humidité : 74 %

HORAIRES DES PRIÈRES

Dimanche 5 dou el hidja 1446

Dohr : 12h46
Assar : 16h37
Maghreb : 20h05
Îcha : 21h43

Lundi 6 dou el Hidja 1446
Sobh : 03h42
Chourouk : 05h31

L'ANIRA CONDAMNE LE DERAPAGE D'ENNAHAR TV, D'ECHOUROUK NEWS ET D'AL HAYAT TV

« Cessez la promotion du charlatanisme »

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a, dans un communiqué rendu public hier, exprimé avec « une grande préoccupation et consternation » ce qu'elle appelle « la propagation de certaines pratiques médiatiques non professionnelles qui affectent la conscience citoyenne et frappent au cœur des efforts nationaux de lutte contre le charlatanisme, la sorcellerie et la promotion de la superstition. »

Ph : DR

L'ANIRA, tout en affirmant son devoir de protéger l'opinion publique de la désinformation, condamne fermement « ce dérapage professionnel d'Ennahar TV, Echourouk News TV et Al Hayat TV pour avoir présenté des programmes qui promeuvent des concepts scientifiquement non prouvés et des discours mythiques. » L'Autorité dirigée par Amar Bendjedda pointe du doigt « ces programmes qui instrumentalisent ouvertement la souffrance des populations et visent en réalité à augmenter l'audience, constituent non seulement un mépris de l'intelligence des citoyens, mais tombent également sous le coup de ce que punit la loi n° 23-20 portant réglementation de l'activité audiovisuelle, notamment son article 32 qui stipule la nécessité de respecter les règles professionnelles, l'éthique et la morale, ainsi que la nécessité de ne pas utiliser la religion à des fins contraires à l'exercice de l'activité audiovisuelle. » Face à ces dérives, l'ANIRA « met en garde toutes les institutions audiovisuelles contre cette tendance dangereuse, compte tenu de l'absence des conditions minimales d'une bonne préparation médiatique et de la fragilité des qualifications académiques et médiatiques de certains présentateurs, qui leur permettraient d'aborder des sujets de nature sociale sensible, tout en recevant des personnes auxquelles on attribue divers titres sans tenir compte de leur véritable crédibilité. » Comme elle met aussi en garde contre « l'extrême danger du contenu de ces programmes, qui non seulement promeuvent de faux discours mais sèment également le doute et les accusations au sein de la famille algérienne et élèvent des générations avec des obsessions et des superstitions au lieu de développer l'esprit et la pensée critique et de renforcer une bonne compréhension de la religion. Cela laisse présager une déviation culturelle et éducative dont les conséquences ne doivent pas être sous-estimées. » Enfin, l'ANIRA conclut en guise d'ultime avertissement que « le non-respect des dispositions du cahier des charges général et particulier relatif à l'activité audiovisuelle expose les chaînes de télévision à des sanctions administratives. »

R. N.

INONDATIONS MEURTRIERES AU NIGERIA

Le président Tebboune présente ses condoléances

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, ses condoléances au Président de la République du Nigéria suite aux inondations meurtrières survenues dans ce pays. Le Président écrit dans son message : « À Son Excellence M. Bola Ahmed Tinubu Président de la République Fédérale du Nigéria Monsieur le Président et cher frère, C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que j'ai appris la nouvelle du drame douloureux qui a frappé votre pays frère, à la suite des inondations qui ont touché les régions centrales de l'État du Niger, causant des dizaines de victimes, de nombreux blessés ainsi que d'importants dégâts matériels. Face à cette terrible épreuve, je vous adresse, au nom du peuple et du gouvernement algériens, ainsi qu'en mon nom personnel, et à travers vous, au gouvernement et au peuple de la République Fédérale du Nigéria ainsi qu'aux familles des victimes, mes condoléances les plus sincères et l'expression de ma profonde solidarité et de ma compassion. Je prie le Tout-Puissant d'entourer les victimes de Sa miséricorde et d'accorder un prompt rétablissement aux blessés. En vous réitérant mes condoléances les plus attristées, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président et cher frère, l'expression de ma très haute considération et de mon profond respect. »

R. N.

SOUS-RIRE

BELARIBI AUX DIRECTEURS DE LOGEMENT DANS 11 WILAYAS :

« Honorez vos engagements »

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé, hier, une réunion d'évaluation qui a regroupé les directeurs des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), ainsi que les chefs des services de contrôle des projets et les chefs des services d'études et de suivi dans 11 wilayas. Selon un communiqué du ministère, le Belaribi a mis en garde les directeurs de logement de 11 wilayas présents à cette réunion contre tout défaut de réalisation des objectifs fixés, et contre tout responsables qui n'a pas honoré ses engagements concernant la livraison ou le lancement des projets selon les délais convenu. Au cours de cette réunion, le ministre a écouté des présentations détaillées sur l'avancement des projets de logement dans les différentes wilayas du pays.

R. N.

OPEP+

L'Algérie augmentera sa production pétrolière de 8.000 b/j

L'Algérie et sept autres pays membres de l'alliance Opep+ ont décidé hier d'accélérer une nouvelle fois la levée progressive des réductions volontaires de production appliquées depuis deux ans. Cette décision a été prise lors d'une réunion ministérielle par visioconférence, rassemblant les huit pays de l'Opep+ qui avaient adopté des réductions volontaires en avril 2023 : l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie. À l'issue de cette réunion, à laquelle a participé le ministre d'Etat, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, les huit pays ont convenu d'un ajustement collectif à la hausse de leur production à hauteur de 411.000 barils par jour pour le mois de juillet 2025. Selon un communiqué publié par l'Opep sur son site officiel, cette décision s'appuie sur « des perspectives économiques mondiales jugées stables et sur des fondamentaux solides du marché pétrolier, comme en témoigne notamment le niveau bas des stocks mondiaux de brut ». Les huit pays avaient convenu, lors d'une réunion tenue le 3 mars 2025, d'un retour progressif de leurs réductions volontaires (2,2 millions de barils/jour) à compter du 1er avril 2025, via un plan de hausses mensuelles échelonnées jusqu'à fin 2026. Cependant, une nouvelle décision prise le 3 mai dernier a acté l'accélération de ce plan de trois mois, une mesure qui vise à « renforcer la stabilité du marché pétrolier et à accélérer les efforts de compensation des pays concernés », selon l'Opep. L'augmentation annoncée de 411.000 barils/jour en juillet 2025 équivaut à trois hausses mensuelles cumulées, ce qui signifie que les quotas de production qui devaient initialement s'appliquer en janvier 2026 seront mis en œuvre en juillet 2025. D'après les chiffres joints au communiqué, la production algérienne atteindra 936.000 barils par jour en juillet prochain, pour ensuite s'élever progressivement à 1,007 million de barils par jour d'ici juillet 2026. Les huit pays ont toutefois souligné que ces augmentations pourront être suspendues ou révisées en fonction de l'évolution des conditions du marché, précise le communiqué. Enfin, les ministres ont convenu de maintenir des réunions mensuelles afin d'évaluer l'évolution du marché, le respect des engagements de production et l'état des compensations, indique la même source ajoutant que la prochaine réunion est prévue pour le 6 juillet 2025.

Ania N.

MÉTÉO

Des pluies orageuses dans l'extrême sud

Les prévisions météorologiques pour, aujourd'hui, indiquent des fortes pluies orageuses dans l'extrême sud du pays. Selon la même source, «le temps sera ensoleillé, particulièrement sur les wilayas du nord et du grand sud du pays, tandis que les wilayas côtières centrales et occidentales connaîtront un temps chaud». En effet, les températures varieront entre 29 et 37 degrés dans les zones côtières et entre 26 et 38 degrés dans les zones intérieures, alors que la vitesse du vent atteindra 30 km/h. Ajoutant que, «des pluies orageuses sont attendus, aujourd'hui, pour les wilayas du sud-ouest et l'extrême sud», ainsi que des températures entre 33 et 44 degrés, alors que la vitesse du vent atteindra 50 km/h.

L. Z.